

(1)
(N° 200)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 MARS 1920.

Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Après avoir été combattu longtemps pour des raisons théoriques empruntées à l'école Manchestérienne, le principe de la limitation de la durée du travail des adultes a trouvé, surtout dans les pays anglo-saxons, des défenseurs résolus même parmi ceux qui se placent spécialement, sinon exclusivement, sur le terrain productiviste. Le travailleur assujéti à un labeur quotidien trop prolongé souffre de fatigue et accomplit sa tâche avec une vigueur, une dextérité, voire une bonne volonté réduites. D'autre part, il est hors de doute que le surmenage finit par épuiser l'organisme et qu'une vieillesse prématurée enlève avant le temps à la production les ouvriers affaiblis par des journées de travail excessives.

Sans méconnaître l'importance de cet aspect de la question, j'estime cependant que celle-ci se trouve dominée par des considérations d'un ordre plus élevé.

Le travail n'est pas une marchandise; le travailleur ne saurait être assimilé à une machine dont il importe de tirer le maximum de rendement. Ce qui, avant tout, justifie la limitation de la durée du travail des adultes, c'est l'impérieuse nécessité d'assurer dans la mesure du possible le bien-être de la classe ouvrière. Il ne faut plus que l'ouvrier soit exposé à souffrir dans sa santé à la suite d'un travail d'une durée exagérée; il faut que, comme ses camarades des pays anglo-saxons, il soit à même de fournir une longue carrière; il faut qu'il dispose des loisirs nécessaires pour jouir, dans

des conditions normales, de la vie de famille et des délassements offerts aux autres citoyens.

Sans doute, il y a des limites à observer. Une diminution trop forte de la journée de travail entraînerait inévitablement une réduction notable de la production, chose à éviter avec soin, aujourd'hui surtout qu'il s'agit pour notre industrie de reconquérir ses anciens débouchés et qu'une production intense peut seule nous délivrer du fléau de la vie chère.

La limitation de la durée du travail à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine, que j'ai l'honneur de proposer dans le présent projet de loi, n'est pas de nature à faire concevoir des appréhensions à cet égard. Depuis la guerre, en effet, de grands progrès ont été réalisés dans ce domaine. En fait, le régime de la journée de huit heures existe, dès à présent, dans des cas nombreux. Tantôt il a été introduit à l'intervention des Comités nationaux. Il en fut ainsi en ce qui concerne :

- Les mines (travaux du fond);
- La glacerie;
- La gobeleterie;
- La construction mécanique (48 heures par semaine);
- Les entreprises de gaz et d'électricité;
- L'industrie du transport (tramways et vicinaux);
- Le port d'Anvers.

Tantôt nous nous trouvons devant une sentence arbitrale rendue à la suite d'un conflit ou devant une convention collective conclue soit entre un syndicat patronal et un syndicat ouvrier, soit entre un syndicat ouvrier et un chef d'entreprise.

En réalité, le présent projet a moins pour but d'instaurer la journée de huit heures que de la généraliser. Il s'agit de l'étendre aux industries restées jusqu'ici en dehors du mouvement; il s'agit aussi, il s'agit surtout, de l'imposer aux chefs d'entreprise qui, ouvertement ou d'une manière déguisée, refusent de respecter la décision prise par le groupement auquel ils se rattachent, faisant ainsi à leurs confrères une concurrence en un certain sens déloyale.

En présentant ce projet, je tiens à rendre hommage à ceux de mes honorables collègues qui déposèrent des propositions limitant le travail des adultes à une époque où de nombreux esprits étaient encore peu préparés à faire bon accueil à une loi de ce genre. Le geste fait d'autant plus d'honneur à MM. Helleputte, Bertrand et consorts, que l'initiative prise par eux paraissait devoir être plus ingrate.

Je tiens aussi à rappeler la proposition de loi déposée le 20 mars 1919 par MM. Brunet, Destrée, Léonard, Souplit, Ernest et Lambillotte, qui est devenue caduque par suite de la dissolution des Chambres. Je m'y serais rallié volontiers, si, pour faire œuvre définitive, il n'avait été indispensable d'attendre les résultats de la Conférence Internationale du Travail de Washington.

Comme personne ne l'ignore, la Conférence de Versailles inséra dans le Traité de Paix une clause ainsi conçue :

« Les hautes parties contractantes déclarent accepter les principes ci-après et s'engagent à en poursuivre la réalisation conformément aux indications qui seront données, en ce qui concerne leur application, par la Conférence Internationale du Travail.

» I. — Ni en droit ni en fait le travail d'un être humain ne doit être assimilé à une marchandise ou à un article de commerce.

» II. — Limitation des heures de travail dans l'industrie sur la base de huit heures par jour ou de quarante-huit heures par semaine, sauf exception pour les pays dans lesquels les conditions climatiques, le développement rudimentaire de l'organisation industrielle ou d'autres circonstances spéciales déterminent une différence notable dans le rendement du travail.

» Pour ces pays, la Conférence Internationale du Travail indiquera les bases à adopter, lesquelles devront être approximativement équivalentes à celles mentionnées ci-dessus ».

La Conférence Internationale du Travail, qui constitue un rouage de la Société des Nations, se réunit à Washington du 29 octobre au 29 novembre de l'année dernière. Trente-neuf nations y étaient représentées, parmi lesquelles figuraient les États européens ci-après : Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grande-Bretagne, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse, Tchéco-Slovaquie, Yougo-Slavie. En général, les pays participants avaient envoyé, indépendamment des délégués gouvernementaux, un délégué patronal et un délégué ouvrier. Bon nombre de délégations comprenaient en outre des conseillers techniques. La délégation belge était composée comme suit :

Délégués gouvernementaux : MM. LEVIE, Ministre d'État,
MAHAIN, Professeur à l'Université
de Liège.

Délégué des employeurs : M. CARLIER, Président du Comité central industriel.

Délégué des travailleurs : M. MERTENS, Secrétaire de la Commission syndicale du Parti ouvrier et des Syndicats indépendants.

M. Levie exerça les fonctions de président. Celles de secrétaire général et de secrétaire furent remplies respectivement par M. Julin, Secrétaire général du Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et par M. Wauters, Chef-adjoint du Cabinet au même Département.

Il y avait en outre un certain nombre de conseillers techniques, dont deux représentaient l'élément féminin.

La Conférence finit par adopter le projet de convention qui se trouve ci-annexé (annexe A) et dont le Gouvernement aura prochainement l'honneur de vous proposer la ratification.

En rédigeant le présent projet de loi, nous avons naturellement tenu compte des stipulations de ce projet de convention. D'autre part, nous avons eu soin de consulter les lois sur la matière votées à l'étranger.

En Europe, les pays qui n'ont pas attendu la Conférence de Washington pour limiter la journée de travail des adultes, sont au nombre de treize. Citons notamment :

L'ALLEMAGNE. — *Ordonnance du 23 novembre 1918.* — Régime : maximum de 8 heures par jour ; si la durée du travail est réduite le samedi ou les veilles de fête, les heures ainsi enlevées à la production peuvent être réparties entre les autres jours de travail de la semaine ;

L'AUTRICHE ALLEMANDE. — *Loi du 19 décembre 1918.* — Régime : maximum de 8 heures par journée de 24 heures ;

L'ESPAGNE. — *Décret du 3 avril 1919.* — Régime : maximum de 8 heures par jour ou de 48 heures par semaine ; la liste des industries où il est impossible d'appliquer ce régime est dressée par des comités paritaires ; l'Institut des réformes sociales détermine la journée de travail pour ces industries ;

LA FRANCE. — *Loi du 23 avril 1919.* — Régime : maximum de 8 heures par jour ou de 48 heures par semaine, ou d'une durée équivalente calculée sur une période de temps autre que la semaine ;

LES PAYS-BAS. — *Loi du 1^{er} novembre 1919.* — Régime : maximum de 8 heures par jour et de 48 heures par semaine ;

LA POLOGNE. — *Décret du 23 novembre 1918.* — Régime : maximum de 8 heures par jour du lundi au vendredi et de 6 heures le samedi ; la loi s'applique à l'industrie et au commerce ;

LA SUISSE. — *Loi fédérale du 27 juin 1919.* — Régime : maximum de 48 heures par semaine ; lorsque le travail du samedi dure moins de 8 heures, la différence nécessaire pour parfaire les 48 heures hebdomadaires peut être répartie sur les autres jours ouvrables ;

LA TCHÉCO-SLOVAQUIE. — *Loi du 19 décembre 1918.* — Régime : maximum de 8 heures par jour et de 48 heures par semaine dans l'industrie, l'agriculture et les exploitations forestières.

Le principe de la journée de huit heures a également été consacré par plusieurs pays de l'Amérique latine ;

AUX ÉTATS-UNIS, l'état de New-York est entré dans la même voie. — *Loi sur le travail, modifiée en 1913 et 1916.* — Régime : maximum de 8 heures par jour ; le travail peut être prolongé par convention entre parties moyennant paiement d'une rémunération spéciale.

Un régime analogue a été adopté par les États de Californie, Connecticut, Illinois, Indiana, Missouri, Ohio, Pennsylvanie et Wisconsin.

Ces divers pays et états ont devancé en quelque sorte la Conférence de Washington. Partout ailleurs, en Europe, en Amérique, en Australie, le principe de la journée de huit heures s'est implanté, en fait, dans une mesure variable, à la suite d'accords conclus entre les groupements de chefs d'entreprise et les groupements de travailleurs.

Enfin, il est intéressant d'observer que, moyennant certaines modalités justifiées par des conditions climatiques et économiques spéciales, le projet de Convention élaboré à Washington a recueilli l'adhésion du Japon et de l'Inde Britannique, dont l'importance au point de vue de la fabrication des produits manufacturés ne cesse de s'accroître et où, pour empêcher les journées de travail excessives, on ne peut compter ni sur une législation sociale ni sur un développement syndical aussi avancés que ceux des anciennes nations industrielles.

Quant à la Chine, il a été entendu que la limitation de la durée du travail serait examinée, en ce qui la concerne, dans une prochaine session de la Conférence.

Ainsi vient à tomber la dernière objection que l'on avait accoutumé d'opposer à la grande réforme et qui consistait à faire ressortir la nécessité de ne pas placer nos industriels dans une situation d'infériorité par rapport à la concurrence étrangère.

Grâce à l'entente réalisée à Washington, ce péril n'est plus à redouter et, à quelque tendance que nous appartenions, nous pouvons approuver la solution consacrée par le présent projet, solution qui, en donnant à la classe ouvrière une satisfaction longtemps et impatiemment attendue, contribuera efficacement, j'en ai la conviction, à assurer le relèvement et la prospérité de notre pays.

EXAMEN DES ARTICLES.

L'article premier énumère les entreprises auxquelles la loi s'applique.

Comme l'exige le projet de Convention internationale adopté à Washington, le texte proposé englobe pratiquement toutes les entreprises industrielles, à l'exception des transports par eau, qui ont été réservés pour une conférence spéciale, et des transports par air, que personne ne songe encore à réglementer.

Les bureaux des entreprises commerciales étant assujettis à la loi sur le travail des femmes et des enfants, nous avons pensé qu'il y avait également lieu de les viser ici.

Les dispositions de la loi sont en outre applicables, mais non immédiatement :

Au personnel des magasins de détail ;

A celui des hôtels, restaurants et débits de boissons ;

Aux ouvriers ainsi qu'aux employés, autres que les employés de bureau, occupés dans les entreprises commerciales.

Le projet de Convention internationale ne parle pas de ces catégories de travailleurs, au sujet desquelles, d'autre part, le Ministère du Travail commence seulement à réunir des renseignements. Mais le Roi pourra les faire bénéficier de la loi à mesure qu'auront été effectuées les études préliminaires indispensables.

La disposition de l'alinéa final est empruntée à la loi sur le travail des femmes et des enfants.

A l'article 2, se trouve formulé le principe fondamental du projet. En vertu de cet article, la durée du travail est limitée *à la fois* à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine. Aucune de ces deux limites ne peut être dépassée.

La dérogation prévue aux alinéas 2 et 3 a pour but d'encourager la généralisation de la « semaine anglaise ».

L'alinéa suivant est relatif aux ouvriers occupés aux travaux souterrains des mines de houille. Pour ces ouvriers, la journée est limitée à huit heures, descente et remonte comprises.

Comme agents investis d'un poste de confiance, on peut citer le secrétaire particulier du chef d'entreprise, sa sténo-dactylographe.

La disposition de l'article 3 est nécessaire pour permettre le chevauchement des équipes.

Lorsqu'une équipe succède à une autre équipe, un minimum de temps est évidemment indispensable pour effectuer le transfèrement de l'ouvrage. Il y a des opérations qui ne peuvent être interrompues sur le champ et qui demandent, soit à être achevées, soit à être conduites jusqu'à un certain point, avant que le travailleur puisse passer la main à son collègue de l'équipe suivante appelé à prendre sa place.

Il convient également de prévoir l'éventualité où un ouvrier qui a déjà travaillé pendant huit heures, reste à l'ouvrage pour remplacer un ouvrier de l'équipe suivante momentanément absent.

Dans les industries à feu continu, la production se poursuit forcément le dimanche. Dès lors, il est indispensable de porter de six à sept le nombre

des journées de travail que comporte la semaine et de quarante-huit à cinquante-six le nombre hebdomadaire des heures de travail (art. 4).

Normalement, le travail, dans les industries dont il s'agit, est organisé par trois équipes et la moyenne de cinquante-six heures par semaine peut être calculée sur une période de trois semaines; il convient cependant de prévoir des hypothèses où une autre base serait nécessaire.

Le projet de Convention internationale autorise des heures supplémentaires dans les industries soumises à l'influence des saisons ainsi que dans les entreprises où la force motrice est fournie exclusivement par l'eau et qui peuvent être réduites à chômer en cas de sécheresse ou d'inondation. Cela résulte d'un passage du *Commentaire officiel*.

A notre avis, des heures supplémentaires sont ici inutiles.

Pour les industries saisonnières, il suffira de compenser la durée plus longue du travail en pleine saison en faisant travailler moins longtemps en morte saison (art. 5).

Pour les établissements qui utilisent la force de l'eau, le dépassement du temps normal de travail ne se justifie que par l'impossibilité de travailler certains jours pendant tout ou partie de la journée, si bien que, *dans l'ensemble*, un allongement du temps affecté au travail ne paraît pas être indispensable.

Le passage du *Commentaire officiel* dont il est question ci-dessus, ne vise pas les établissements où la force motrice est fournie par le vent; mais l'énumération à laquelle ce passage se réfère, n'est pas limitative. Cela étant, nous estimons que la dérogation prévue en faveur des établissements qui utilisent la force de l'eau doit être rendue applicable à ceux qui se servent de celle du vent, par raison d'analogie, pour ne pas dire : *a fortiori*.

La prérogative énoncée dans les deux derniers alinéas de l'article 5 permettra de faire face à des éventualités extraordinaires et imprévues. C'est ce qu'on pourrait appeler une « soupape de sûreté ». L'obligation imposée au Roi de n'agir qu'à la suite et en conformité d'accords conclus par les groupements de chefs d'entreprise et les groupements de travailleurs constitue une garantie de nature à prévenir tout abus.

Dans les cas visés à l'article 6, il n'y a pas de chômage périodique ni de ralentissement régulier de l'activité, si bien que la compensation naturelle et pour ainsi dire automatique dont nous avons parlé à propos de l'article précédent, n'existe pas dans l'occurrence.

Dans ces conditions, il y a lieu d'autoriser des heures supplémentaires.

L'article 6, n° 2, du projet de Convention internationale prévoit les dérogations temporaires (heures supplémentaires) qu'il y aura lieu d'admettre en vue de permettre aux chefs d'entreprise de faire face à des *surcroîts de travail extraordinaire*.

Ce texte est très large, d'autant que le nombre d'heures supplémentaires

qu'il permet d'autoriser n'est pas limité. A notre avis, il est indispensable d'en préciser la portée, en le combinant avec celui qui figure dans l'avant-projet élaboré par le Comité organisateur de la Conférence, lequel vise les « industries dans lesquelles se produisent des commandes brusques par suite d'événements imprévus ». D'où la rédaction de l'article 7 du présent projet. D'après le texte que nous proposons, il ne suffit pas d'un « surcroît de travail extraordinaire » ; cela nous paraît trop vague. Il faut que le surcroît de travail résulte d'un *surcroît extraordinaire de commandes occasionné par un événement imprévu*. Exemple : Une tempête d'une violence extraordinaire provoque un afflux exceptionnel de navires à réparer.

Notre loi sur le travail des femmes et des enfants renferme un texte analogue.

La disposition de l'alinéa premier de l'article 8 est empruntée à la proposition de loi déposée par M. Brunet.

Les dérogations dont elle est suivie tiennent compte des exigences auxquelles sont soumises certaines catégories d'établissements.

L'article 9 est d'une utilité évidente.

L'expression « force majeure » employée au n° 3 figure dans le projet de Convention internationale (art. 3). Elle ne vise pas la force majeure proprement dite, laquelle, quand il s'agit de l'impossibilité de respecter une obligation de ne pas faire, ne se conçoit guère que comme le résultat du « fait du prince ». En réalité, la Conférence de Washington a eu en vue le cas d'une *nécessité imprévue*. Il nous a paru utile d'ajouter cette expression à titre de synonyme explicatif.

Comme agents obligés d'effectuer certains travaux en dehors du temps assigné au travail général de production, le Comité organisateur de la Conférence de Washington cite notamment les chauffeurs, les mécaniciens, les électriciens, les graisseurs.

Le maximum de neuf heures fixé par le premier alinéa de l'article 10 est imposé par le projet de Convention internationale (art. 2, litt. b.).

Il est à remarquer que la disposition de l'alinéa 3 vise le temps de présence. La raison, c'est que certains travaux préparatoires ou complémentaires ne doivent pas nécessairement être effectués immédiatement avant ou immédiatement après le travail général de production. Si, dans l'espèce, le maximum d'heures supplémentaires portait sur la durée du travail et non sur celle du temps de présence, les ouvriers intéressés pourraient être contraints à chômer pendant un temps plus ou moins long avant de commencer les travaux dont il s'agit. Venant s'ajouter à la durée du travail effectif, ce repos forcé pourrait entraîner, au total, un temps de présence trop prolongé.

La disposition de l'article 11 est reprise de la loi du 31 décembre 1909, qui limite la durée de la journée de travail dans les mines.

Aux termes de l'article 15, les avis à afficher dans les entreprises non soumises à la loi sur les règlements d'atelier doivent être rédigés, soit en français, soit en flamand, soit en allemand, ou en plusieurs de ces langues, de manière à être compris par tous les travailleurs intéressés. L'emploi éventuel de l'allemand est prévu en raison des conditions ethniques d'une partie de l'arrondissement d'Arlon ainsi que du rattachement à la Belgique des cercles d'Eupen et de Malmédy.

Le but de l'interdiction énoncée à l'alinéa 2 de l'article 17 est de permettre aux travailleurs de régler leur vie domestique. Les exceptions se rapportent à des cas où le travail est susceptible de prolongations imprévues.

En vertu de l'article 7 de la loi du 13 juin 1896, l'introduction d'un changement dans un règlement d'atelier est soumise aux mêmes formalités que la mise en vigueur d'un règlement nouveau. Ces formalités durent quinze jours, ce qui est beaucoup trop lorsqu'il s'agit de modifications temporaires apportées au commencement et à la fin de la journée de travail régulière et aux intervalles de repos dans les cas prévus à l'article 5, n° 1 et 3, ou à l'article 7 du présent projet (industries saisonnières, entreprises où la force motrice est fournie exclusivement par l'eau, autorisations de faire travailler supplémentaires accordées par le Gouverneur).

L'article 28, littéra B, du présent projet, permet, dans ces hypothèses, de porter le changement de régime à la connaissance des travailleurs intéressés par un simple avis affiché vingt-quatre heures d'avance.

L'article 31 est relatif aux modifications à apporter à la loi sur le travail des femmes et des enfants en vue de la mettre en concordance avec les projets de Convention internationale adoptés à Washington concernant :

- 1° L'âge d'admission des enfants au travail industriel;
- 2° Le travail de nuit des enfants;
- 3° Le travail de nuit des femmes.

Les textes de ces trois projets de Convention internationale forment les annexes B, C, D.

L'article 31 a également pour objet de mettre la loi sur le travail des femmes et des enfants en harmonie avec les principes qui sont à la base du présent projet.

Suivant la nouvelle rédaction de l'article 1^{er} de la loi sur le travail des femmes et des enfants, cette loi s'applique au travail qui s'exécute :

- 1° Dans les entreprises soumises à la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures;

2° Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes.

Il est nécessaire de mentionner séparément ces derniers établissements, parce qu'un certain nombre d'entre eux ne sont pas des entreprises industrielles et ne se trouvent par conséquent pas visés par le présent projet sur la journée de huit heures. Comme ils sont néanmoins actuellement assujettis à la loi sur le travail des femmes et des enfants, il ne peut être question de les laisser de côté dans la nouvelle rédaction de l'article premier de cette loi, d'autant que quelques-uns sont en outre soumis à l'arrêté royal du 19 février 1895, qui interdit l'emploi de personnes protégées à certaines catégories de travaux insalubres, en exécution de l'article 3 de l'ancienne loi du 13 décembre 1889 (article 4 de la loi actuelle sur le travail des femmes et des enfants).

Les repos, d'une durée totale d'une heure et demie au moins, dont il est question à l'article 6 de la loi sur le travail des femmes et des enfants, ont été imposés en considération d'un travail de douze heures ou, du moins, d'un travail d'une durée approchante. Désormais, les travailleurs protégés, comme les autres, ne travailleront généralement plus que pendant huit heures. De là l'échelle énoncée à l'article 6 nouveau. Le principe d'une durée différentielle des repos a d'ailleurs été admis déjà par l'Inspection du Travail.

Actuellement, la loi sur le travail des femmes et des enfants fixe de 9 heures du soir à 5 heures du matin l'intervalle à comprendre dans le repos de nuit des femmes. Elle va ainsi plus loin que la Convention de Berne et que le projet de Convention Internationale adopté à Washington, lesquels ne font commencer qu'à 10 heures du soir l'intervalle en question. Comme le temps qui s'écoule entre 5 heures du matin et 10 heures du soir est à peine suffisant pour permettre l'introduction de la journée de huit heures quand le travail est organisé en deux équipes successives, nous proposons de consacrer purement et simplement les limites fixées dans la Convention Internationale et le projet de Convention Internationale susmentionnés.

Jusque dans les derniers temps, les exploitants de hauts-fourneaux se sont conformés à la loi sur le repos du dimanche en faisant travailler pendant vingt-quatre heures toutes les deux semaines chacune des équipes entre lesquelles le personnel est réparti. L'année dernière, ce régime a été abandonné à la suite d'un accord conclu avec les ouvriers. On a décidé de réaliser l'alternance des équipes en faisant travailler chacune d'elles deux fois douze heures dans l'espace de trois semaines. Cette combinaison donne satisfaction aux deux parties intéressées; malheureusement, elle n'est pas compatible avec la loi sur le repos du dimanche, qui, dans l'espèce, exige un jour de repos sur quatorze ou un demi-jour de repos sur sept. Avec le système adopté, on n'obtient qu'un jour entier

de repos toutes les trois semaines. La disposition que nous proposons d'ajouter à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1905 a pour but de permettre à un arrêté royal de rendre le nouveau régime licite (art. 32).

Le présent projet de loi comprend dans son champ d'application les mines de houille, qui, à part quelques points peu nombreux, seront soumises au même régime que les autres entreprises industrielles. En conséquence, l'article 33 prononce l'abrogation de la loi du 31 décembre 1909, portant limitation de la journée de travail dans les charbonnages.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

(19)

Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Wetsontwerp tot invoering van den acht-urendag en van de acht-en-veertig-urenweek.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont assujettis à la présente loi :

1° Les mines, minières, carrières et exploitations extractives de toute nature;

2° Les industries qui ont pour objet la fabrication de marchandises, la transformation de matières premières ou produits, leur ornementation ou achèvement, leur nettoyage, leur appropriation en vue de la vente;

3° La réparation, le nettoyage, la remise en état de matériel, effets ou autres objets usagés ainsi que la démolition de matériel;

4° Les industries du bâtiment et les industries accessoires du bâtiment, y compris les travaux d'entretien, de réparation, de démolition;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zal, in Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen.

EERSTE ARTIKEL.

Worden door deze wet beheerscht :

1° De mijnen, graverijen, groeven en allerhande verzamelbedrijven;

2° De bedrijven, die ten doel hebben : het vervaardigen van koopwaren, het verwerken van grondstoffen of produkten, het versieren of voltooien, het reinigen, het aanpassen er van met het oog op den verkoop;

3° Het herstellen, reinigen, weder in staat stellen van materieel, gebruikte zaken of andere gebruikte voorwerpen alsmede het sloopen van materieel;

4° De bouwbedrijven en de aanverwante bedrijven, met inbegrip der onderhouds-, herstel- en sloopwerken;

5° Les entreprises de travaux publics;

6° Les travaux privés du génie civil autres que ceux qui rentrent dans les industries du bâtiment;

7° Les usines à gaz et les entreprises de distribution d'eau;

8° La production, la transformation, la transmission de l'électricité et de la force motrice;

9° La construction, la transformation, la démolition de navires ou bateaux, leur entretien ou réparation par d'autres travailleurs que les membres de l'équipage;

10° Les entreprises de transport par terre;

11° Les travaux de chargement, déchargement et manutention des marchandises dans les ports, débarcadères, entrepôts, stations;

12° Les laiteries et fromageries;

13° Les bureaux des entreprises commerciales.

En outre, le Roi pourra rendre la présente loi applicable, soit purement et simplement, soit moyennant certains tempéraments :

1° Aux magasins de détail;

2° Aux hôtels, restaurants et débits de boissons;

3° Aux ouvriers ainsi qu'aux employés, autres que les employés de bureau, occupés dans les entreprises commerciales.

Les dispositions de la loi s'appliquent aux établissements publics comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Elles s'appliquent également aux dépendances des entreprises assujetties, quelle qu'en soit la nature.

5° De aannemingen van openbare werken;

6° De bijzondere werken van het burgerlijk geniekorps, andere dan die, welke onder de bouwbedrijfswerken te rangschikken zijn;

7° De gas- en watervoorzieningsbedrijven;

8° Het voortbrengen, verwerken, overbrengen van elektriciteit en van drijfkraft;

9° Het maken, veranderen, sloopen van schepen of booten; het onderhouden of herstellen er van door andere arbeiders dan de leden der bemanning;

10° De bedrijven voor het vervoer te lande;

11° Het laden, lossen en behandelen der koopwaren in de havens, losplaatsen, statien, stapelplaatsen;

12° De melkerijen en kaasmakerijen;

13° De bureau's der koophandelsbedrijven.

Bovendien kan de Koning deze wet toepasselijk maken, 'tzij ongewijzigd, 'tzij met sommige verzachtingen op :

1° De winkelbedrijven;

2° De hotels, spijshuizen en drank-slijterijen;

3° De arbeiders alsmede de beambten, andere dan bureaubeamtten, in koop-handelsbedrijven werkzaam.

De bepalingen dezer wet zijn van toepassing op de openbare, zoowel als op de bijzondere inrichtingen, zelfs dan wanneer zij vakopleiding of beweldadiging beoogen,

Zij zijn eveneens toepasselijk op de toebehooren der er door beheerschte bedrijven, welke er ook de aard van zij.

Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont occupés que les membres de la famille sous l'autorité, soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

ART. 2.

La durée du travail effectif du personnel occupé dans les exploitations énumérées à l'article premier ne peut excéder huit heures par jour ni quarante-huit heures par semaine.

Toutefois, un arrêté royal pourra, à la suite d'un accord intervenu entre la majorité des chefs d'entreprise et la majorité des travailleurs appartenant à une industrie, y établir le repos de l'après-midi du samedi; dans ce cas, la limite de huit heures pourra être dépassée les autres jours de la semaine et la seconde des limitations énoncées à l'alinéa précédent sera seule applicable.

Pour la conclusion de l'accord dont il est question ci-dessus, les chefs d'entreprise et les travailleurs intéressés seront représentés soit par les groupements dont ils font partie, soit, à défaut de pareils groupements, par des délégués.

En ce qui concerne les travaux souterrains des mines de houille, la journée est limitée à huit heures, descente et remonte comprises. Lorsque les travaux souterrains sont accessibles par galerie, elle est comptée depuis l'entrée de l'ouvrier dans la galerie d'accès jusqu'à son retour au même point.

Par personnel d'une entreprise, il

Wordt niet door deze wet beheerscht, de arbeid verricht in inrichtingen, waar alleen familieleden gebruikt worden onder het gezag, 'tzij van den vader of de moeder, 'tzij van den voogd, mits die inrichtingen niet bij de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke werden ingedeeld, of er niet wordt gewerkt met behulp van stoomketels of van werktuiglijke beweegkracht,

ART. 2.

De werkelijke arbeidsduur van het in de onder artikel één opgesomde bedrijven werkzaam personeel mag acht uur daags of acht-en-veertig uur 's weeks niet te boven gaan.

Bij koninklijk besluit nochtans mag, ingevolge een afspraak tusschen de meerderheid der bedrijfshoofden en de meerderheid der arbeiders van een zelfde bedrijf, de zaterdagnamiddagsrust ingevoerd worden; in dat geval mag de acht-urentijd de overige dagen der week overschreden worden en alleen de tweede in het vorig lid uitgedrukte beperking blijft van toepassing.

Voor het treffen van bovenvermelde overeenkomst moeten de betrokken bedrijfshoofden en arbeiders vertegenwoordigd zijn, 'tzij door de groepen, waarvan ze deel uitmaken, 'tzij, bij gebrek aan dergelijke groepen, door afgevaardigden.

Wat aangaat de ondergrondse werken in de steenkoolmijnen, wordt de arbeidsduur beperkt tot acht uur, in- en uitvaart inbegrepen. Wanneer tot de ondergrondse werken door galerijen toegang moet worden verleend, moet de acht-urige arbeidstijd worden geacht te beginnen bij het intreden van den arbeider in de toegangsgalerij en te eindigen bij zijn terugkeer op hetzelfde punt.

Door personeel van een bedrijf moet

faut entendre les ouvriers, les employés et, d'une manière générale, toute personne occupée au travail, à l'exclusion :

1° Des personnes investies d'un poste de direction ou de surveillance ou d'un poste de confiance;

2° Des commis-voyageurs;

3° Des travailleurs occupés à domicile.

Les catégories d'agents qui peuvent être considérées comme investies d'un poste de confiance seront déterminées par arrêté royal.

ART. 3.

Dans les entreprises où le travail est organisé par équipes successives, le personnel pourra être occupé au-delà des limites fixées à l'article précédent, à la condition que la durée moyenne du travail effectif, calculée sur une période de trois semaines ou moins, ne dépasse pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

ART. 4.

Les limites fixées à l'article 2 pourront être dépassées en ce qui concerne les travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue.

La durée du travail effectif ne pourra néanmoins excéder, pour chaque travailleur, une moyenne de cinquante-six heures par semaine, calculée sur une période de trois semaines.

Le Roi pourra permettre de calculer la moyenne sur une base autre qu'une période de trois semaines.

ART. 5.

Une limitation équivalente à celles qui se trouvent énoncées à l'article 2

worden verstaan de arbeiders, de beambten en in 't algemeen elke aan den arbeid zijnde persoon, ter uitsluiting van :

1° De personen, belast met bestuur, toezicht of een vertrouwenspost ;

2° Handelsreizigers ;

3° Aan huis werkzame arbeiders.

De soorten van personen, die kunnen geacht worden met een vertrouwenspost te zijn belast, zullen bij koninklijk besluit worden bepaald.

ART. 3.

In de bedrijven, waarin het werk door wisselploegen wordt verricht, mag het personeel langer aan het werk blijven dan bij het vorig artikel wordt bepaald, onder voorwaarde, dat de gemiddelde werkelijke arbeidsduur, berekend over een tijdruimte van minstens drie weken, acht uur daags en acht-en-veertig uur 's weeks niet overschrijdt.

ART. 4.

De bij artikel 2 vastgestelde grenzen mogen overschreden worden, zoover het werken geldt, waarvan de uitvoering, wegens hunnen aard, niet mag onderbroken worden.

De werkelijke arbeidsduur, berekend over een tijdruimte van drie weken, mag evenwel, voor iederen arbeider, gemiddeld zes-en-vijftig uur 's weeks niet overschrijden.

De Koning kan er toe machtigen de gemiddelde arbeidsduur naar een anderen grondslag te berekenen dan een tijdruimte van drie weken.

ART. 5.

Een gelijkwaardige beperking als die in artikel 2 uitgedrukt, kan door den

pourra être établie par le Roi sur un espace de temps plus long que la semaine pour :

1° Les industries qui sont soumises à l'influence des saisons;

2° Les entreprises où il est fait usage du vent comme moteur exclusif;

3° Les entreprises où la force motrice est fournie exclusivement par l'eau et qui peuvent être réduites à chômer en cas de sécheresse ou d'inondation.

La même prérogative appartient au Roi en ce qui concerne toutes les autres industries dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables. Dans ces cas, néanmoins, elle ne pourra être exercée qu'à la suite et en conformité d'accords conclus entre les groupements de chefs d'entreprise et les groupements de travailleurs.

L'ensemble des groupements qui auront pris part à la conclusion de l'accord, devra représenter la majorité des chefs d'entreprise et des travailleurs appartenant à l'industrie intéressée.

ART. 6.

Un arrêté royal pourra permettre de dépasser les limites établies par les articles 2 et 3 :

1° Dans les industries ou branches d'industrie dans lesquelles le temps nécessaire à l'exécution du travail ne peut être, en raison de sa nature même, déterminé d'une manière précise;

2° Dans les industries où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide.

Le même arrêté déterminera le nombre maximum d'heures supplémentaires autorisé dans chaque cas.

Koning worden vastgesteld voor een langere tijdruimte dan een week, wanneer het geldt :

1° Seizoenbedrijven;

2° Bedrijven, waarin wind uitsluitend als drijfkraft wordt gebruikt;

3° Bedrijven, waarin de drijfkraft uitsluitend door water wordt verschaft en waarin men er toe kan gedwongen zijn wegens droogte of overstroming den arbeid te schorsen.

De Koning behoudt hetzelfde voorrecht voor al de andere bedrijven, in de uitzonderlijke gevallen, waarin de bij artikel 2 gestelde grenzen niet toepasselijk mochten worden geacht. In die gevallen nochtans, mag van bedoeld voorrecht slechts gebruik gemaakt worden ingevolge en overeenkomstig afspraken tusschen de groepen van bedrijfshoofden en de arbeidersgroepen.

De gezamenlijke groepen, die aan de afspraak hebben deel genomen, moeten de meerderheid der bedrijfshoofden en de meerderheid der arbeiders van het betrokken bedrijf vertegenwoordigen.

ART. 6.

Bij Koninklijk besluit mogen de bij de artikelen 2 en 3 vastgestelde grenzen overschreden worden :

1° In de bedrijven of bedrijfstakken, waarin de tot uitvoering van den arbeid noodige tijd, wegens den aard er van, niet nauwkeurig kan worden bepaald;

2° In de bedrijven, waarin de verwerkte grondstoffen voor spoedige ont-aarding vatbaar zijn.

Bij hetzelfde besluit moet worden bepaald het maximum-getal overuren voor elk geval toegelaten.

ART. 7.

L'autorisation de faire travailler au delà des nombres maximums d'heures fixés par les articles 2 et 3 et des limites prévues aux articles 5 et 6 pourra être accordée, pour un temps déterminé, par le Gouverneur, sur le rapport de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur des mines compétent et après consultation des groupements de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés, en vue de permettre au chef d'entreprise de faire face à des surcroits extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus.

L'arrêté du Gouverneur cessera ses effets, si, dans les dix jours de sa date, il n'est approuvé par le Ministre qui a dans ses attributions la police de l'industrie.

L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de trois mois dans le cours d'une année.

ART. 8.

La journée de travail est comprise entre 6 heures du matin et 8 heures du soir.

Cette disposition ne s'applique pas cependant :

- 1° Aux bureaux des hôtels et des entreprises de spectacles publics ;
- 2° Aux entreprises de journaux ;
- 3° Aux agences d'information ;
- 4° Aux entreprises de transport par terre ;
- 5° Aux travaux de chargement, déchargement et manutention des marchandises dans les ports, débarcadères, entrepôts, stations ;
- 6° A la réparation et à l'entretien des navires ;
- 7° Aux usines à gaz et aux entreprises de distribution d'eau ;

ART. 7.

De machtiging om buiten het maximum- ural, vastgesteld bij de artikelen 2 en 3, en buiten de grenzen, voorzien bij de artikelen 5 en 6, te laten arbeiden kan, voor een bepaalden tijd, verleend worden door den Gouverneur, op verslag van den arbeidsopziener of van den bevoegden mijnkorpsingenieur en na raadpleging van de betrokken groepen der bedrijfshoofden en der arbeiders, ten einde het bedrijfshoofd in staat te stellen in het afdoen van wegens onvoorziene gebeurtenissen buitengewoon talrijke bestellingen te voorzien.

Het besluit van den Gouverneur houdt op van kracht te zijn, indien het, binnen de tien dagen zijner dagteekening, niet goedgekeurd wordt door den Minister tot wiens ambtsbevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

Bedoelde machtiging kan niet langer verleend worden dan voor drie maand in een jaar.

ART. 8.

De arbeidsdag ligt begrepen tusschen 6 uur 's morgens en 8 uur 's avonds.

Die bepaling is evenwel niet van toepassing op :

- 1° De bureau's der hotels en der openbare tooneelbedrijven ;
- 2° De krantondernemingen ;
- 3° De inlichtingsagentschappen ;
- 4° De bedrijven voor vervoer te lande ;
- 5° Het laden, lossen en behandelen der koopwaren in de havens, los- en stapelplaatsen, statien ;
- 6° Het herstellen en onderhouden der schepen ;
- 7° De gas- en watervoorzieningsbedrijven ;

8° A la production, la transformation, la transmission de l'électricité et de la force motrice;

9° Aux entreprises où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide et seraient exposées à périr dans le cas d'une interruption trop longue du travail;

10° Aux travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue ou retardée, ou ne peut avoir lieu qu'à des heures déterminées;

11° Aux entreprises ou branches d'entreprise où le travail est organisé par équipes successives.

Dans les boulangeries, la journée de travail pourra être comprise entre 4 heures du matin et 9 heures du soir.

Le Roi pourra autoriser des dérogations à la disposition de l'alinéa premier dans les industries qui sont soumises à l'influence des saisons.

Art. 9.

Les limites fixées ou prévues aux articles 2 à 8 peuvent être excédées en ce qui concerne :

1° Les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent nécessairement être effectués en dehors du temps assigné au travail général de production;

2° Les travaux entrepris en vue de faire face à un accident survenu ou imminent;

3° Les travaux urgents à effectuer aux machines ou au matériel et les travaux commandés par une force majeure ou nécessité imprévue, pour autant que l'exécution en dehors des heures ordinaires de travail en soit indispensable pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'exploitation.

Les travaux prévus aux n°s 2 et 3

8° Het voortbrengen, verwerken, overbrengen van elektriciteit en drijfkracht;

9° De bedrijven, waarin de verwerkte grondstoffen voor spoedige ontaarding vatbaar zijn en zouden blootgesteld zijn aan bederf in geval van een te lange arbeidsonderbreking;

10° De werken, waarvan de uitvoering, wegens hun aard, niet onderbroken noch uitgesteld mag worden, of die slechts op bepaalde uren verricht kunnen worden.

11° De bedrijven of bedrijfstakken, waarin het werk door wisselploegen wordt verricht.

In de broodbakkerijen mag de arbeidsduur begrepen liggen tusschen 4 uur 's morgens en 9 uur 's avonds.

De Koning kan er toe machtigen van de bepaling van lid I af te wijken in de seizoenbedrijven.

Art. 9.

De grenzen vastgesteld of voorzien bij de artikelen 2 tot 8 mogen overschreden worden wanneer het geldt :

1° Voorbereidende of aanvullende werken, die noodzakelijk moeten verricht worden buiten den voor het algemeen voortbrengingswerk gestelden tijd.

2° Werken, die geschieden om een overkomen of dreigend ongeval te verhelpen of te verhinderen;

3° Dringende werken aan machines of aan materieel en werken opgedrongen door overmacht of door een onvoorziene noodwendigheid, voor zóover de uitvoering er van buiten de gewone arbeidsuren volstrekt noodzakelijk zij om een ernstige belemmering in den gewonen gang van het bedrijf te verhinderen.

De onder nummers 2 en 3 voorziene

pourront être exécutés dans ces conditions tant par les ouvriers d'une entreprise étrangère que par ceux de l'exploitation même.

Un arrêté royal déterminera les travaux préparatoires ou complémentaires dont il est question au n° 1, ainsi que la mesure dans laquelle les limites fixées ou prévues aux articles 2 à 8 pourront être dépassées.

Le Roi pourra établir des dérogations en ce qui concerne les agents dont le travail est essentiellement intermittent.

ART. 10.

En faisant usage de la dérogation énoncée au deuxième alinéa de l'article 2, les chefs d'entreprise veilleront à ne pas prolonger la durée du travail au-delà de neuf heures.

La limite sera de dix heures lorsqu'il sera fait usage de la dérogation énoncée à l'article 3.

Le temps de présence des personnes chargées de l'exécution des travaux préparatoires ou complémentaires dont il est question à l'article 9 ne pourra être prolongé de plus de deux heures par jour au delà de celui des ouvriers occupés au travail général de production.

ART. 11.

En ce qui concerne les mines de houille, la durée du travail permise peut être réduite par arrêté royal pour les ouvriers occupés dans des chantiers rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessives.

werken mogen onder zulke omstandigheden zoowel door de arbeiders van een ander bedrijf als door die van het bedrijf zelf worden uitgevoerd.

Een koninklijk besluit zal de voorbereidende of aanvullende werken, waarvan sprake onder nummer 1, bepalen, evenals de mate, binnen welke boven bepaalde of voorziene grenzen mogen overschreden worden.

De Koning kan afwijkingen toelaten wat betreft de agenten, die hun werk hoofdzakelijk bij tusschenpoozen moeten verrichten.

ART. 10.

Gebruik makende van de in het tweede lid van artikel 2 vermelde afwijking, moeten de bedrijfschefs er voor zorgen dat de arbeidsduur niet boven negen uur verlengd wordt.

De grens is tien uur, wanneer gebruik gemaakt wordt van de in artikel 3 vermelde afwijking.

De aanwezigheidsduur der personen, belast met het uitvoeren der voorbereidende of aanvullende werken, waarvan sprake in artikel 9, mag met niet meer dan twee uur daags, buiten den aanwezigheidsduur der aan het algemeen voortbrengingswerk gebezigde arbeiders, verlengd worden.

ART. 11.

Wat betreft de steenkoolmijnen, kan de toegelaten arbeidsduur bij koninklijk besluit worden verminderd voor arbeiders, in, onder meer wegens overmatige warmte of vochtigheid, bijzonder ongezonde ruimten werkzaam.

ART. 12.

Le Roi pourra suspendre l'application des limitations énoncées ou prévues par la présente loi, en cas de guerre ou en cas d'évènement présentant un danger pour la sécurité nationale.

ART. 13.

La diminution de la durée du travail résultant de l'application de la présente loi ne peut, en aucun cas, entraîner une diminution du salaire.

En outre, dans les cas prévus aux articles 5, 6 et 7, le travail effectué en dehors des limites fixées aux articles 2 et 3 sera payé à un taux qui dépassera de 25 %, au moins celui de la rémunération ordinaire.

Il en sera de même des travaux dont il est question à l'article 9, dans la mesure où il aura été fait usage de la dérogation qui s'y trouve énoncée.

ART. 14.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 1^{er}, 4, 5, alinéas 1 à 4, et par les articles 6, 9 et 27, le Roi consultera :

1^o Les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés ;

2^o Les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail ;

3^o Le Conseil supérieur de l'hygiène publique ;

4^o Le Conseil supérieur du travail.

Les collèges et associations consultés en vertu du présent article feront parvenir leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite ; à défaut de quoi, il sera passé outre.

ART. 12.

In geval van oorlog of van een gebeurtenis, die een gevaar voor s' Lands veiligheid biedt, kan de Koning de toepassing van de bij deze wet uitgedrukte of voorziene beperkingen schorsen,

ART. 13.

De wegens toepassing dezer wet veroorzaakte korting van arbeidsduur, mag, in geen geval, loonvermindering ten gevolge hebben.

Bovendien, in de bij de artikelen 5, 6 en 7 voorziene gevallen, moet het, buiten de bij artikelen 2 en 3 bepaalde grenzen, verricht werk minstens 25 % meer betaald worden dan het gewoon werk.

Hetzelfde geldt voor de werken, waarvan sprake in artikel 9, voor zoover gebruik gemaakt werd van de er in vermelde afwijking.

ART. 14.

Ten einde de Hem bij de artikelen 1, 4, 5, leden 1 tot 4 en bij de artikelen 6, 9 en 27 gegeven opdracht te volbrengen, raadpleegt de Koning :

1^o De vereenigingen der betrokken bedrijfshoofden en arbeiders ;

2^o De bevoegde afdeelingen der nijverheids- en arbeidsraden ;

3^o Den Hoogeren gezondheidsraad ;

4^o Den Hoogeren arbeidsraad.

De krachtens dit artikel geraadpleegde colleges en vereenigingen brengen hun advies uit binnen de twee maand nadat het hun wordt gevraagd, zooniet zal het niet worden in acht genomen.

Les arrêtés seront publiés au *Moniteur*.

Ils devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés.

ART. 13.

Dans les exploitations qui ne sont pas soumises à la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, un avis, rédigé par le chef d'entreprise, indique le commencement et la fin de la journée de travail régulière et les intervalles de repos. Cet avis est et reste affiché dans les locaux de l'entreprise à un endroit apparent.

Tout changement au régime ainsi défini sera porté à la connaissance des travailleurs intéressés vingt-quatre heures d'avance au moins à l'aide d'un avis affiché dans les mêmes conditions.

Les avis seront datés et signés, ils indiqueront la date de l'entrée en vigueur du régime ou du changement de régime qui s'y trouve énoncé.

Ils doivent être rédigés soit en français, soit en flamand, soit en allemand, ou en plusieurs de ces langues, de manière à être compris par tous les travailleurs intéressés.

Tout travailleur intéressé a le droit d'en prendre copie.

Lorsqu'un régime ou un changement de régime aura cessé d'être en vigueur, l'avis qui s'y rapporte devra être conservé pendant une année.

De besluiten moeten in den *Moniteur Belge* bekend gemaakt worden,

Wanneer afspraken bestaan tusschen de vereenigingen der betrokken bedrijfs- hoofden en die der betrokken arbeiders moeten ze zich daarnaar gedragen.

ART. 15.

In de niet door de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen beheerschte bedrijven, duidt een door het bedrijfshoofd opgesteld bericht den aanvang en het einde van den gewonen arbeidsdag evenals de schafttijden aan. Bedoeld bericht wordt en blijft in de bedrijfsruimten op een in 't oog vallende plaats opgehangen.

Elke wijziging in het aldus bepaald stelsel moet; ten minste vier-en-twintig uur vooraf door middel van een onder gelijke omstandigheden opgehangen bericht, ter kennis van de betrokken arbeiders worden gebracht.

De berichten moeten van dag- en naamteekening voorzien zijn, zij moeten den datum van het in werking treden van, of van de wijziging aan het erin vermeld stelsel aangeven.

Zij moeten, 'tzij in de Fransche, 'tzij in de Nederlansche, 'tzij in de Duit- sche, 'tzij in meerdere dier talen opge- steld zijn, in dier voege, dat ze door al de betrokken arbeiders verstaan worden.

Iedere betrokken arbeider heeft het recht er een afschrift van te nemen.

Wanneer een stelsel of een stelsel- wijziging zal opgehouden hebben van kracht te zijn, moet het daarmee in verband staand bericht nog een jaar lang bewaard blijven.

ART. 16.

Les chefs d'entreprise consigneront, au fur et à mesure, dans un registre spécial, les heures supplémentaires ou fractions d'heures supplémentaires pendant lesquelles ils auront fait travailler par application des articles 5, 6, 7 et 9, en même temps que le nombre des travailleurs qui auront été ainsi occupés.

Ils se conformeront en outre à toutes autres dispositions établies par arrêté royal en vue du contrôle.

ART. 17.

Le commencement et la fin de la journée de travail et les intervalles de repos seront fixés dans le règlement d'atelier ainsi que dans les avis dont l'affichage est prescrit à l'article 15 ci-dessus et à l'article 11^{bis} de la loi du 13 juin 1896, de manière à ne pas excéder les limites établies par la présente loi et par les arrêtés pris en vue de son exécution.

Sauf dans les cas prévus à l'article 5, n° 2, aux articles 6, 7, 8, n° 5 et 6 et à l'article 9, n° 2 et 3, il est interdit de faire travailler en dehors du temps de travail déterminé comme il est dit à l'alinéa précédent.

ART. 18.

Des fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la présente loi, sans préjudice aux devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire.

Leurs attributions sont déterminées par arrêté royal.

ART. 16.

De bedrijfshoofden moeten, naar gelang zulks voorkomt, de overuren of breuken van overuren, gedurende dewelke ze bij toepassing der artikelen 5, 6, 7 en 9 doen werken hebben, evenals het getal aldus tewerk gestelde arbeiders in een bijzonder register aantekenen.

Zij moeten zich bovendien gedragen naar al de, met het oog op het toezicht, bij koninklijk besluit vastgestelde bepalingen.

ART. 17.

De aanvang en het einde van den werkdag evenals de schafttijden worden bepaald in het werkplaatsreglement alsmede in de berichten, waarvan de bekendmaking voorgeschreven wordt bij bovenvermeld artikel 15 en bij artikel 11^{bis} der wet van 13 Juni 1896, in dier voege dat de, bij deze wet en bij de met het oog op de uitvoering er van genomen besluiten, vastgestelde grenzen niet overschreden worden.

Behoudens in de bij artikel 5, n° 2, bij de artikelen 6, 7, 8 n° 5 en 6 en bij artikel 9, n° 2 en 3 voorziene gevallen, is het verboden buiten den als in het vorig lid bepaalden arbeidstijd te doen arbeiden.

ART. 18.

Ambtenaren door de Regeering aangesteld waken op de naleving dezer wet, onverminderd de verrichtingen, die aan de ambtenaren der rechterlijke politie zijn opgelegd.

Hun ambtsbevoegdheid wordt bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 19.

Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements désignés à l'article premier.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants, préposés et travailleurs sont tenus de leur fournir les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

Communication leur sera donnée, à leur demande, du registre dont la tenue est prescrite par l'article 16 ainsi que des avis dont il est question à l'article 15 et qui sont relatifs à des régimes abolis.

En cas d'infraction à la loi, ces fonctionnaires dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 20.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu aux défenses énoncées dans la présente loi et dans les arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Il en sera de même des chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui ne se seront pas conformés aux dispositions de l'article 13.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

ART. 19.

De ambtenaren krachtens het vorig artikel aangesteld hebben vrijen toegang tot de in artikel één vermelde inrichtingen.

De bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders, zaakvoerders, beambten en arbeiders zijn er toe gehouden hun de inlichtingen te verschaffen, die ze vragen om zich van de naleving der wet te vergewissen.

Op hun verzoek moet hun het bij artikel 16 voorgeschreven te houden register ter inzage worden aangeboden, evenzoo de berichten, waarvan sprake in artikel 15 en betrekking hebbende op afgeschafte stelsels.

In geval van inbreuk op de wet doen die ambtenaren daarvan blijken bij proces-verbaal, dat behoudens bewijs van het tegendeel rechtsgeldig is.

Een afschrift van het proces-verbaal moet den wetschender, op straf van nietigheid, binnen de acht-en-veertig uur overgemaakt worden.

ART. 20.

De bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders, zaakvoerders of beambten, die de, in deze wet en in de met de uitvoering er van in verband staande besluiten, uitgedrukte verbodsbepalingen overtreden, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank.

Hetzelfde geld voor de bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders of zaakvoerders, die de bepalingen van artikel 13 niet zullen hebben nageleefd.

De geldboete wordt toegepast zooveel maal als er personen in strijd met de wet of met de besluiten werden gebozigd, zonder dat de gezamenlijke geldboeten de som van 1,000 frank mogen overschrijden.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 21.

Les chefs d'entreprise, patrons, propriétaires, directeurs, gérants, préposés ou travailleurs qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 22.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 15, 16, 1^{er} alinéa, 17, 1^{er} alinéa ou des arrêtés prévus à l'article 16, 2^e alinéa, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 23.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs, gérants ou préposés.

ART. 24.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I^{er} de ce Code seront applicables

Bij herhaling binnen het jaar na de vorige veroordeeling, worden de straffen verdubbeld zonder dat de gezamenlijke geldboeten de som van 2,000 frank mogen overtreffen.

ART. 21.

De bedrijfshoofden, ondernemers, eigenaars, bestuurders, zaakvoerders, beambten of arbeiders, die het toezicht belemmeren door deze wet voorgeschreven, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank, desgevallend onverminderd de toepassing der straffen voorzien bij de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Bij herhaling binnen het jaar na de vorige veroordeeling, wordt de straf verdubbeld.

ART. 22.

De bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders of zaakvoerders, overtreders van de, in de artikelen 15, 16, 1^o lid, 17, 1^o lid vervatte bepalingen of van de bij artikel 16, 2^o lid voorziene besluiten, worden gestraft met een boete van 26 tot 100 frank.

Bij herhaling binnen het jaar na de vorige veroordeeling, wordt de straf verdubbeld.

ART. 23.

De bedrijfshoofden zijn burgerlijk aansprakelijk voor het betalen der geldboeten, ten laste van hun bestuurders, zaakvoerders of gelastigden uitgesproken.

ART. 24.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van bedoeld Straf-

aux infractions prévues par la présente loi.

Toutefois, l'article 85 dudit Code ne sera pas appliqué en cas de récidive.

ART. 25.

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise.

ART. 26.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

ART. 27.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1921.

Le Roi pourra, néanmoins, après avoir pris l'avis des collèges et associations visés à l'article 14, décréter que les dispositions de la présente loi entreront en vigueur, à une date antérieure, soit pour un groupe d'industries, soit pour une industrie ou un métier spécialement désignés.

Dispositions additionnelles.

ART. 28.

Les dispositions A et B ci-dessous sont intercalées respectivement après le n° 4 de l'article 2 et après l'article 11 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier :

A. — « Lorsque le travail est organisé par équipes successives, ces indications sont données séparément pour chaque équipe. Le règlement d'atelier fera également connaître, dans ce cas,

wetboek toepasselijk op de bij deze wet voorziene overtredingen.

Evenwel wordt artikel 85 van bedoeld Strafwetboek niet toegepast in geval van herhaling.

ART. 25.

De strafvordering, ingevolge een overtreding dezer wet, zal vervallen zijn een vol jaar na den dag, waarop de overtreding begaan werd.

ART. 26.

Om de drie jaar zal de Regceering over de uitvoering en de uitwerkselen der wet verslag doen aan de Kamers.

ART. 27.

Deze wet treedt in werking den 1 Juli 1921.

De Koning mag, na het advies te hebben ingewonnen der bij artikel 14 bedoelde colleges en vereenigingen, bevelen dat de bepalingen dezer wet, 'tzij voor eene groep bedrijven, 'tzij voor een bijzonder aangeduid bedrijf of ambacht, vroeger in werking zullen treden.

Bijkomende bepalingen.

ART. 28.

Beneden vermelde bepalingen A en B worden ingelascht onderscheidenlijk na nummer 4 van artikel 2 en na artikel 11 der wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen.

A. — « Wanneer het werk door wisselploegen wordt verricht, worden bedoelde aanduidingen voor elke ploeg afzonderlijk gegeven. In dat geval maakt het werkplaatsreglement eveneens be-

quand et comment l'alternance des équipes s'effectuera.

» En ce qui concerne les travaux souterrains des mines de houille, l'indication du commencement et de la fin de la journée de travail régulière sera remplacée par celles des heures du commencement et de la fin de la descente et de la montée de chaque poste. L'horaire sera approuvé au préalable par l'administration des mines. »

B. — « ART. 11^{bis}. — Les règles énoncées par les articles 7 et 8 ne sont pas obligatoires en tant qu'il s'agit d'un changement temporaire apporté, du consentement des travailleurs intéressés, au commencement et à la fin de la journée de travail régulière et aux intervalles de repos dans les entreprises dont il est question à l'article 5, n° 1 et 3, de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures. Il en est de même en cas de modification temporaire introduite par application des dispositions de l'article 7 de la même loi.

» Lorsque le chef d'entreprise fait usage de la dérogation énoncée ci-dessus, il est tenu de porter le changement de régime à la connaissance des travailleurs intéressés vingt-quatre heures d'avance au moins, à l'aide d'un avis, qui est et reste affiché dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent.

» L'avis est daté et signé; il indique la date de l'entrée en vigueur du changement de régime auquel il se rapporte.

» Il doit être rédigé, soit en français, soit en flamand, soit en allemand, ou en plusieurs de ces langues, de manière à être compris par tous les travailleurs intéressés.

kend, wanneer en hoe de ploegafwisseling moet geschieden.

» Wat betreft de ondergrondse werken in de steenkoolmijnen moet de aanduiding van den aanvang en van het einde van den gewonen arbeidsdag vervangen worden door de aanduiding van den aanvang en van het einde der invaart alsmede van den aanvang en van het einde der uitvaart voor elken post. De uurrooster moet vooraf goedgekeurd worden door de Administratie van het Mijnwezen. »

B. — « ART. 11^{bis}. — De voorschriften der artikelen 7 en 8 zijn niet van toepassing wanneer het geldt een met de toestemming der betrokken arbeiders toegebrachte tijdelijke wijziging aan den aanvang en het einde van den gewonen arbeidsdag en aan de schafttijden in de bedrijven, waarvan sprake in artikel 5 nummers 1 en 3 der wet tot invoering van den achturendag en van de acht-en-veertigurenweek. Hetzelfde geldt wanneer het er op aan komt een tijdelijke wijziging in te voeren bij toepassing der bepalingen van artikel 7 derzelfde wet.

» Wanneer het bedrijfshoofd gebruik maakt van bovenvermelde afwijking moet de stelselwijziging ten minste vier-en-twintig uur vooraf, door middel van een bericht, dat in de bedrijfsruimten op een in 't oog vallende plaats opgehangen wordt en blijft, ter kennis van de betrokken arbeiders worden gebracht.

» Bedoeld bericht moet van dag- en naamteekening voorzien zijn; het moet den datum van het in werking treden der stelselwijziging, waarmee het in verband staat, aangeven.

» Het moet 't zij in de Fransche, 't zij in de Nederlandsche, 't zij in de Duitse, 't zij in meerdere dier talen opgesteld zijn, in dier voege, dat het door al de betrokken arbeiders verstaan wordt.

» Tout travailleur intéressé a le droit d'en prendre copie.

» Une copie de l'avis sera envoyée au Conseil de prud'hommes et à l'inspecteur du travail. »

ART. 29.

Les dispositions de l'article 9, 1^{er} alinéa, et de l'article 10 de la loi du 15 juin 1896 sont complétées comme suit :

« ART. 9. — Le règlement ou les usages antérieurs subsistent jusqu'à la mise en vigueur du nouveau règlement d'atelier, sans préjudice, néanmoins, aux dispositions de l'article 11^{bis}.

» »

« ART. 10. — Sans préjudice aux dispositions de l'article 11^{bis}, les règlements faits conformément à la présente loi lient les parties pour toute la durée de l'engagement, tant dans les dispositions obligatoires prévues ci-dessus que dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes en vue d'établir les conditions du contrat de travail. »

ART. 30.

Le texte ci-dessous est ajouté à l'article 16 de la loi du 15 juin 1896 :

« Seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui, à défaut de se conformer aux dispositions des articles 7 et 8, auront omis d'afficher, de la manière prescrite, les changements temporaires dont il est question à l'article 11^{bis}. »

» Iedere betrokken arbeider heeft het recht er een afschrift van te nemen.

» Een afschrift van het bericht moet aan den werkrechttersraad en een aan den arbeidsopziener gezonden worden. »

ART. 29.

De bepalingen van artikel 9, 1^o lid en van artikel 10 der wet van 15 Juni 1896 worden aangevuld als volgt :

« ART. 9. — Het vroeger reglement of de vroegere gebruiken blijven bestaan tot het in werking treden van het nieuw werkplaatsreglement, onverminderd nochtans, de bepalingen van artikel 11^{bis}.

» »

« ART. 10. — Onverminderd de bepalingen van artikel 11^{bis} verbinden, de overeenkomstig deze wet opgemaakte reglementen, partijen voor gansch den duur der dienstneming zoowel voor de hierboven vermelde verplichte bepalingen als voor de niet verplichte bepalingen, die er mochten bijgevoegd zijn tot vaststelling der voorwaarden van de arbeidsovereenkomst. »

ART. 30.

Benedenstaande tekst wordt toegevoegd aan artikel 16 der wet van 15 Juni 1896 :

« Worden gestraft met een boete van 26 tot 100 frank de bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders of zaakvoerders die, zich niet gedragende naar de bepalingen der artikelen 7 en 8, verzuimd hebben, de tijdelijke wijzigingen, waarvan sprake in artikel 11^{bis}, naar de voorgeschreven wijze op te hangen. »

ART. 31.

L'article 1^{er}, alinéas 1 à 6, l'article 3, l'article 6, alinéa 2, les articles 7 à 14 et l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi sur le travail des femmes et des enfants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ARTICLE PREMIER. — La présente loi s'applique au travail qui s'exécute :

» 1^o Dans les entreprises soumises à la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures;

» 2^o Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes;

» 3^o Dans les transports par eau;

» 4^o Dans les restaurants et débits de boissons.

»

« ART. 3. — Il est interdit d'employer au travail les enfants de moins de 14 ans.

» Cette disposition s'applique même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise.

» Elle ne s'applique pas aux écoles professionnelles, à la condition que l'organisation en soit approuvée et que le fonctionnement en soit surveillé par l'autorité publique. »

« ART. 6. —

» Sans préjudice aux dispositions de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, les enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes de moins de 21 ans, ne pourront être employés au travail plus de dix heures par jour.

» Pour huit heures de travail effectif ou moins, la durée totale des repos ne sera pas inférieure à une heure. Elle

ART. 31.

Artikel 1, leden 1 tot 6; artikel 3; artikel 6, lid 2; de artikelen 7 tot 14 en artikel 15, lid 1, der wet op vrouwen- en kinderarbeid worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ARTIKEL EÉN. — Deze wet is van toepassing op den arbeid verricht :

» 1^o In de door de wet tot invoering van den achturedag en van de acht-en-veertig urenweek beheerschte bedrijven;

» 2^o In de bij de gevaarlijke ongezonde of hinderlijke ingedeelde inrichtingen;

» 3^o In de bedrijven voor vervoer te water;

» 4^o In de spijshuizen en dranksluiterijen.

»

« ART. 3. — Het is verboden kinderen beneden 14 jaar arbeid te doen verrichten.

» Deze bepaling is van toepassing zelfs op den arbeid, die aan huis wordt verricht voor rekening van een bedrijfs-hoofd.

» Zij is niet van toepassing op de beroepsscholen onder voorwaarde dat de inrichting er van goedgekeurd zij en hare werking onder het toezicht sta van de openbare overheid ».

« ART 6. —

» Onverminderd de bepalingen der wet tot invoering van den acht-uredag en van de acht-en-veertig urenweek mogen kinderen beneden 16 jaar, alsmede meisjes of vrouwen beneden 21 jaar niet langer aan den arbeid gebezigd worden dan tien uur daags.

» Voor een werkelijken arbeidstijd van minstens acht uur mag de gezamenlijke duur der schoftijden niet minder

sera d'une heure et quart au moins pour un travail dépassant huit heures, mais n'excédant pas neuf heures. Au-dessus de neuf heures de travail, elle atteindra au moins une heure et demie.

» Toutefois, lorsque le travail est organisé par équipes successives, le minimum de repos est fixé à une demi-heure.

» »

« ART. 7. — Le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, ainsi qu'aux garçons de moins de 18 ans. »

« ART. 8. — Le repos de nuit doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Dans ces onze heures est compris l'intervalle de 10 heures du soir à 5 heures du matin, sans préjudice à la prescription de l'article 8, premier alinéa, de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures. »

« ART. 9. — Toutefois, dans les mines de houille, les garçons de plus de 16 ans peuvent être employés après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin, lorsque les périodes de travail de l'équipe à laquelle ils appartiennent, sont coupées par des intervalles de quinze heures au moins. »

« ART. 10. — Le Roi peut autoriser, soit purement et simplement, soit moyennant certaines conditions, l'emploi de garçons de plus de 16 ans après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin, dans les exploitations énumérées ci-après, à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

» Usines de fer et d'acier (travaux où l'on fait usage de fours à réverbère ou à régénération, et galvanisation de la

bedragen dan een uur. Hij moet een uur en een kwartier bedragen wanneer de arbeidstijd meer dan acht maar niet langer dan negen uur duurt. Boven negen uur moet een anderhalf uur schoftijd worden verleend.

» Wanneer echter het werk door wisselploegen wordt verricht, moet de minimum schoftijd een half uur bedragen.

» »

« ART. 7. — Nachtarbeid is aan alle vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, alsmede aan jongens beneden 18 jaar, verboden ».

« ART. 8. — De nachtrust moet ten minste elf achtereenvolgende uren aanloopen; tot die elf uren behoort de tijdruimte van tien uur 's avonds tot vijf uur 's morgens onverminderd de bepaling van artikel 8, lid 1, der wet tot invoering van den achturedag en van de acht-en-veertig urenweek ».

« ART. 9. — In de steenkoolmijnen evenwel, mogen jongens boven 16 jaar aan den arbeid gebezigd worden na 10 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens, wanneer de arbeidstijden van de ploegen, waarbij ze behooren, afgewisseld worden door tussenpoozen van ten minste vijftien uur ».

« ART. 10. — De Koning kan onvoorwaardelijk of voorwaardelijk het gebruik machtigen van jongens boven 16 jaar, na 10 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens, in navermelde bedrijven, waar het arbeid geldt, die uiteraard noodzakelijkerwijze dag en nacht moet worden voortgezet :

» In ijzer en staalfabrieken (werken, waarbij gebruik gemaakt wordt van vlam- of regeneratieovens; galvanisee-

tôle et du fil de fer, à l'exception du travail de décapage);

- » Verreries;
- » Fabriques de papier;
- » Sucreries où l'on traite le sucre brut;
- » Établissements où s'effectue la réduction du minerai d'or. »

« ART. 11. — Dans les restaurants et débits de boissons, le Roi peut, soit purement et simplement, soit sous certaines conditions, autoriser la prolongation du travail des femmes majeures au delà de 10 heures du soir, pourvu que l'intervalle entre la cessation et la reprise du travail reste de onze heures au minimum. »

« ART. 12. — Le Roi peut autoriser des dérogations aux prescriptions de l'article 8 en ce qui concerne les filles et femmes de plus de 18 ans, dans les industries où le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui sont susceptibles d'altération très rapide et dont la perte paraîtrait autrement inévitable. »

« ART. 13. — Dans les industries soumises à l'influence des saisons, le repos de nuit des filles et femmes âgées de plus de 18 ans peut être réduit à dix heures, soixante jours par an.

» Ces industries sont déterminées par arrêté royal. L'arrêté fixe les conditions dans lesquelles le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue au présent article est tenu de prévenir l'inspecteur du travail. »

« ART. 14. — L'autorisation d'employer les garçons et filles de plus de 16 ans et les femmes après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin pourra être accordée pour un temps déterminé, par les gouverneurs, sur le

ring van plaatijzer en ijzerdraad, met uitzondering van de afbijtingswerken;

- » Glasblazerijen;
- » Papierfabrieken;
- » Ruwsuikerkokerijen;
- » Goudertswasscherijen. »

« ART. 11. — Voor de spijshuizen en dranksluiterijen kan de Koning onvoorwaardelijk of voorwaardelijk machtiging verleenen den arbeid van meerderjarige vrouwen later te laten eindigen dan te 10 uur 's avonds, mits de tijdruimte tusschen het eindigen en het wederopnemen van den arbeid ten minste elf uur bedrage ».

« ART. 12. — De Koning mag, wat betreft meisjes of vrouwen boven 18 jaar, afwijkingen van de bepalingen van artikel 8 toelaten, in bedrijven, waarin wordt gearbeid, 'tzij aan grondstoffen, 'tzij aan in bewerking zijnde stoffen, welke voor spoedige ontaarding vatbaar zijn en anders onvermijdelijk zouden verloren gaan ».

« ART. 13. — In de seizoenbedrijven mag de nachtrust der meisjes en vrouwen boven 18 jaar zestig dagen 's jaar op 10 uur worden gebracht.

» Die bedrijven worden bepaald bij Koninklijk besluit. Het besluit stelt vast onder welke vereischten het bedrijfs-hoofd, dat van het in dit artikel voorzien recht gebruik maakt, den arbeids-opziener daarvan dient kennis te geven ».

« ART. 14. — De machtiging om jongens en meisjes boven 16 jaar en vrouwen na 10 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens te gebruiken mag voor een onbepaalden tijd verleend worden door de Gouverneurs, op ver-

rapport de l'inspecteur du travail compétent, pour toutes les industries ou tous les métiers :

» 1° En cas de force majeure, lorsque, dans une entreprise, se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique;

» 2° En cas de circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera.

» L'arrêté du gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de sa date, il n'est approuvé par le Ministre qui a dans ses attributions la police de l'industrie.

» L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de soixante jours dans le cours d'une année.

» La durée du repos de nuit ne pourra être réduite à moins de dix heures. »

« Art. 15. — Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 2, 4, 6 et 10 à 13 de la présente loi, le Roi prendra l'avis :

» »

Par dérogation à l'article 27, le présent article entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1922, à l'exception de la modification apportée au point de départ du repos de nuit des femmes, laquelle prendra cours le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur*.

ART. 32.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche :

« En ce qui concerne les industries où le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard, un arrêté royal pourra autoriser un autre régime de repos compensatoire. »

slag van den bevoegden arbeidsopziener, voor al de bedrijven of al de ambachten :

» 1° In geval van overmacht, wanneer in een bedrijf een afbreking voorkomt, welke niet te voorzien was en niet van geregelde aard is;

» 2° In bijzonder gewichtige omstandigheden of indien het algemeen belang zulks vergt.

» Het besluit van den Gouverneur zal ophouden van kracht te zijn indien het, binnen de tien dagen zijner dagtekening, niet goedgekeurd wordt door den Minister tot wiens ambtsbevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

» Bedoelde machtiging kan niet langer verleend worden dan voor zestig dagen in een jaar.

» De nachtrust mag niet minder bedragen dan tien uur. »

« Art. 15. — Ten einde de Hem bij de artikelen 2, 4, 6 en 10 tot 13 dezen wet gegeven opdracht te volbrengen, raadpleegt de Koning :

» »

Bij afwijking van artikel 27, zal die artikel in werking treden den 1^{er} Juli 1922, ter uitzondering van de wijziging aan den aanvang van de nachtrust der vrouwen, welke wijziging in werking treedt den dag van de opname dezer wet in den *Moniteur Belge*.

ART. 32,

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 4 der wet van 17 Juli 1905 op de zondagsrust :

« Wat betreft de bedrijven, waarin de arbeid wegens zijnen aard onderbroken noch uitgesteld mag worden, kan een koninklijk besluit er toe machtigen een ander ruststelsel ter vergoeding toe te passen. »

Par dérogation à l'article 27, cette disposition entrera en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur*.

ART. 33.

La loi du 31 décembre 1909, qui limite la durée de la journée de travail dans les mines de houille, est abrogée.

Donné à Laeken, le 26 mars 1920.

Bij afwijking van artikel 27, treedt deze bepaling in werking den dag van de opname dezer wet in den *Moniteur Belge*.

ART. 33.

De wet van 31 December 1909, tot beperking van arbeidsduur in de steenkoolmijnen, wordt ingetrokken.

Gegeven te Laken, den 26ⁿ Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

(34)

ANNEXES

ANNEXE A.

Convention tendant à limiter à huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine le nombre d'heures de travail dans les établissements industriels.

La conférence générale de l'organisation internationale du travail de la société des nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'application du principe de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante huit heures », question formant le premier point de l'ordre du jour de la session de la conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les membres de l'organisation internationale du travail, conformément aux dispositions de la partie relative au travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente convention seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente ou dans lesquelles les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité.
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation

intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus.

d) Le transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée ou voie d'eau maritime ou intérieure, y compris la manutention de marchandises dans les docks, quais, wharfs, entrepôts à l'exception du transport à la main.

Les prescriptions relatives au transport par mer et par voie d'eau intérieure seront fixées par une conférence spéciale sur le travail des marins et des mariniers.

Dans chaque pays l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture, d'autre part.

ART. 2.

Dans tous les établissements industriels, publics ou privés ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres de la famille, la durée du travail du personnel ne pourra excéder huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine, sauf les exceptions prévues ci-après :

a) Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables aux personnes occupant un poste de surveillance ou de direction ou un poste de confiance ;

b) Lorsqu'en vertu d'une loi ou par suite de l'usage ou de conventions entre les organisations patronales et ouvrières ou, à défaut de telles organisations, entre les représentants des patrons et des ouvriers, la durée du travail d'un ou plusieurs jours de la semaine est inférieure à huit heures, un acte de l'autorité compétente ou une convention entre les organisations ou représentants sus-mentionnés des intéressés peut autoriser le dépassement de la limite des huit heures les autres jours de la semaine. Le dépassement prévu par le présent paragraphe ne pourra jamais excéder une heure par jour ;

c) Lorsque les travaux s'effectuent par équipes, la durée du travail pourra être prolongée au delà de huit heures par jour et de quarante-huit heures par semaine, à la condition que la moyenne des heures de travail, calculée sur une période de trois semaines ou moins ne dépasse pas huit heures par jour et quarante huit heures par semaine.

ART. 3.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée en cas d'accident survenu ou imminent, ou en cas de travaux d'urgence à

effectuer aux machines ou à l'outillage ou en cas de force majeure, mais uniquement dans la mesure nécessaire pour éviter qu'une gêne sérieuse ne soit apportée à la marche normale de l'établissement.

ART. 4.

La limite des heures de travail prévue à l'article 2 pourra être dépassée dans les travaux dont le fonctionnement continu, doit, en raison même de la nature du travail, être assuré par des équipes successives, à la condition que les heures de travail n'excèdent pas cinquante-six heures par semaine en moyenne. Ce régime n'affectera pas les congés qui peuvent être assurés aux travailleurs par les lois patronales en compensation de leur jour de repos hebdomadaire.

ART. 5.

Dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables, et dans ces cas seulement, les conventions entre organisations ouvrières et patronales pourront, si le Gouvernement, à qui elles devront être communiquées, transforme leurs stipulations en règlements, établir sur une plus longue période un tableau réglant la durée journalière du travail.

La durée moyenne du travail, calculée sur le nombre de semaines déterminées par le tableau, ne pourra en aucun cas excéder quarante-huit heures par semaine.

ART. 6.

Des règlements de l'autorité publique détermineront par industrie ou par profession :

a) Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou supplémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories de personnes dont le travail est spécialement intermittent ;

b) Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroits de travail extraordinaires.

Ces règlements doivent être pris après consultations des organisations patronales et ouvrières intéressées, là où il en existe. Ils détermineront le nombre maximum d'heures supplémentaires qui peuvent être autorisées dans chaque cas. Le taux du salaire pour ces heures supplémentaires sera majoré d'au moins 25 % par rapport au salaire normal.

ART. 7.

Chaque Gouvernement communiquera au bureau international du travail :

- a) Une liste des travaux classés comme ayant un fonctionnement nécessairement continu dans le sens de l'article 4 ;
- b) Des renseignements complets sur la pratique des accords prévus à l'article 5 ;
- c) Des renseignements complets sur les dispositions réglementaires prises en vertu de l'article 6 et leur application.

Le bureau international du travail présentera chaque année un rapport à ce sujet à la conférence générale de l'organisation internationale du travail.

ART. 8.

En vue de faciliter l'application des dispositions de la présente convention, chaque patron devra :

- a) Faire connaître au moyen d'affiches apposées d'une manière apparente dans son établissement ou en tout autre lieu convenable, ou selon tout autre mode approuvé par le Gouvernement, les heures auxquelles commence et finit le travail, ou si le travail s'effectue par équipes, les heures auxquelles commence et finit le tour de chaque équipe. Les heures sont fixées de façon à ne pas dépasser les limites prévues par la présente convention, et une fois notifiées, ne pourront être modifiées que selon le mode et la forme d'avis approuvés par le Gouvernement ;
- b) Faire connaître de la même façon, les repos accordés pendant la durée du travail et considérés comme ne faisant pas partie des heures de travail ;
- c) Inscrire sur un registre, selon le mode approuvé par la législation de chaque pays ou par un règlement de l'autorité compétente toutes les heures supplémentaires effectuées en vertu des articles 3 et 6 de la présente convention.

Sera considéré comme illégal, le fait d'employer une personne en dehors des heures fixées en vertu du paragraphe a ou pendant les heures fixées en vertu du paragraphe b.

ART. 9.

L'application de la présente convention au Japon comportera les modifications et conditions suivantes :

- a) Seront considérés comme « établissements industriels », notamment :
Les établissements énumérés au paragraphe a de l'article premier.
Les établissements énumérés au paragraphe b de l'article premier s'ils occupent au moins dix personnes ;

Les établissements énumérés au paragraphe *c* de l'article premier sous réserve que ces établissements sont compris dans la définition des « fabriques » donnée par l'autorité compétente;

Les établissements énumérés au paragraphe *d* de l'article premier sauf le transport de personnes ou de marchandises par route, la manutention des marchandises dans les docks, quais, ports et entrepôts, ainsi que le transport à la main; et, sans égard, au nombre des personnes occupées, ceux des établissements industriels énumérés aux paragraphes *b* et *c* de l'art. premier que l'autorité compétente pourrait déclarer très dangereux ou comportant des travaux insalubres.

b) La durée effective du travail de toute personne âgée d'au moins quinze ans, employée dans un établissement industriel public ou privé, ou dans ses dépendances, ne dépassera pas cinquante-sept heures par semaine, sauf dans l'industrie de la soie grège, ou la durée maximum de travail pourra être de soixante heures par semaine.

c) La durée effective du travail ne pourra en aucun cas dépasser quarante-huit heures par semaine, ni pour les enfants de moins de quinze ans occupés dans les établissements industriels, publics et privés, ou dans leurs dépendances, ni pour les personnes occupées aux travaux souterrains dans les mines quel que soit leur âge.

d) La limitation des heures de travail peut être modifiée dans les conditions prévues aux articles 2, 3, 4 et 5 de la présente convention sans toutefois que le rapport entre la durée de la prolongation accordée et la durée de la semaine normale puisse être supérieur au rapport résultant des dispositions des dits articles.

e) Une période de repos hebdomadaire de 24 heures consécutives sera accordée à tous les travailleurs sans distinction de catégorie.

f) Les dispositions de la législation industrielle du Japon qui en limitent l'application aux établissements où sont employés au moins quinze personnes, seront modifiées de façon à ce que cette législation s'applique désormais aux établissements où sont employées au moins dix personnes.

g) Les dispositions des paragraphes ci-dessus du présent article entreront en vigueur au plus tard le 1^{er} juillet 1922; toutefois les dispositions contenues à l'article 4, telles qu'elles sont modifiées par le paragraphe (*d*) du présent article, entreront en vigueur au plus tard au 1^{er} juillet 1923.

h) La limite de quinze ans prévue au paragraphe (*c*) du présent article sera portée à seize ans au plus tard le 1^{er} juillet 1925.

ART. 10.

Dans l'Inde britannique le principe de la semaine de soixante heures sera adopté pour tous les travailleurs occupés dans les industries actuellement visées par la législation industrielle dont le Gouvernement de l'Inde assure l'application, ainsi que dans les mines et dans les catégories de travaux de chemins de fer qui seront énumérés à cet effet par l'autorité compétente.

Cette autorité ne pourra autoriser les modifications à la limite ci-dessus mentionnée qu'en tenant compte des dispositions contenues dans les articles 6 et 7 de la présente convention.

En ce qui concerne les autres prescriptions, la présente convention ne s'appliquera pas à l'Inde, mais une limitation plus étroite des heures de travail devra être examinée lors d'une prochaine session de la conférence générale.

ART. 11.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas à la Chine, ni à la Perse, ni au Siam, mais la limitation de la durée du travail dans ces pays devra être examinée lors d'une prochaine session de la conférence générale.

ART. 12.

Pour l'application de la présente convention à la Grèce, la date à laquelle ces dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être reportée au 1^{er} juillet 1923, pour les établissements industriels ci-après :

1. Fabrique de sulfure de carbone ;
2. Fabrique d'acides ;
3. Tanneries ;
4. Papeteries ;
5. Imprimeries ;
6. Soieries ;
7. Entrepôts de tabac et établissements où se fait la préparation du tabac ;
8. Travaux à ciel ouvert dans les mines ;
9. Fonderies ;
10. Fabriques de chaux ;
11. Teintureries ;
12. Verreries (souffleurs) ;
13. Usines à gaz (chauffeurs) ;
14. Chargement et déchargement de marchandises.

Et au plus tard au 1^{er} juillet 1924 pour les établissements industriels ci-après :

1. Industries mécaniques : construction de machines, fabrication de coffres-forts, balances, lits, pointes de plomb de chasse, fonderies de fer et de bronze, ferblanteries, ateliers d'étamage, fabriques d'appareils hydrauliques.

2. Industries du bâtiment : fours à chaux, fabriques de ciment, de plâtre, tuileries, briqueteries et fabriques de dalles, poteries, scieries de marbre, travaux de terrassement et de construction.

3. Industries textiles : filatures et tissages de toutes sortes, sauf les teintureries.

4. Industries d'alimentation : minoteries, boulangeries, fabriques de pâtes alimentaires, fabriques de vins, d'alcools et de boissons, huileries, brasseries, fabriques de glace et d'eaux gazeuses, fabriques de produits de confiserie et de chocolat, fabriques de saucissons et de conserves, abattoirs et boucheries.

5. Industries chimiques : fabrication de couleurs synthétiques, verreries (sauf les souffleurs), fabriques d'essences de térébenthine et de tartre, fabriques d'oxygène et de produits pharmaceutiques, fabriques d'huile de lin, fabriques de glycérine, fabriques de carbure de calcium, usines à gaz (sauf les chauffeurs).

6. Industries du cuir : fabriques de chaussures, fabriques d'articles en cuir.

7. Industries du papier et de l'imprimerie : fabriques d'enveloppes, de registres, de boîtes, de sacs, ateliers de reliure, de lithographie et de zincographie.

8. Industries du vêtement : ateliers de couture et de lingerie, ateliers de pressage, fabriques de couvertures de lit, de fleurs artificielles, de plumes et de passementeries, fabriques de chapeaux et de parapluies.

9. Industries du bois : menuiserie, tonnellerie, charronnerie, fabriques de meubles et de chaises, ateliers d'encadrement, fabriques de brosses et de balais.

10. Industries électriques : usines de production de courant, ateliers d'installations électriques.

11. Transports par terre : employés de chemins de fer et de tramways, chauffeurs, cochers et charretiers.

ART. 13.

Pour l'application de la présente convention à la Roumanie, la date à laquelle ses dispositions entreront en vigueur, conformément à l'article 19, pourra être portée au 1^{er} juillet 1924.

ART. 14.

Les dispositions de la présente convention peuvent être suspendues dans tout pays par ordre du Gouvernement, en cas de guerre ou en cas d'événements présentant un danger pour la sécurité nationale.

ART. 15.

Les ratifications officielles de la présente convention, dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du

Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 seront communiquées au secrétaire général de la société des nations et par lui enregistrées.

ART. 16.

Tout membre qui ratifie la présente convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales ;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la convention aux conditions locales puissent être introduites dans celles-ci.

Chaque membre devra notifier au bureau international du travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 17.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'organisation internationale du travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la société des nations notifiera ce fait à tous les membres de l'organisation internationale du travail.

ART. 18.

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la société des nations ; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au secrétariat. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur au regard de tout autre membre à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ART. 19.

Tout membre qui ratifie la présente convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1921 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 20.

Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au secrétariat général de

la société des nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au secrétariat.

ART. 21.

Le conseil d'administration du bureau international du travail devra au moins une fois par dix années, présenter à la conférence générale, un rapport sur l'application de la présente convention et décidera d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence la question de la revision ou de la modification de la dite convention.

ART. 22.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE B.

**Projet de Convention fixant l'âge d'admission des enfants
aux travaux industriels.**

La conférence générale de l'organisation internationale du travail de la société des nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des enfants : âge d'admission au travail », question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après à ratifier par les membres de l'organisation internationale du travail, conformément aux dispositions de la partie relative au travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente convention, seront considérés comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification, ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus;

d) Le transport de personnes ou de marchandises, par route, voie ferrée, ou voie d'eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs, ou entrepôts, à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Les enfants de moins de quatorze ans ne peuvent être employés au travail dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres de la même famille.

ART. 3.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas au travail des enfants dans les écoles professionnelles, à la condition que ce travail soit approuvé et surveillé par l'autorité publique.

ART. 4.

Dans le but de permettre le contrôle de l'application des dispositions de la présente convention, tout chef d'établissement industriel devra tenir un registre d'inscription de toutes les personnes de moins de seize ans employées par lui avec l'indication de la date de leur naissance.

ART. 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, les modifications ci-après à l'article 2 sont autorisées :

a) Les enfants de plus de 12 ans pourront être admis au travail s'ils ont achevé leur instruction primaire ;

b) En ce qui concerne les enfants entre 12 et 14 ans déjà au travail, des dispositions transitoires pourront être adoptées.

La disposition de la loi japonaise actuelle qui admet les enfants de moins 12 ans à certains travaux faciles et légers sera rapportée.

ART. 6.

Les dispositions de l'article 2 ne s'appliqueront pas à l'Inde, mais dans l'Inde, les enfants de moins de 12 ans ne seront pas occupés :

a) Dans les manufactures employant la force motrice et occupant plus de dix personnes ;

- b) Dans les mines, carrières et industries extractives de toute nature ;
- c) Dans le transport de passagers, ou de marchandises, les services postaux, par voie ferrée, et dans la manipulation des marchandises dans les docks, quais et wharfs, à l'exception du transport à la main.

ART. 7.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au secrétaire général de la société des nations et par lui enregistrées.

ART. 8.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

- a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales.
- b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au bureau international du travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ARTICLE 9.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'organisation internationale du travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la société des nations notifiera ce fait à tous les membres de l'organisation internationale du travail.

ARTICLE 10.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la société des nations ; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au secrétariat. Par la suite, cette Convention entrera en vigueur au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ARTICLE 11.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 12.

Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au secrétariat.

ART. 13.

Le Conseil d'administration du Bureau International du Travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de la dite convention.

ART. 14.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE C.
—**Projet de convention concernant le travail de nuit des enfants
dans l'industrie.**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du travail de la Société des Nations.

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des enfants pendant la nuit », question comprise dans le quatrième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et,

Ayant résolu que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de Convention ci-après à ratifier par les membres de l'Organisation internationale du travail, conformément aux dispositions de la partie relative au travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention seront considérées comme « établissements industriels » notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) Les industries dans lesquelles des produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquels les matières subissent une transformation, y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification, ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus ;

d) Le transport de personnes ou de marchandises par routes, voies ferrées ou eau, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts à l'exception du transport à la main.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie, d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Il est interdit d'employer pendant la nuit les enfants de moins de 18 ans dans les établissements industriels, publics ou privés, ou dans leurs dépendances, à l'exception de ceux dans lesquels sont seuls employés les membres d'une même famille sauf dans les cas prévus ci-après.

L'interdiction du travail de nuit ne s'appliquera pas aux enfants au-dessus de 16 ans qui sont employés dans les industries énumérées ci-après à des travaux qui en raison de leur nature doivent nécessairement être continués jour et nuit :

- a) Usines de fer et d'acier; travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération, et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage);
- b) Verreries;
- c) Papeteries;
- d) Sucreries où l'on traite le sucre brut;
- e) Réduction du minerai d'or.

ART. 3.

Par application de la présente Convention le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre dix heures du soir et cinq heures du matin.

Dans les mines de charbon et de lignite, une dérogation pourra être prévue en ce qui concerne la période de repos visée au paragraphe précédent, lorsque l'intervalle entre les deux périodes de travail comporte ordinairement quinze heures, mais jamais lorsque cet intervalle comporte moins de trois heures.

Lorsque la législation du pays interdit le travail de nuit à tout le personnel dans la boulangerie, on pourra substituer dans cette industrie la période comprise entre neuf heures du soir et quatre heures du matin, à la période de dix heures du soir à cinq heures du matin.

Dans les pays tropicaux où le travail est suspendu pendant un certain temps au milieu de la journée, la période de repos de nuit pourra être inférieure à onze heures pourvu qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ART. 4.

Les dispositions des articles 2 et 3 ne s'appliqueront pas au travail de nuit des enfants âgés de seize à dix-huit ans, lorsqu'un cas de force majeure qui ne pouvait être prévu ou empêché, et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal d'un établissement industriel.

ART. 5.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention au Japon, jusqu'au 1^{er} juillet 1925, l'article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de quinze ans, et, à partir de la date susmentionnée, le dit article 2 ne s'appliquera qu'aux enfants âgés de moins de seize ans.

ART. 6.

En ce qui concerne l'application de la présente Convention à l'Inde, le terme « établissements industriels » comprendra seulement les « fabriques » délinies comme telles dans la « loi des fabriques » de l'Inde (*Indian factory act*), et, l'article 2 ne s'appliquera pas aux enfants du sexe masculin âgés de plus de quatorze ans.

ART. 7.

Dans les circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera, l'interdiction du travail de nuit pourra être suspendue par une décision de l'autorité publique en ce qui concerne les enfants âgés de seize à dix-huit ans.

ART. 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9.

Tout membre qui ratifie la présente Convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes, sous les réserves suivantes :

- a) Que les dispositions de la présente Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;
- b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celles-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau international du travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 10.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'organisation internationale du travail auront été enregistrées au secrétariat, le secrétaire général de la société des nations notifiera ce fait à tous les membres de l'organisation internationale du travail.

ART. 11.

La présente convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le secrétaire général de la société des nations; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au secrétariat. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur au regard de tout autre membre, à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au secrétariat.

ART. 12.

Tout membre qui ratifie la présente convention, s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 13.

Tout membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au secrétariat général de la société des nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au secrétariat.

ART. 14.

Le conseil d'administration du bureau international du travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la conférence la question de la revision ou de la modification de la dite commission.

ART. 15.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

ANNEXE D.

Projet de convention concernant le travail de nuit des femmes.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Washington par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 29 octobre 1919,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à « l'emploi des femmes pendant la nuit », question comprise dans le troisième point de l'ordre du jour de la session de la Conférence tenue à Washington, et

Après avoir décidé que ces propositions seront rédigées sous forme d'un projet de convention internationale,

Adopte le projet de convention ci-après, à ratifier par les membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la partie relative au travail du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919 :

ARTICLE PREMIER.

Pour l'application de la présente Convention, seront considérés comme « établissements industriels », notamment :

- a) Les mines, carrières et industries extractives de toute nature;
- b) Les industries dans lesquelles les produits sont manufacturés, modifiés, nettoyés, réparés, décorés, achevés, préparés pour la vente, ou dans lesquelles les matières subissent une transformation; y compris la construction des navires, les industries de démolition de matériel, ainsi que la production, la transformation et la transmission de la force motrice en général et de l'électricité;
- c) La construction, la reconstruction, l'entretien, la réparation, la modification ou la démolition de tous bâtiments et édifices, chemins de fer, tramways, ports, docks, jetées, canaux, installations pour la navigation intérieure, routes, tunnels, ponts, viaducs, égouts collecteurs, égouts ordinaires, puits, installations télégraphiques ou téléphoniques, installations électriques, usines à gaz, distribution d'eau, ou autres travaux de construction, ainsi que les travaux de préparation et de fondation précédant les travaux ci-dessus.

Dans chaque pays, l'autorité compétente déterminera la ligne de démarcation entre l'industrie d'une part, le commerce et l'agriculture d'autre part.

ART. 2.

Pour l'application de la présente Convention, le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Dans les pays où aucun règlement public ne s'applique à l'emploi des femmes pendant la nuit dans les établissements industriels, le terme « nuit » pourra provisoirement, et pendant une période maximum de trois années, signifier, à la discrétion du Gouvernement, une période de dix heures seulement, laquelle comprendra l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

ART. 3.

Les femmes, sans distinction d'âge, ne pourront être employées pendant la nuit dans aucun établissement industriel public ou privé, ni dans aucune dépendance d'un de ces établissements, à l'exception des établissements où sont seuls employés les membres d'une même famille.

ART. 4.

L'article 3 ne sera pas appliqué :

a) En cas de force majeure, lorsque dans une entreprise se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique ;

b) Dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

ART. 5.

Dans l'Inde et au Siam, l'application de l'article 3 de la présente Convention pourra être suspendue par le Gouvernement, sauf en ce qui concerne les manufactures (factories) telles qu'elles sont définies par la loi nationale. Notification pour chacune des exceptions sera faite au Bureau International du Travail.

ART. 6.

Dans les établissements industriels soumis à l'influence des saisons, et dans tous les cas où des circonstances exceptionnelles l'exigent, la durée de la période de nuit indiquée à l'article 3 pourra être réduite à dix heures pendant soixante jours par an.

ART. 7.

Dans les pays où le climat rend le travail de jour particulièrement pénible, la période de nuit peut être plus courte que celle fixée par les articles ci-dessus, à la condition qu'un repos compensateur soit accordé pendant le jour.

ART. 8.

Les ratifications officielles de la présente Convention, dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919 et du Traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919, seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9.

Tout membre qui ratifie la présente Convention, s'engage à l'appliquer à celles de ses colonies ou possessions ou à ceux de ses protectorats qui ne se gouvernent pas pleinement eux-mêmes sous les réserves suivantes :

a) Que les dispositions de la Convention ne soient pas rendues inapplicables par les conditions locales;

b) Que les modifications qui seraient nécessaires pour adapter la Convention aux conditions locales puissent être introduites dans celle-ci.

Chaque membre devra notifier au Bureau international du travail sa décision en ce qui concerne chacune de ses colonies ou possessions, ou chacun de ses protectorats ne se gouvernant pas pleinement eux-mêmes.

ART. 10.

Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du travail.

ART. 11.

La présente Convention entrera en vigueur à la date où cette notification aura été effectuée par le Secrétaire général de la Société des Nations; elle ne liera que les membres qui auront fait enregistrer leur ratification au Secrétariat. Par la suite, la présente Convention entrera en vigueur au regard de tout autre membre à la date où la ratification de ce membre aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 12.

Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer ses dispositions au plus tard le 1^{er} juillet 1922, et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 13.

Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention, par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 14.

Le Conseil d'administration du Bureau international du travail devra, au moins une fois par dix années, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence, la question de la revision ou de la modification de la dite Convention.

ART. 15.

Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.



(56)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1920

Wetsontwerp tot invoering van den acht-urendag en van de acht-en-veertig-urenweek.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Na gedurende ettelijke jaren om theoretische redenen door de Manchester-school bestreden te zijn geweest, heeft het grondbeginsel der beperking van den arbeidsduur voor volwassenen, vooral in de Angel-saksische landen, warme verdedigers gevonden, zelfs onder dezen, welke die maatschappelijke aangelegenheid, zoo niet uitsluitend althans bijzonderlijk, met het oog op een voortbrengstvermeerdering beschouwen. De arbeider, die tot een te langdurig dagelijksch werk verplicht is, lijdt aan oververmoeidheid en volbrengt zijn taak met verminderde krachten, met verminderde vaardigheid, ja, met verminderde goedwilligheid. Anderzijds is het buiten kijf dat afbeuling op uitputting van het lichaamsgestel afloopt en dat een al te vroegtijdig ingetreden ouderdom de door overmatig lange arbeidsdagen verzwakte werklieden voorbarig als voortbrengingskracht wegneemt.

Zonder de zwaarwichtigheid van dit opzicht der aangelegenheid te miskennen, zijn er evenwel, mijns erachtens, nog verhevener beschouwingen, die op den voorgrond dienen te worden gesteld.

Arbeid is geen koopwaar; de arbeider kan niet gelijkgesteld worden met een machine, waarbij het enkel om een maximum-opbrengst gaat. Wat in de eerste mate de beperking van den arbeidsduur voor volwassenen billijkt, is de volstreekte noodzakelijkheid om zooveel mogelijk het welzijn der arbeidersklas te verzekeren. Het mag niet meer geduld worden dat de werkmán er aan blootgesteld wordt, zijn gezondheid te knakken door een arbeid, die zoolang aanhoudt dat hij er door afgemat is; hij dient, evenals zijn Angelsaksische gezellen in staat gesteld een veeljarige levensbaan te bewan-

delen; hij dient over den noodigen tijd te kunnen beschikken om, onder gewone omstandigheden van het gezellig gezinsleven en het verkwikkend tijdverdrijf, dat aan de andere burgers is toebedeeld, te kunnen genieten.

Er zijn gewis beperkingen in acht te nemen. Bovenmatige vermindering van den arbeidsdag zou onvermijdelijk tot merkelijk mindere opbrengst aanleiding geven, hetgeen vooral ten huidige dage met zorg dient vermeden, daar onze nijverheid er belang bij heeft haar vroegere afzetmarkten te heroveren en slechts een versterkte voortbrenging ons van den duurté-geesel kan verlossen.

De beperking van den arbeidsdag tot acht uur en van de arbeidsweek tot acht-en-veertig uur, die ik de eer heb in dit wetsontwerp voor te dragen, kan dienaangaande niet de minste angstvalligheid verwekken. Sedert den oorlog, werden inderdaad in die richting groote vorderingen gemaakt. Werkelijk bestaat reeds de achturedag in talrijke gevallen. Nu eens werd hij door bemiddeling der Nationale Komitees ingevoerd. Dit was namelijk het geval voor :

De mijnen (ondergrondsche werken).

De schijfglasgieterij.

De holglaswerkerij.

De werktuigmakerij (48 uur per week).

De gas- en electriciteitsbedrijven.

De vervoerbedrijven (tramwegen en buurtspoorwegen).

De haven van Antwerpen.

Dan eens staan wij voor een scheidsrechterlijke uitspraak gewezen naar aanleiding van een geschil of voor een collectieve overeenkomst gesloten, hetzij tusschen een werkgevers- en een werknemersvereniging, hetzij tusschen een werknemersvereniging en een bedrijfshoofd.

In werkelijkheid heeft dit ontwerp minder ten doel het grondbeginsel van den acht-uredag te huldigen dan de algemeene toepassing er van in te voeren. Het geldt hier enkel deze uit te breiden op de vooralsnog buiten de beweging gebleven nijverheidsbedrijven; er is tevens en vooral sprake ze op te dringen aan de bedrijfshoofden, die, openlijk of tersluiks, het door hunne groep genomen besluit weigeren in acht te nemen en aldus ten nadeele hunner bedrijfsgezellen een eenigszins oneerlijke mededinging uitoefenen.

Bij het indienen van dit ontwerp is het mij een waar genoeg hulde te brengen aan deze mijner achtbare Kollega's, die tot beperking van den arbeidsduur voor volwassenen voorstellen neerlegden ten tijde, waarop velen er nog maar weinig toe bereid waren aan dergelijke wet een gunstig onthaal te verleen. De daad is voor de heeren Helleputte, Bertrand en c.s. des te meer vereerend dat de door hen gedane nederlegging als een vrij ondankbaar initiatief scheen te moeten geacht worden.

Ik wil tevens wijzen op het den 20 Maart 1919 door de heeren Brunet, Destrée, Léonard, Souplet, Ernest en Lambillotte neergelegd wetsvoorstel, dat ten gevolge van de ontbinding der wetgevende kamers vervallen is. Graag zou ik dienaangaande met hen ingestemd hebben indien, om

blijvend werk tot stand te brengen, het niet volstrekt noodig was geweest op den uitslag der Tusschenstaatsche Arbeidsconferentie van Washington te wachten.

Zooals iedereen weet heeft de Conferentie te Versailles in het vredesverdrag een beding ingelascht, luidend als volgt :

« De Hooge verdragsluitende partijen verklaren benedenstaande grondbeginselen aan te nemen en verbinden er zich toe, met het oog op de toepassing er van de verwezenlijking er van te vervolgen, overeenkomstig de door de Tusschenstaatsche Arbeidsconferentie te geven aanduidingen.

» I. In rechte nog in feite kan de arbeid van een menschelijk wezen met een koopwaar noch met een handelsartikel gelijkgesteld worden.

» II. — Beperking der arbeidsuren in de nijverheid, op grond van acht uur per dag of acht-en-veertig uur per week, behoudens uitzondering voor de landen, waarin het klimaat, de nog niet tot ontwikkeling gekomen nijverheidsinrichting of andere bijzondere omstandigheden, een werkelijk verschil in de arbeidsopbrengst teweegbrengen.

» Voor deze landen zal de Tusschenstaatsche Arbeidsconferentie de aan te nemen grondbeginselen aanduiden ; deze zullen nagenoeg dezelfde draagwijdte moeten hebben als de bovenstaande. »

De Tusschenstaatsche Arbeidsconferentie, die men zich als een onderverdeling van den Volkerenbond mag voorstellen, vergaderde te Washington van 29 October tot 29 November van verleden jaar. Negen en dertig natiën hadden er zich laten vertegenwoordigen, waaronder de volgende Europeesche Staten : België, Denemarken, Spanje, Finland, Frankrijk, Groot-Britannië, Griekenland, Italië, Noorwegen, Nederland, Polen, Portugal, Roumenië, Zweden, Zwitserland, Tsjecho-Slovakije, Yougo-Slavië. Buiten de regeeringsafgevaardigden, hadden de deelnemende landen over 't algemeen, een werkgeversafgevaardigde en een werknemersafgevaardigde gezonden. In tal van afvaardigingen waren daarenboven technische raden.

De Belgische afvaardiging was samengesteld als volgt :

Regeeringsafgevaardigden : De heeren LEVIE, Staatsminister,
MAHAIM, Hoogleeraar aan de
Universiteit te Luik.

Werkgeversafgevaardigde : De heer CARLIER, Voorzitter van het
« Comité central industriel ».

Werknemersafgevaardigde : De heer MERTENS, Schrijver van de
syndikale Kommissie der
Werkliedenpartij en der
Onafhankelijke beroepsve-
reenigingen.

De heer Levie nam het ambt van voorzitter waar. De bedieningen van Algemeen schrijver en van schrijver werden vervuld onderscheidenlijk door de heeren : Julin, Algemeen Secretaris van het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en Wauters, Kabinetshulphoofd bij hetzelfde Departement.

Daarbij waren er nog een zeker aantal technische raden, waaronder twee vrouwen.

De Conferentie nam ten slotte het hierbij gevoegd Ontwerp van Overeenkomst aan (Bijlage A), waaromtrent de Regeering eerlang de eer zal hebben uw goedkeuring te vragen.

Bij het opstellen van dit wetsontwerp hebben wij natuurlijk rekening gehouden met de bepalingen van dit Ontwerp van Overeenkomst. Anderzijds hebben wij er zorg voor gedragen de in den vreemde goedgestemde desbetreffende wetten te raadplegen.

In Europa zijn de landen, die op de Conferentie van Washington niet hebben gewacht om den arbeidsdag voor volwassenen te beperken, ten getale van dertien. Wij vermelden o. m. :

DUITSCHLAND. — *Bevel van 23 November 1918.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag; wanneer de arbeidsduur 's zaterdags of daags vóór een feestdag verminderd is, dan mogen de alzoo aan de voortbrenging niet toegewijde uren verdeeld worden over de andere arbeidsdagen der week;

DUITSCH-OOSTENRIJK. — *Wet van 19 December 1918.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag van 24 uur;

SPANJE. — *Dekreet van 3 April 1919.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag of 48 uur per week; de lijst der bedrijven, waarin het onmogelijk is dit stelsel toe te passen, wordt door gelijkheidskomitees opgemaakt; het Instituut voor maatschappelijke hervormingen stelt voor die bedrijven den duur van den arbeidsdag vast;

FRANKRIJK. — *Wet van 23 April 1919.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag of 48 uur per week of een daarmee gelijkstaande duur, berekend naar een ander tijdsbestek dan de week;

NEDERLAND. — *Wet van 1 November 1919.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag en 48 uur per week;

POLEN. — *Dekreet van 23 November 1918.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag van den maandag tot den vrijdag en 6 uur den zaterdag; de wet is zoowel in nijverheids- als in koop handelsbedrijven van toepassing;

ZWITSERLAND. — *Bondswet 27 Juni 1919.* — Stelsel : maximum 48 uur per week; wanneer de zaterdagsarbeid minder dan 8 uur bedraagt, mag het verschil, dat ontbreekt om de 48 weekuren aan te vullen, verdeeld worden over de andere werkdagen;

TSJECO-SLOVAKIJE. — *Wet van 19 December 1918.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag en 48 uur per week in de nijverheids-, landbouw- en boschbouwbedrijven.

Principieel werd de achturedag insgelijks door verscheidene landen van Latijnsch Amerika gehuldigd.

In de VEREENIGDE STATEN sloeg de Staat van New-York denzelfden weg in. — *Arbeidswet, gewijzigd in 1913 en 1916.* — Stelsel : maximum 8 uur per dag ; de arbeidsduur mag bij wederzijdsche overeenkomst en mits betaling eener bijzondere vergoeding verlengd worden.

Een dergelijk stelsel werd aangenomen door de staten : Californië, Connecticut, Illinois, Indiana, Missouri, Chio, Pensylvanië en Wisconsin.

Die verscheidene landen en staten zijn om zoo te zeggen de Conferentie van Washington vooruitgegaan. Overal elders, in Europa, in Amerika, in Australië, heeft het grondbeginsel van den achturedag feitelijk in veranderlijke mate voet gevat, naar aanleiding van tusschen de groepen der bedrijfshoofden en de groepen der werknemers gesloten afspraken.

Ten slotte is het van belang op te merken dat, mits zekere door klimatologische invloeden en economische toestanden gebillijkte aanpassingen, het te Washington opgemaakt ontwerp van overeenkomst de toetreding wegdroeg van Japan en Britisch Indië, waarvan de belangrijkheid inzake het vervaardigen van bewerkte stoffen aanhoudend stijgt en waar, om overmatige arbeidsdagen te beletten, men niet mag rekenen op een maatschappelijke wetgeving noch op een uitbreiding van de vakvereenigingsbeweging, zoo ver gevorderd als deze van de oude natiën, die op een aanzienlijke nijverheid bogen.

Voor China werd er overeengekomen dat de beperking van den arbeidsduur, wat dit rijk betreft, zou onderzocht worden in een aanstaande zitting der Conferentie.

Alzoo valt de laatste opwerping, die men gewoon was tegen de groote hervorming in te brengen ; men deed namelijk de noodzakelijkheid uitschijnen om tegenover de vreemde mededinging onze nijverheid niet in staat van minderheid te plaatsen.

Dank zij de te Washington verwezenlijkte overeenkomst, is dit gevaar niet meer te duchten en, welke ook de economische strekkingen zijn, die onze voorliefde hebben, de door dit ontwerp gehuldigde oplossing mag onze goedkeuring wegdragen ; die oplossing zal aan de arbeidersklas een sedert lang en met ongeduld verwachte voldoening schenken en, ik ben er innig van overtuigd, doelmatig bijdragen, tot het verzekeren van 's Lands heropbeuring en welvaart.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN.

Artikel één geeft de opsomming der bedrijven, waarop de wet toegepast wordt.

Zooals het te Washington aangenomen Ontwerp van Tusschenstaatsche Overeenkomst het vereischt, omvat de voorgedragen tekst praktisch al de nijverheidsbedrijven, met uitzondering van het vervoer te water, dat voor een bijzondere Conferentie werd voorbehouden en het vervoer per luchtvaart, aan welker regeling vooralsnog door niemand wordt gedacht.

Aangezien de bureau's van koophandelsbedrijven door de wet op vrouwen- en kinderarbeid beheerscht worden, dienen zij, onzes erachtens, hierbij insgelijks bedoeld.

De bepalingen der wet zijn tevens, doch niet onmiddellijk, van toepassing :

Op het personeel van de winkelbedrijven ;

Op dat van de hotels, spijshuizen en dranksluiterijen ;

Op de arbeiders alsmede op de beambten, andere dan bureaubeambten, in de koophandelsbedrijven werkzaam.

In het ontwerp van Tusschenstaatsche Overeenkomst wordt geen gewag gemaakt van die arbeiderscategoriën, waaromtrent het Ministerie van arbeid eerst nu inlichtingen begint in te zamelen. De Koning kan hen echter van de voordeelen der wet laten genieten naargelang de volstrekt noodzakelijke voorafgaande bestudeering gedaan is.

De bepaling van het eindlid is ontleend aan de wet op vrouwen- en kinderarbeid.

Artikel 2 stelt het grondbeginsel van het ontwerp. Krachtens dit artikel, wordt de arbeidsduur en tot acht uur per dag en tot acht-en-veertig uur per week beperkt. Geen dier beperkingen mag overschreden worden.

De bij de leden 2 en 3 voorziene afwijkingen hebben ten doel het overal invoeren der engelsche week te bevorderen.

Het volgende lid betreft de ondergrondse arbeiders in de steenkoolmijnen. Voor die arbeiders wordt de arbeidsdag beperkt tot acht uur, in- en uitvaart inbegrepen.

Kunnen als met een post van vertrouwen belaste personen worden aangezien de bijzondere schrijver van het bedrijfshoofd, zijn snel- en machineschrijfster.

De bepaling van artikel 3 is noodzakelijk om het arbeiden door middel van wisselploegen mogelijk te maken.

Wanneer een ploeg een andere afwisselt, is er natuurlijk een minimum van tijd volstrekt noodzakelijk voor de overbrenging van den arbeid. Er zijn verrichtingen, die niet zoo maar eensklaps kunnen onderbroken worden en dienen 'tzij afgedaan, 'tzij tot op zeker stadium geleid te worden vooraleer de arbeider door een gezet van de volgende ploeg kan vervangen worden.

Men dient insgelijks het mogelijk geval te voorzien waarbij een werknemer, die reeds gedurende acht uur aan den arbeid was, blijft voortwerken om een tijdelijk afwezig werknemer van de volgende ploeg te vervangen.

In de doorwerkende bedrijven wordt de voortbrenging uiteraard 's Zondags voortgezet, weshalve het volstrekt noodzakelijk is er het aantal dagen der arbeidsweek te brengen van zes op zeven en het aantal uren der arbeidsweek van acht en veertig op zes en vijftig. (Art. 4.)

Onder gewone omstandigheden wordt de arbeid in bedoelde bedrijven door drie ploegen verricht en kan de gemiddelde duur van zes-en-vijftig uur per week berekend worden over een tijdperk van drie weken; er dienen echter gevallen voorzien, waarin een andere grondslag dient aangenomen.

Het Ontwerp van Tusschenstaatsche Overeenkomst machtigt er toe overwerk te verrichten in de seizoenbedrijven, alsmede in die bedrijven, waarin de drijfkraft uitsluitend door water wordt verschaft, en waarin men er toe kan gedwongen zijn wegens droogte of overstroming den arbeid te schorsen. De Ambtelijke Ophelderingen van gemeld Ontwerp bekrachtigen die zienswijze.

Onzes inziens zijn overuren in het onderhavig geval zonder nut.

Voor de seizoenbedrijven zal het volstaan tegen den langen arbeidsduur in het volle seizoen te laten opwegen een minderen arbeidsduur in het doortij. (Art. 5.)

Voor de bedrijven, die water tot verschaffing van drijfkraft benutten, wordt het overschrijden van den gewonen arbeidsduur slechts gebillijkt door de onmogelijkheid om op zekere dagen gedurende den geheelen dag of een gedeelte van den dag te arbeiden, zoodanig dat, *over 't geheel*, een verlenging van den arbeidsduur niet als volstrekt noodzakelijk moet geacht worden.

Het gedeelte van boven bedoelde ambtelijke opheldering maakt geen gewag van bedrijven, waarin wind als drijfkraft wordt gebruikt, de opsomming, waarnaar dit lid verwijst is echter niet beperkend. Op grond daarvan achten wij dat de afwijking, voorzien ten behoeve der bedrijven, die waterkracht benutten overeenstemmingshalve, zoo niet « *a fortiori* » toepasselijk moet gemaakt worden op deze, die wind als drijfkraft gebruiken.

Het door de laatste twee leden van artikel 5 gehuldigd voorrecht zal het mogelijk maken opgewassen te zijn tegen buitengewone en onvoorziene

toestanden. Het is om zoo te zeggen een veiligheidsklep. De aan den Koning opgelegde verplichting slechts handelend op te treden ten gevolge van en in overeenstemming met door de groepen van bedrijfshoofden en door die van werknemers gesloten afspraken, is een waarborg van dien aard, dat alle misbruik er door kan worden voorkomen.

In de bij artikel 6 bedoelde gevallen is er geen op geregelde tijden intredende werkloosheid noch geregelde bedrijvigheidsverslapping, zoodat de natuurlijke en om zoo te zeggen vanzelf opdagende opweging, waarvan wij in verband met het voorgaand artikel gewaagden, in het onderhavig geval niet in aanmerking kan genomen worden.

Onder deze omstandigheden dient tot overuren gemachtigd.

Artikel 6, nummer 2 van het ontwerp van tusschenstaatsche overeenkomst voorziet de tijdelijke afwijkingen (overuren), waartoe dient gemachtigd, ten einde het aan de bedrijfshoofden mogelijk te maken *buitengewone overmaat van werk* te bestrijden.

Die tekst is vrij breedzinnig; des te meer dat het aantal overuren, waartoe kan worden gemachtigd, onbeperkt is.

Wij achten het volstrekt noodzakelijk de draagwijdte er van nader te bepalen, door hem te laten samengaan met dezen van het door het Inrichtingskomitee der Conferentie opgemaakt voorontwerp, waarbij bedoeld worden de « bedrijven, waarin wegens onvoorziene gebeurtenissen plotselinge bestellingen gedaan worden ». Vandaar de reden van artikel 7 van dit ontwerp. Naar de door ons voorgestelde bewoordingen, is « *buitengewone overmaat van werk* » ontoereikend; dit is niet duidelijk genoeg. Er dient vereischt dat de buitengewone overmaat van werk voortspruit uit « *buitengewoon talrijke bestellingen, waartoe onvoorziene gebeurtenissen aanleiding hebben gegeven* ». Voorbeeld : Een buitengewoon geweldige storm brengt uitzonderlijke toevloed van scheepsherstel te weeg.

Onze wet op vrouwen- en kinderarbeid bevat een tekst van dien aard.

De bepaling van het eerste lid van artikel 8 wordt ontleend aan het door den heer Brunet neergelegd wetsvoorstel.

De daarop volgende afwijkingen houden rekening met de eischen, waarvoor sommige categorieën van inrichtingen beheerscht worden.

Het nut van artikel 9 is zonneklaar.

De in n^o 3 gebruikte uitdrukking « door overmacht » komt voor in het ontwerp van Tusschenstaatsche overeenkomst (art. 3). Zij bedoelt niet de eigenlijke overmacht, die, wanneer het geldt de onmogelijkheid om een verplichting tot niet-vervulling na te leven, enkel kan opgevat worden als het gevolg van het eigenmachtig optreden. In werkelijkheid heeft de Conferentie te Washington het geval beoogd van een onvoorziene noodwendigheid.

Wij hebben het oorbaar geacht die uitdrukking als zinverwante opheldering er bij te voegen.

Als agenten, die er toe verplicht zijn sommige werken uit te voeren buiten den voor het algemeen voortbrengingswerk gestelden tijd, heeft het Inrichtingskomitee der Conferentie te Washington o. m. genoemd de autostuurlieden, de mecaniciens, de electriciens, de smeedders.

Het bij het eerste lid van artikel 10 vastgesteld maximum van negen uur wordt door het ontwerp van Tusschenstaatsche Overeenkomst (art. 2, lit. b) opgelegd.

Er dient opgemerkt dat de bepaling van het 3^{de} lid den aanwezigheidsduur bedoelt. De reden er van? Sommige voorbereidende of aanvullende werken moeten niet noodzakelijk verricht worden onmiddellijk vóór of onmiddellijk na het algemeen voortbrengingswerk. Zoo in het onderhavig geval het maximum der overuren op den arbeidsduur en niet op den aanwezigheidsduur droeg, dan zouden de betrokken werklieden er toe kunnen gedwongen worden gedurende min of meer langen tijd den arbeid te schorsen alvorens met bedoelde werken aan te vangen. Bijvoeging dier verplichte schorsing tot den werkelijken arbeidsduur zou een te langdurende aanwezigheid kunnen mede brengen.

De bepaling van artikel 11 is ontleend aan de wet van 31 December 1909, die den duur van den arbeidsdag in de mijnen beperkt.

Naar luid van artikel 15 mochten de berichten, op te hangen in de niet door de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen beheerschte bedrijven, 'tzij in 't Fransch, 'tzij in 't Nederlandsch, 'tzij in 't Duitsch, 'tzij in meerdere dier talen, opgesteld zijn, in dier voege, dat het door al de betrokken arbeiders verstaan wordt. De gebeurlijke bekendmaking in 't Duitsch wordt voorzien met het oog op de volksomstandigheden in een gedeelte van het arrondissement Aarlen en op het terugkeeren aan België der kreitsen Eupen en Malmedy.

Het in het 2^{de} lid van artikel 17 gemeld verbod heeft ten doel het aan de arbeiders mogelijk te maken hun huiselijk leven te regelen. De uitzonderingen betreffen gevallen, waarin de arbeid voor onvoorziene verlengingen vatbaar is.

Krachtens artikel 7 der wet van 15 Juni 1896, is het invoeren van een wijziging aan een werkplaatsreglement onderworpen aan dezelfde formaliteiten als het in werking treden van een nieuw reglement. Die formaliteiten duren veertien daag; dit is veel te lang wanneer het tijdelijke wijzigingen geldt toegebracht, 'tzij aan den aanvang en het einde van den regelmatigen arbeidsdag en aan de schofttijden in de bij artikel 5, n^{os} 1 en 3 voorziene gevallen, 'tzij aan artikel 7 van dit ontwerp (seizoenbedrijven, bedrijven, waarin de drijfkracht uitsluitend door water wordt verschaft, door den Gouverneur verleende machtigingen tot overwerk).

Artikel 28, littera *B* van dit ontwerp verleent, voor sommige daarbij opgesomde gevallen, machtiging om de stelselwijzigingen ter kennis van de betrokken arbeiders te brengen eenvoudig door een vier-en-twintig uur vooraf opgehangen bericht.

Artikel 31 betreft de aan de wet op vrouwen- en kinderarbeid toe te brengen wijzigingen, ten einde ze in overeenstemming te brengen met de te Washington aangenomen ontwerpen van Tusschenstaatsche Overeenkomst in verband :

1^o Met den leeftijd voor het aannemen van kinderen in nijverheidsbedrijven ;

2^o Met den nachtarbeid voor kinderen ;

3^o Met den nachtarbeid voor vrouwen.

De teksten dezer drie ontwerpen van Tusschenstaatsche Overeenkomst gaan hiermee samen als bijlagen *B*, *C*, *D*.

Artikel 31 heeft insgelijks ten doel de wet op vrouwen- en kinderarbeid in overeenstemming te brengen met de beginselen, die dit ontwerp tot grondslag dienen.

Naar de nieuwe opstelling van artikel één der wet op vrouwen- en kinderarbeid, wordt die wet toegepast :

1^o In de door de wet tot invoering van den acht-urendag en van de acht-en-veertig-urenweek beheerschte bedrijven ;

2^o In de bij de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke ingedeelde inrichtingen.

Het is noodig die inrichtingen afzonderlijk te vermelden omdat enkele ervan niet door dit ontwerp op den acht-urendag bedoeld worden, aangezien zij geen nijverheidsbedrijven zijn. Daar zij niettemin thans door de wet op vrouwen- en kinderarbeid beheerscht worden, kan er geen sprake zijn ze in de nieuwe opstelling van artikel één der wet ter zijde te laten, des te min dat sommige dier bedrijven daarenboven beheerscht worden door het Koninklijk besluit van 19 Februari 1895, dat voor sommige categoriën van ongezonde of gevaarlijke werken, de dienstverstrekingen van beschermde personen verbiedt of regelt, tot uitvoering van artikel 3 der vroegere wet van 13 December 1889 (art. 4 der huidige wet op vrouwen- en kinderarbeid).

De rustpoozen van minstens anderhalf uur, waarvan sprake in artikel 6 der wet op vrouwen- en kinderarbeid, werden opgelégd met het oog op een arbeid van twaalf uur of, althans van bijna dien duur. Voortaan zullen de beschermde arbeiders, evenals de andere, over 't algemeen niet langer arbeiden dan acht uur. Vandaar de bij artikel 6 (nieuw) opgegeven schaal. Het grondbeginsel van een glijdende schaal voor den duur der rustpoozen werd overigens reeds door het Arbeidsopzicht aangenomen.

Thans wordt door de wet op vrouwen- en kinderarbeid vastgesteld, dat voor de vrouwen de poos voor nachtrust moet verleend worden tusschen 9 uur 's avonds en 5 uur 's morgens. Zij strekt dus verder dan de Overeenkomst van Bern en dan het te Washington aangenomen ontwerp van Tusschenstaatsche Overeenkomst, die, een en ander, bedoelde rustpoos eerst te tien uur 's avonds laten aanvangen. Aangezien de tijdruimte tusschen 5 uur 's morgens en 10 uur 's avonds nauwelijks toereikend is om de invoering van den acht-urendag mogelijk te maken, wanneer de arbeid door twee elkaar afwisselende ploegen wordt verricht, zoo dragen wij voor de in de Overeenkomst van Bern en in het ontwerp van Tusschenstaatsche Overeenkomst vastgestelde grenzen onvoorwaardelijk aan te nemen.

Tot in de laatste tijden hebben de inbedrijfnemers der hoogovens zich gedragen naar de wet op de zondagsrust, met alle drie week, gedurende vier-en-twintig uur, elke der twee ploegen, waarin het personeel is verdeeld, te laten arbeiden. Verleden jaar liet men dit stelsel varen naar aanleiding van een met de arbeiders gesloten afspraak. Men heeft er toe besloten de afwisseling der ploegen te verwezenlijken met elke dezer tweemaal twaalf uur te laten arbeiden in een tijdruimte van drie week. Die oplossing schenkt aan beide betrokken partijen voldoening; zij kan ongelukkig niet strooken met de wet op de zondagsrust, die, in het onderhavig geval, één rustdag vereischt per veertien daag of een halven dag rust per zeven daag. Met het aangenomen stelsel bekomt men slechts één vollen rustdag alle drie week. De bepaling, die wij voordragen bij artikel 4 der wet van 17 Juli 1905 te voegen, heeft ten doel het nieuw stelsel door een koninklijk besluit als geoorloofd te kunnen laten voortgaan (art. 32).

Dit ontwerp omvat, in den kring van deszelfs toepassing, de steenkoolmijnen, die, behoudens weinige punten, door hetzelfde stelsel als de andere nijverheidsbedrijven zullen beheerscht worden. Bijgevolg spreekt artikel 33 de intrekking uit der wet van 31 December 1909 houdende beperking van den arbeidsduur in de steenkoolmijnen.

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,
J. WAUTERS.*

(12)

Projet de loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures.

Wetsontwerp tot invoering van den acht-urendag en van de acht-en-veertig-urenweek.

ALBERT,

RÔI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement présentera, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont assujettis à la présente loi :

1° Les mines, minières, carrières et exploitations extractives de toute nature;

2° Les industries qui ont pour objet la fabrication de marchandises, la transformation de matières premières ou produits, leur ornementation ou achèvement, leur nettoyage, leur appropriation en vue de la vente;

3° La réparation, le nettoyage, la remise en état de matériel, effets ou autres objets usagés ainsi que la démolition de matériel;

4° Les industries du bâtiment et les industries accessoires du bâtiment, y compris les travaux d'entretien, de réparation, de démolition;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading zal, in Onzen naam, het wetsontwerp, waarvan de inhoud volgt, bij de Wetgevende Kamers indienen.

EERSTE ARTIKEL.

Worden door deze wet beheerscht :

1° De mijnen, graverijen, groeven en allerhande verzamelbedrijven;

2° De bedrijven, die ten doel hebben : het vervaardigen van koopwaren, het verwerken van grondstoffen of producten, het versieren of voltooiën, het reinigen, het aanpassen er van met het oog op den verkoop;

3° Het herstellen, reinigen, weder in staat stellen van materieel, gebruikte zaken of andere gebruikte voorwerpen alsmede het sloopen van materieel;

4° De bouwbedrijven en de aanverwante bedrijven, met inbegrip der onderhouds-, herstel- en sloopwerken;

- | | |
|---|---|
| <p>5° Les entreprises de travaux publics;</p> <p>6° Les travaux privés du génie civil autres que ceux qui rentrent dans les industries du bâtiment;</p> <p>7° Les usines à gaz et les entreprises de distribution d'eau;</p> <p>8° La production, la transformation, la transmission de l'électricité et de la force motrice;</p> <p>9° La construction, la transformation, la démolition de navires ou bateaux, leur entretien ou réparation par d'autres travailleurs que les membres de l'équipage;</p> <p>10° Les entreprises de transport par terre;</p> <p>11° Les travaux de chargement, déchargement et manutention des marchandises dans les ports, débarcadères, entrepôts, stations;</p> <p>12° Les laiteries et fromageries;</p> <p>13° Les bureaux des entreprises commerciales.</p> | <p>5° De aannemingen van openbare werken;</p> <p>6° De bijzondere werken van het burgerlijk geniekorps, andere dan die, welke onder de bouwbedrijfswerken te rangschikken zijn;</p> <p>7° De gas- en watervoorzieningsbedrijven;</p> <p>8° Het voortbrengen, verwerken, overbrengen van elektriciteit en van drijfkraft;</p> <p>9° Het maken, veranderen, sloopen van schepen of booten; het onderhouden of herstellen er van door andere arbeiders dan de leden der bemanning;</p> <p>10° De bedrijven voor het vervoer te lande;</p> <p>11° Het laden, lossen en behandelen der koopwaren in de havens, losplaatsen, statien, stapelplaatsen;</p> <p>12° De melkerijen en kaasmakerijen;</p> <p>13° De bureau's der 'koop handelsbedrijven.</p> |
|---|---|

En outre, le Roi pourra rendre la présente loi applicable, soit purement et simplement, soit moyennant certains tempéraments :

- 1° Aux magasins de détail;
- 2° Aux hôtels, restaurants et débits de boissons;
- 3° Aux ouvriers ainsi qu'aux employés, autres que les employés de bureau, occupés dans les entreprises commerciales.

Les dispositions de la loi s'appliquent aux établissements publics comme aux établissements privés, même quand ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Elles s'appliquent également aux dépendances des entreprises assujetties, quelle qu'en soit la nature.

Bovendien kan de Koning deze wet toepasselijk maken, 'tzij ongewijzigd, 'tzij met sommige verzachtingen op :

- 1° De winkelbedrijven;
- 2° De hotels, spijshuizen en drank-slijterijen;
- 3° De arbeiders alsmede de beamtten, andere dan bureaubeamtten, in koop-handelsbedrijven werkzaam.

De bepalingen dezer wet zijn van toepassing op de openbare, zoowel als op de bijzondere inrichtingen, zelfs dan wanneer zij vakopleiding of beweldadiging beoogen,

Zij zijn eveneens toepasselijk op de toebehooren der er door beheerschte bedrijven, welke er ook de aard van zij.

Sont exceptés les travaux effectués dans les établissements où ne sont occupés que les membres de la famille sous l'autorité, soit du père ou de la mère, soit du tuteur, pourvu que ces établissements ne soient pas classés comme dangereux, insalubres ou incommodes, ou que le travail ne s'y fasse pas à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteurs mécaniques.

ART. 2.

La durée du travail effectif du personnel occupé dans les exploitations énumérées à l'article premier ne peut excéder huit heures par jour ni quarante-huit heures par semaine.

Toutefois, un arrêté royal pourra, à la suite d'un accord intervenu entre la majorité des chefs d'entreprise et la majorité des travailleurs appartenant à une industrie, y établir le repos de l'après-midi du samedi; dans ce cas, la limite de huit heures pourra être dépassée les autres jours de la semaine et la seconde des limitations énoncées à l'alinéa précédent sera seule applicable.

Pour la conclusion de l'accord dont il est question ci-dessus, les chefs d'entreprise et les travailleurs intéressés seront représentés soit par les groupements dont ils font partie, soit, à défaut de pareils groupements, par des délégués.

En ce qui concerne les travaux souterrains des mines de houille, la journée est limitée à huit heures, descente et remonte comprises. Lorsque les travaux souterrains sont accessibles par galerie, elle est comptée depuis l'entrée de l'ouvrier dans la galerie d'accès jusqu'à son retour au même point.

Par personnel d'une entreprise, il

Wordt niet door deze wet beheerscht, de arbeid verricht in inrichtingen, waar alleen familieleden gebruikt worden onder het gezag, 'tzij van den vader of de moeder, 'tzij van den voogd, mits die inrichtingen niet bij de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke werden ingedeeld, of er niet wordt gewerkt met behulp van stoomketels of van werktuiglijke beweegkracht,

ART. 2.

De werkelijke arbeidsduur van het in de onder artikel één opgesomde bedrijven werkzaam personeel mag acht uur daags of acht-en-veertig uur 's weeks niet te boven gaan.

Bij koninklijk besluit nochtans mag, ingevolge een afspraak tussehen de meerderheid der bedrijfshoofden en de meerderheid der arbeiders van een zelfde bedrijf, de zaterdagnamiddagsrust ingevoerd worden; in dat geval mag de acht-urentijd de overige dagen der week overschreden worden en alleen de tweede in het vorig lid uitgedrukte beperking blijft van toepassing.

Voor het treffen van bovenvermelde overeenkomst moeten de betrokken bedrijfshoofden en arbeiders vertegenwoordigd zijn, 'tzij door de groepen, waarvan ze deel uitmaken, 'tzij, bij gebrek aan dergelijke groepen, door afgevaardigden.

Wat aangaat de ondergrondse werken in de steenkoolmijnen, wordt de arbeidsduur beperkt tot acht uur, in- en uitvaart inbegrepen. Wanneer tot de ondergrondse werken door galerijen toegang moet worden verleend, moet de acht-urige arbeidstijd worden geacht te beginnen bij het intreden van den arbeider in de toegangsgalerij en te eindigen bij zijn terugkeer op hetzelfde punt.

Door personeel van een bedrijf moet

faut entendre les ouvriers, les employés et, d'une manière générale, toute personne occupée au travail, à l'exclusion :

1° Des personnes investies d'un poste de direction ou de surveillance ou d'un poste de confiance;

2° Des commis-voyageurs;

3° Des travailleurs occupés à domicile.

Les catégories d'agents qui peuvent être considérées comme investies d'un poste de confiance seront déterminées par arrêté royal.

ART. 3.

Dans les entreprises où le travail est organisé par équipes successives, le personnel pourra être occupé au-delà des limites fixées à l'article précédent, à la condition que la durée moyenne du travail effectif, calculée sur une période de trois semaines ou moins, ne dépasse pas huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine.

ART. 4.

Les limites fixées à l'article 2 pourront être dépassées en ce qui concerne les travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue.

La durée du travail effectif ne pourra néanmoins excéder, pour chaque travailleur, une moyenne de cinquante-six heures par semaine, calculée sur une période de trois semaines.

Le Roi pourra permettre de calculer la moyenne sur une base autre qu'une période de trois semaines.

ART. 5.

Une limitation équivalente à celles qui se trouvent énoncées à l'article 2

worden verstaan de arbeiders, de beambten en in 't algemeen elke aan den arbeid zijnde persoon, ter uitsluiting van :

1° De personen, belast met bestuur, toezicht of een vertrouwenspost;

2° Handelsreizigers;

3° Aan huis werkzame arbeiders.

De soorten van personen, die kunnen geacht worden met een vertrouwenspost te zijn belast, zullen bij koninklijk besluit worden bepaald.

ART. 3.

In de bedrijven, waarin het werk door wisselploegen wordt verricht, mag het personeel langer aan het werk blijven dan bij het vorig artikel wordt bepaald, onder voorwaarde, dat de gemiddelde werkelijke arbeidsduur, berekend over een tijdruimte van minstens drie weken, acht uur daags en acht-en-veertig uur 's weeks niet overschrijdt.

ART. 4.

De bij artikel 2 vastgestelde grenzen mogen overschreden worden, zoover het werken geldt, waarvan de uitvoering, wegens hunnen aard, niet mag onderbroken worden.

De werkelijke arbeidsduur, berekend over een tijdruimte van drie weken, mag evenwel, voor iederen arbeider, gemiddeld zes-en-vijftig uur 's weeks niet overschrijden.

De Koning kan er toe machtigen de gemiddelde arbeidsduur naar een anderen grondslag te berekenen dan een tijdruimte van drie weken.

ART. 5.

Een gelijkwaardige beperking als die in artikel 2 uitgedrukt, kan door den

pourra être établie par le Roi sur un espace de temps plus long que la semaine pour :

- 1° Les industries qui sont soumises à l'influence des saisons;
- 2° Les entreprises où il est fait usage du vent comme moteur exclusif;
- 3° Les entreprises où la force motrice est fournie exclusivement par l'eau et qui peuvent être réduites à chômer en cas de sécheresse ou d'inondation.

La même prérogative appartient au Roi en ce qui concerne toutes les autres industries dans les cas exceptionnels où les limites fixées à l'article 2 seraient reconnues inapplicables. Dans ces cas, néanmoins, elle ne pourra être exercée qu'à la suite et en conformité d'accords conclus entre les groupements de chefs d'entreprise et les groupements de travailleurs.

L'ensemble des groupements qui auront pris part à la conclusion de l'accord, devra représenter la majorité des chefs d'entreprise et des travailleurs appartenant à l'industrie intéressée.

ART. 6.

Un arrêté royal pourra permettre de dépasser les limites établies par les articles 2 et 3 :

- 1° Dans les industries ou branches d'industrie dans lesquelles le temps nécessaire à l'exécution du travail ne peut être, en raison de sa nature même, déterminé d'une manière précise;
- 2° Dans les industries où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide.

Le même arrêté déterminera le nombre maximum d'heures supplémentaires autorisé dans chaque cas.

Koning worden vastgesteld voor een langere tijdruimte dan een week, wanneer het geldt :

- 1° Seizoenbedrijven;
- 2° Bedrijven, waarin wind uitsluitend als drijfkraft wordt gebruikt;
- 3° Bedrijven, waarin de drijfkraft uitsluitend door water wordt verschaft en waarin men er toe kan gedwongen zijn wegens droogte of overstroming den arbeid te schorsen.

De Koning behoudt hetzelfde voorrecht voor al de andere bedrijven, in de uitzonderlijke gevallen, waarin de bij artikel 2 gestelde grenzen niet toepasselijk mochten worden geacht. In die gevallen nochtans, mag van bedoeld voorrecht slechts gebruik gemaakt worden ingevolge en overeenkomstig afspraken tusschen de groepen van bedrijfshoofden en de arbeidersgroepen.

De gezamenlijke groepen, die aan de afspraak hebben deel genomen, moeten de meerderheid der bedrijfshoofden en de meerderheid der arbeiders van het betrokken bedrijf vertegenwoordigen.

ART. 6.

Bij Koninklijk besluit mogen de bij de artikelen 2 en 3 vastgestelde grenzen overschreden worden :

- 1° In de bedrijven of bedrijfstakken, waarin de tot uitvoering van den arbeid noodige tijd, wegens den aard er van, niet nauwkeurig kan worden bepaald;
- 2° In de bedrijven, waarin de verwerkte grondstoffen voor spoedige ont-aarding vatbaar zijn.

Bij hetzelfde besluit moet worden bepaald het maximum-getal overuren voor elk geval toegelaten.

ART. 7.

L'autorisation de faire travailler au delà des nombres maximums d'heures fixés par les articles 2 et 3 et des limites prévues aux articles 5 et 6 pourra être accordée, pour un temps déterminé, par le Gouverneur, sur le rapport de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur des mines compétent et après consultation des groupements de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés, en vue de permettre au chef d'entreprise de faire face à des surcroîts extraordinaires de commandes occasionnés par des événements imprévus.

L'arrêté du Gouverneur cessera ses effets, si, dans les dix jours de sa date, il n'est approuvé par le Ministre qui a dans ses attributions la police de l'industrie.

L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de trois mois dans le cours d'une année.

ART. 8.

La journée de travail est comprise entre 6 heures du matin et 8 heures du soir.

Cette disposition ne s'applique pas cependant :

- 1° Aux bureaux des hôtels et des entreprises de spectacles publics;
- 2° Aux entreprises de journaux;
- 3° Aux agences d'information;
- 4° Aux entreprises de transport par terre;

5° Aux travaux de chargement, déchargement et manutention des marchandises dans les ports, débarcadères, entrepôts, stations;

6° A la réparation et à l'entretien des navires;

7° Aux usines à gaz et aux entreprises de distribution d'eau;

ART. 7.

De machtiging om buiten het maximum- ural, vastgesteld bij de artikelen 2 en 3, en buiten de grenzen, voorzien bij de artikelen 5 en 6, te laten arbeiden kan, voor een bepaalden tijd, verleend worden door den Gouverneur, op verslag van den arbeidsopziener of van den bevoegden mijnkorpsingenieur en na raadpleging van de betrokken groepen der bedrijfshoofden en der arbeiders, ten einde het bedrijfshoofd in staat te stellen in het afdoen van wegens onvoorziene gebeurtenissen buitengewoon talrijke bestellingen te voorzien.

Het besluit van den Gouverneur houdt op van kracht te zijn, indien het, binnen de tien dagen zijner dagteekening, niet goedgekeurd wordt door den Minister tot wiens ambtsbevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

Bedoelde machtiging kan niet langer verleend worden dan voor drie maand in een jaar.

ART. 8.

De arbeidsdag ligt begrepen tusschen 6 uur 's morgens en 8 uur 's avonds.

Die bepaling is evenwel niet van toepassing op :

- 1° De bureau's der hotels en der openbare tooneelbedrijven;
- 2° De krantondernemingen;
- 3° De inlichtingsagentschappen;
- 4° De bedrijven voor vervoer te lande;

5° Het laden, lossen en behandelen der koopwaren in de havens, los- en stapelplaatsen, statien;

6° Het herstellen en onderhouden der schepen;

7° De gas- en watervoorzieningsbedrijven;

8° A la production, la transformation, la transmission de l'électricité et de la force motrice;

9° Aux entreprises où les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide et seraient exposées à périr dans le cas d'une interruption trop longue du travail;

10° Aux travaux dont l'exécution ne peut, en raison de leur nature, être interrompue ou retardée, ou ne peut avoir lieu qu'à des heures déterminées;

11° Aux entreprises ou branches d'entreprise où le travail est organisé par équipes successives.

Dans les boulangeries, la journée de travail pourra être comprise entre 4 heures du matin et 9 heures du soir.

Le Roi pourra autoriser des dérogations à la disposition de l'alinéa premier dans les industries qui sont soumises à l'influence des saisons.

ART. 9.

Les limites fixées ou prévues aux articles 2 à 8 peuvent être excédées en ce qui concerne :

1° Les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent nécessairement être effectués en dehors du temps assigné au travail général de production;

2° Les travaux entrepris en vue de faire face à un accident survenu ou imminent;

3° Les travaux urgents à effectuer aux machines ou au matériel et les travaux commandés par une force majeure ou nécessité imprévue, pour autant que l'exécution en dehors des heures ordinaires de travail en soit indispensable pour éviter une entrave sérieuse à la marche normale de l'exploitation.

Les travaux prévus aux n°s 2 et 3

8° Het voortbrengen, verwerken, overbrengen van elektriciteit en drijfkracht;

9° De bedrijven, waarin de verwerkte grondstoffen voor spoedige ontaarding vatbaar zijn en zouden blootgesteld zijn aan bederf in geval van een te lange arbeidsonderbreking;

10° De werken, waarvan de uitvoering, wegens hun aard, niet onderbroken noch uitgesteld mag worden, of die slechts op bepaalde uren verricht kunnen worden.

11° De bedrijven of bedrijfstakken, waarin het werk door wisselploegen wordt verricht.

In de broodbakkerijen mag de arbeidsduur begrepen liggen tusschen 4 uur 's morgens en 9 uur 's avonds.

De Koning kan er toe machtigen van de bepaling van lid I af te wijken in de seizoenbedrijven.

ART. 9.

De grenzen vastgesteld of voorzien bij de artikelen 2 tot 8 mogen overschreden worden wanneer het geldt :

1° Voorbereidende of aanvullende werken, die noodzakelijk moeten verricht worden buiten den voor het algemeen voortbrengingswerk gesteldentijd.

2° Werken, die geschieden om een overkomen of dreigend ongeval te verhelpen of te verhinderen;

3° Dringende werken aan machines of aan materieel en werken opgedrongen door overmacht of door een onvoorziene noodwendigheid, voor zoover de uitvoering er van buiten de gewone arbeidsuren volstrekt noodzakelijk zij om een ernstige belemmering in den gewonen gang van het bedrijf te verhinderen.

De onder nummers 2 en 3 voorziene

pourront être exécutés dans ces conditions tant par les ouvriers d'une entreprise étrangère que par ceux de l'exploitation même.

Un arrêté royal déterminera les travaux préparatoires ou complémentaires dont il est question au n° 1, ainsi que la mesure dans laquelle les limites fixées ou prévues aux articles 2 à 8 pourront être dépassées.

Le Roi pourra établir des dérogations en ce qui concerne les agents dont le travail est essentiellement intermittent.

ART. 10.

En faisant usage de la dérogation énoncée au deuxième alinéa de l'article 2, les chefs d'entreprise veilleront à ne pas prolonger la durée du travail au-delà de neuf heures.

La limite sera de dix heures lorsqu'il sera fait usage de la dérogation énoncée à l'article 3.

Le temps de présence des personnes chargées de l'exécution des travaux préparatoires ou complémentaires dont il est question à l'article 9 ne pourra être prolongé de plus de deux heures par jour au delà de celui des ouvriers occupés au travail général de production.

ART. 11.

En ce qui concerne les mines de houille, la durée du travail permise peut être réduite par arrêté royal pour les ouvriers occupés dans des chantiers rendus particulièrement insalubres, notamment par une chaleur ou une humidité excessives.

werken mogen onder zulke omstandigheden zoowel door de arbeiders van een ander bedrijf als door die van het bedrijf zelf worden uitgevoerd.

Een koninklijk besluit zal de voorbereidende of aanvullende werken, waarvan sprake onder nummer 1, bepalen, evenals de mate, binnen welke boven bepaalde of voorziene grenzen mogen overschreden worden.

De Koning kan afwijkingen toelaten wat betreft de agenten, die hun werk hoofdzakelijk bij tussenpoozen moeten verrichten.

ART. 10.

Gebruik makende van de in het tweede lid van artikel 2 vermelde afwijking, moeten de bedrijfshoofden er voor zorgen dat de arbeidsduur niet boven negen uur verlengd wordt.

De grens is tien uur, wanneer gebruik gemaakt wordt van de in artikel 3 vermelde afwijking.

De aanwezigheidsduur der personen, belast met het uitvoeren der voorbereidende of aanvullende werken, waarvan sprake in artikel 9, mag met niet meer dan twee uur daags, buiten den aanwezigheidsduur der aan het algemeen voortbrengingswerk gebezigde arbeiders, verlengd worden.

ART. 11.

Wat betreft de steenkoolmijnen, kan de toegelaten arbeidsduur bij koninklijk besluit worden verminderd voor arbeiders, in, onder meer wegens overmatige warmte of vochtigheid, bijzonder ongezonde ruimten werkzaam.

ART. 12.

Le Roi pourra suspendre l'application des limitations énoncées ou prévues par la présente loi, en cas de guerre ou en cas d'évènement présentant un danger pour la sécurité nationale.

ART. 13.

La diminution de la durée du travail résultant de l'application de la présente loi ne peut, en aucun cas, entraîner une diminution du salaire.

En outre, dans les cas prévus aux articles 5, 6 et 7, le travail effectué en dehors des limites fixées aux articles 2 et 3 sera payé à un taux qui dépassera de 25 % au moins celui de la rémunération ordinaire.

Il en sera de même des travaux dont il est question à l'article 9, dans la mesure où il aura été fait usage de la dérogation qui s'y trouve énoncée.

ART. 14.

Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 1^{er}, 4, 5, alinéas 1 à 4, et par les articles 6, 9 et 27, le Roi consultera :

- 1^o Les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés;
- 2^o Les sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail;
- 3^o Le Conseil supérieur de l'hygiène publique;
- 4^o Le Conseil supérieur du travail.

Les collèges et associations consultés en vertu du présent article feront parvenir leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en sera faite; à défaut de quoi, il sera passé outre.

ART. 12.

In geval van oorlog of van een gebeurtenis, die een gevaar voor s' Lands veiligheid biedt, kan de Koning de toepassing van de bij deze wet uitgedrukte of voorziene beperkingen schorsen,

ART. 13.

De wegens toepassing dezer wet verzoorzaakte korting van arbeidsduur, mag, in geen geval, loonvermindering ten gevolge hebben.

Bovendien, in de bij de artikelen 5, 6 en 7 voorziene gevallen, moet het, buiten de bij artikelen 2 en 3 bepaalde grenzen, verricht werk minstens 25 % meer betaald worden dan het gewoon werk.

Hetzelfde geldt voor de werken, waarvan sprake in artikel 9, voor zoover gebruik gemaakt werd van de er in vermelde afwijking.

ART. 14.

Ten einde de Hem bij de artikelen 1, 4, 5, leden 1 tot 4 en bij de artikelen 6, 9 en 27 gegeven opdracht te volbrengen, raadpleegt de Koning :

- 1^o De vereenigingen der betrokken bedrijfshoofden en arbeiders;
- 2^o De bevoegde afdelingen der nijverheids- en arbeidsraden;
- 3^o Den Hoogeren gezondheidsraad;
- 4^o Den Hoogeren arbeidsraad.

De krachtens dit artikel geraadpleegde colleges en vereenigingen brengen hun advies uit binnen de twee maand nadat het hun wordt gevraagd, zooniet zal het niet worden in acht genomen.

Les arrêtés seront publiés au *Moniteur*.

Ils devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les associations de chefs d'entreprise et de travailleurs intéressés.

Art. 15.

Dans les exploitations qui ne sont pas soumises à la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier, un avis, rédigé par le chef d'entreprise, indique le commencement et la fin de la journée de travail régulière et les intervalles de repos. Cet avis est et reste affiché dans les locaux de l'entreprise à un endroit apparent.

Tout changement au régime ainsi défini sera porté à la connaissance des travailleurs intéressés vingt-quatre heures d'avance au moins à l'aide d'un avis affiché dans les mêmes conditions.

Les avis seront datés et signés, ils indiqueront la date de l'entrée en vigueur du régime ou du changement de régime qui s'y trouve énoncé.

Ils doivent être rédigés soit en français, soit en flamand, soit en allemand, ou en plusieurs de ces langues, de manière à être compris par tous les travailleurs intéressés.

Tout travailleur intéressé a le droit d'en prendre copie.

Lorsqu'un régime ou un changement de régime aura cessé d'être en vigueur, l'avis qui s'y rapporte devra être conservé pendant une année.

De besluiten moeten in den *Moniteur Belge* bekend gemaakt worden,

Wanneer afspraken bestaan tusschen de vereenigingen der betrokken bedrijfs- hoofden en die der betrokken arbeiders moeten ze zich daarnaar gedragen.

Art. 15.

In de niet door de wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen beheerschte bedrijven, duidt een door het bedrijfshoofd opgesteld bericht den aanvang en het einde van den gewonen arbeidsdag evenals de schafttijden aan. Bedoeld bericht wordt en blijft in de bedrijfsruimten op een in 't oog vallende plaats opgehangen.

Elke wijziging in het aldus bepaald stelsel moet, ten minste vier-en-twintig uur vooraf door middel van een onder gelijke omstandigheden opgehangen bericht, ter kennis van de betrokken arbeiders worden gebracht.

De berichten moeten van dag- en naamteekening voorzien zijn, zij moeten den datum van het in werking treden van, of van de wijziging aan het erin vermeld stelsel aangeven.

Zij moeten, 'tzij in de Fransche, 'tzij in de Nederlansche, 'tzij in de Duitsehe, 'tzij in meerdere dier talen opgesteld zijn, in dier voege, dat ze door al de betrokken arbeiders verstaan worden.

Iedere betrokken arbeider heeft het recht er een afschrift van te nemen.

Wanneer een stelsel of een stelselwijziging zal opgehouden hebben van kracht te zijn, moet het daarmee in verband staand bericht nog een jaar lang bewaard blijven.

ART. 16.

Les chefs d'entreprise consigneront, au fur et à mesure, dans un registre spécial, les heures supplémentaires ou fractions d'heures supplémentaires pendant lesquelles ils auront fait travailler par application des articles 5, 6, 7 et 9, en même temps que le nombre des travailleurs qui auront été ainsi occupés.

Ils se conformeront en outre à toutes autres dispositions établies par arrêté royal en vue du contrôle.

ART. 17.

Le commencement et la fin de la journée de travail et les intervalles de repos seront fixés dans le règlement d'atelier ainsi que dans les avis dont l'affichage est prescrit à l'article 15 ci-dessus et à l'article 11^{bis} de la loi du 15 juin 1896, de manière à ne pas excéder les limites établies par la présente loi et par les arrêtés pris en vue de son exécution.

Sauf dans les cas prévus à l'article 5, n° 2, aux articles 6, 7, 8, n° 5 et 6 et à l'article 9, n° 2 et 3, il est interdit de faire travailler en dehors du temps de travail déterminé comme il est dit à l'alinéa précédent.

ART. 18.

Dés fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'exécution de la présente loi, sans préjudice aux devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire.

Leurs attributions sont déterminées par arrêté royal.

ART. 16.

De bedrijfshoofden moeten, naar gelang zulks voorkomt, de overuren of breuken van overuren, gedurende dewelke ze bij toepassing der artikelen 5, 6, 7 en 9 doen werken hebben, evenals het getal aldus tewerk gestelde arbeiders in een bijzonder register aantekenen.

Zij moeten zich bovendien gedragen naar al de, met het oog op het toezicht, bij koninklijk besluit vastgestelde bepalingen.

ART. 17.

De aanvang en het einde van den werkdag evenals de schafttijden worden bepaald in het werkplaatsreglement alsmede in de berichten, waarvan de bekendmaking voorgeschreven wordt bij bovenvermeld artikel 15 en bij artikel 11^{bis} der wet van 15 Juni 1896, in dier voege dat de, bij deze wet en bij de met het oog op de uitvoering er van genomen besluiten, vastgestelde grenzen niet overschreden worden.

Behoudens in de bij artikel 5, n° 2, bij de artikelen 6, 7, 8 n° 5 en 6 en bij artikel 9, n° 2 en 3 voorziene gevallen, is het verboden buiten den als in het vorig lid bepaalden arbeidstijd te doen arbeiden.

ART. 18.

Ambtenaren door de Regeering aangesteld waken op de naleving dezer wet, onverminderd de verrichtingen, die aan de ambtenaren der rechterlijke politie zijn opgelegd.

Hun ambtsbevoegdheid wordt bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 19.

Les fonctionnaires désignés en vertu de l'article précédent ont la libre entrée des établissements désignés à l'article premier.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants, préposés et travailleurs sont tenus de leur fournir les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

Communication leur sera donnée, à leur demande, du registre dont la tenue est prescrite par l'article 16 ainsi que des avis dont il est question à l'article 15 et qui sont relatifs à des régimes abolis.

En cas d'infraction à la loi, ces fonctionnaires dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire.

Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 20.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants ou préposés qui auront contrevenu aux défenses énoncées dans la présente loi et dans les arrêtés relatifs à son exécution, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

Il en sera de même des chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui ne se seront pas conformés aux dispositions de l'article 13.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées en contravention à la loi ou aux arrêtés sans que la somme des peines puisse excéder 1,000 francs.

ART. 19.

De ambtenaren krachtens het vorig artikel aangesteld hebben vrijen toegang tot de in artikel één vermelde inrichtingen.

De bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders, zaakvoerders, beambten en arbeiders zijn er toe gehouden hun de inlichtingen te verschaffen, die ze vragen om zich van de naleving der wet te vergewissen.

Op hun verzoek moet hun het bij artikel 16 voorgeschreven te houden register ter inzage worden aangeboden, evenzoo de berichten, waarvan sprake in artikel 15 en betrekking hebbende op afgeschafte stelsels.

In geval van inbreuk op de wet doen die ambtenaren daarvan blijken bij proces-verbaal, dat behoudens bewijs van het tegendeel rechtsgeldig is.

Een afschrift van het proces-verbaal moet den wetschender, op straf van nietigheid, binnen de acht-en-veertig uur overgemaakt worden.

ART. 20.

De bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders, zaakvoerders of beambten, die de, in deze wet en in de met de uitvoering er van in verband staande besluiten, uitgedrukte verbodsbepalingen overtreden, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank.

Hetzelfde geldt voor de bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders of zaakvoerders, die de bepalingen van artikel 13 niet zullen hebben nageleefd.

De geldboete wordt toegepast zooveel maal als er personen in strijd met de wet of met de besluiten werden gebzigd, zonder dat de gezamenlijke geldboeten de som van 1,000 frank mogen overschrijden.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, les peines seront doublées sans que le total des amendes puisse dépasser 2,000 francs.

ART. 21.

Les chefs d'entreprise, patrons, propriétaires, directeurs, gérants, préposés ou travailleurs qui auront mis obstacle à la surveillance organisée en vertu de la présente loi, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'application des peines comminées par les articles 269 à 274 du Code pénal.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 22.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions des articles 15, 16, 1^{er} alinéa, 17, 1^{er} alinéa ou des arrêtés prévus à l'article 16, 2^e alinéa, seront punis d'une amende de 26 à 100 francs.

En cas de récidive dans l'année à partir de la condamnation antérieure, la peine sera doublée.

ART. 23.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs directeurs, gérants ou préposés.

ART. 24.

Par dérogation à l'article 100 du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 du livre I^{er} de ce Code seront applicables

Bij herhaling binnen het jaar na de vorige veroordeeling, worden de straffen verdubbeld zonder dat de gezamenlijke geldboeten de som van 2,000 frank mogen overtreffen.

ART. 21.

De bedrijfshoofden, ondernemers, eigenaars, bestuurders, zaakvoerders, beambten of arbeiders, die het toezicht belemmeren door deze wet voorgeschreven, worden gestraft met een geldboete van 26 tot 100 frank, desgevallend onverminderd de toepassing der straffen voorzien bij de artikelen 269 tot 274 van het Strafwetboek.

Bij herhaling binnen het jaar na de vorige veroordeeling, wordt de straf verdubbeld.

ART. 22.

De bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders of zaakvoerders, overtreders van de, in de artikelen 15, 16, 1^e lid, 17, 1^e lid vervatte bepalingen of van de bij artikel 16, 2^e lid voorziene besluiten, worden gestraft met een boete van 26 tot 100 frank.

Bij herhaling binnen het jaar na de vorige veroordeeling, wordt de straf verdubbeld.

ART. 23.

De bedrijfshoofden zijn burgerlijk aansprakelijk voor het betalen der geldboeten, ten laste van hun bestuurders, zaakvoerders of gelastigden uitgesproken.

ART. 24.

Bij afwijking van artikel 100 van het Strafwetboek zijn hoofdstuk VII en artikel 85 van boek I van bedoeld Straf-

aux infractions prévues par la présente loi.

Toutefois, l'article 85 dudit Code ne sera pas appliqué en cas de récidive.

ART. 25.

L'action publique résultant d'une infraction aux dispositions de la présente loi sera prescrite après une année révolue, à compter du jour où l'infraction a été commise.

ART. 26.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

ART. 27.

La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1921.

Le Roi pourra, néanmoins, après avoir pris l'avis des collèges et associations visés à l'article 14, décréter que les dispositions de la présente loi entreront en vigueur, à une date antérieure, soit pour un groupe d'industries, soit pour une industrie ou un métier spécialement désignés.

Dispositions additionnelles.

ART. 28.

Les dispositions A et B ci-dessous sont intercalées respectivement après le n° 1 de l'article 2 et après l'article 11 de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements d'atelier :

A. — « Lorsque le travail est organisé par équipes successives, ces indications sont données séparément pour chaque équipe. Le règlement d'atelier fera également connaître, dans ce cas,

wetboek toepasselijk op de bij deze wet voorziene overtredingen.

Evenwel wordt artikel 85 van bedoeld Strafwetboek niet toegepast in geval van herhaling.

ART. 25.

De straffordering, ingevolge een overtreding dezer wet, zal vervallen zijn een vol jaar na den dag, waarop de overtreding begaan werd.

ART. 26.

Om de drie jaar zal de Regeering over de uitvoering en de uitwerkselen der wet verslag doen aan de Kamers.

ART. 27.

Deze wet treedt in werking den 1 Juli 1921.

De Koning mag, na het advies te hebben ingewonnen der bij artikel 14 bedoelde colleges en vereenigingen, bevelen dat de bepalingen dezer wet, 'tzij voor eene groep bedrijven, 'tzij voor een bijzonder aangeduid bedrijf of ambacht, vroeger in werking zullen treden.

Bijkomende bepalingen.

ART. 28.

Beneden vermelde bepalingen A en B worden ingelascht onderscheidenlijk na nummer 1 van artikel 2 en na artikel 11 der wet van 15 Juni 1896 op de werkplaatsreglementen.

A. — « Wanneer het werk door wisselploegen wordt verricht, worden bedoelde aanduidingen voor elke ploeg afzonderlijk gegeven. In dat geval maakt het werkplaatsreglement eveneens be-

quand et comment l'alternance des équipes s'effectuera.

» En ce qui concerne les travaux souterrains des mines de houille, l'indication du commencement et de la fin de la journée de travail régulière sera remplacée par celles des heures du commencement et de la fin de la descente et de la montée de chaque poste. L'horaire sera approuvé au préalable par l'administration des mines. »

B. — « ART. 11^{bis}. — Les règles énoncées par les articles 7 et 8 ne sont pas obligatoires en tant qu'il s'agit d'un changement temporaire apporté, du consentement des travailleurs intéressés, au commencement et à la fin de la journée de travail régulière et aux intervalles de repos dans les entreprises dont il est question à l'article 3, n° 1 et 3, de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures. Il en est de même en cas de modification temporaire introduite par application des dispositions de l'article 7 de la même loi.

» Lorsque le chef d'entreprise fait usage de la dérogation énoncée ci-dessus, il est tenu de porter le changement de régime à la connaissance des travailleurs intéressés vingt-quatre heures d'avance au moins, à l'aide d'un avis, qui est et reste affiché dans les locaux de l'entreprise, à un endroit apparent.

» L'avis est daté et signé; il indique la date de l'entrée en vigueur du changement de régime auquel il se rapporte.

» Il doit être rédigé, soit en français, soit en flamand, soit en allemand, ou en plusieurs de ces langues, de manière à être compris par tous les travailleurs intéressés.

kend, wanneer en hoe de ploegafwisseling moet geschieden.

» Wat betreft de ondergrondse werken in de steenkoolmijnen moet de aanduiding van den aanvang en van het einde van den gewonen arbeidsdag vervangen worden door de aanduiding van den aanvang en van het einde der invaart alsmede van den aanvang en van het einde der uitvaart voor elken post. De uurrooster moet vóóraf goedgekeurd worden door de Administratie van het Mijnwezen. »

B. — « ART. 11^{bis}. — De voorschriften der artikelen 7 en 8 zijn niet van toepassing wanneer het geldt een met de toestemming der betrokken arbeiders toegebrachte tijdelijke wijziging aan den aanvang en het einde van den gewonen arbeidsdag en aan de schafttijden in de bedrijven, waarvan sprake in artikel 3 nummers 1 en 3 der wet tot invoering van den achturendag en van de acht-en-veertigurenweek. Hetzelfde geldt wanneer het er op aan komt een tijdelijke wijziging in te voeren bij toepassing der bepalingen van artikel 7 derzelfde wet.

» Wanneer het bedrijfshoofd gebruik maakt van bovenvermelde afwijking moet de stelselwijziging ten minste vier-en-twintig uur vóóraf, door middel van een bericht, dat in de bedrijfsruimten op een in 't oog vallende plaats opgehangen wordt en blijft, ter kennis van de betrokken arbeiders worden gebracht.

» Bedoeld bericht moet van dag- en naanteekening voorzien zijn; het moet den datum van het in werking treden der stelselwijziging, waarmee het in verband staat, aangeven.

» Het moet 'tzij in de Fransche, 'tzij in de Nederlandsche, 'tzij in de Duitse, 'tzij in meerdere dier talen opgesteld zijn, in dier voege, dat het door al de betrokken arbeiders verstaan wordt.

» Tout travailleur intéressé a le droit d'en prendre copie.

» Une copie de l'avis sera envoyée au Conseil de prud'hommes et à l'inspecteur du travail. »

ART. 29.

Les dispositions de l'article 9, 1^{er} alinéa, et de l'article 10 de la loi du 15 juin 1896 sont complétées comme suit :

« ART. 9. — Le règlement ou les usages antérieurs subsistent jusqu'à la mise en vigueur du nouveau règlement d'atelier, sans préjudice, néanmoins, aux dispositions de l'article 11^{bis}.

» »

« ART. 10. — Sans préjudice aux dispositions de l'article 11^{bis}, les règlements faits conformément à la présente loi lient les parties pour toute la durée de l'engagement, tant dans les dispositions obligatoires prévues ci-dessus que dans les dispositions facultatives qui y seraient jointes en vue d'établir les conditions du contrat de travail. »

ART. 30.

Le texte ci-dessous est ajouté à l'article 16 de la loi du 15 juin 1896 :

« Seront punis d'une amende de 26 à 100 francs, les chefs d'entreprise, patrons, directeurs ou gérants qui, à défaut de se conformer aux dispositions des articles 7 et 8, auront omis d'afficher, de la manière prescrite, les changements temporaires dont il est question à l'article 11^{bis}. »

» Iedere betrokken arbeider heeft het recht er een afschrift van te nemen.

» Een afschrift van het bericht moet aan den werkrechttersraad en een aan den arbeidsoptziener gezonden worden. »

ART. 29.

De bepalingen van artikel 9, 1^e lid en van artikel 10 der wet van 15 Juni 1896 worden aangevuld als volgt :

« ART. 9. — Het vroeger reglement of de vroegere gebruiken blijven bestaan tot het in werking treden van het nieuw werkplaatsreglement, onverminderd nochtans, de bepalingen van artikel 11^{bis}.

» »

« ART. 10. — Onverminderd de bepalingen van artikel 11^{bis} verbinden, de overeenkomstig deze wet opgemaakte reglementen, partijen voor gansch den duur der dienstneming zoowel voor de hierboven vermelde verplichte bepalingen als voor de niet verplichte bepalingen, die er mochten bijgevoegd zijn tot vaststelling der voorwaarden van de arbeidsovereenkomst. »

ART. 30.

Benedenstaande tekst wordt toegevoegd aan artikel 16 der wet van 15 Juni 1896 :

« Worden gestraft met een boete van 26 tot 100 frank de bedrijfshoofden, ondernemers, bestuurders of zaakvoerders die, zich niet gedragende naar de bepalingen der artikelen 7 en 8, verzuimd hebben, de tijdelijke wijzigingen, waarvan sprake in artikel 11^{bis}, naar de voorgeschreven wijze op te hangen. »

ART. 31.

L'article 1^{er}, alinéas 1 à 6, l'article 3, l'article 6, alinéa 2, les articles 7 à 14 et l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi sur le travail des femmes et des enfants sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ARTICLE PREMIER. — La présente loi s'applique au travail qui s'exécute :

» 1° Dans les entreprises soumises à la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures ;

» 2° Dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

» 3° Dans les transports par eau ;

» 4° Dans les restaurants et débits de boissons.

»

« ART. 3. — Il est interdit d'employer au travail les enfants de moins de 14 ans.

» Cette disposition s'applique même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise.

» Elle ne s'applique pas aux écoles professionnelles, à la condition que l'organisation en soit approuvée et que le fonctionnement en soit surveillé par l'autorité publique. »

« ART. 6. —

» Sans préjudice aux dispositions de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures, les enfants âgés de moins de 16 ans, ainsi que les filles ou les femmes de moins de 21 ans, ne pourront être employés au travail plus de dix heures par jour.

» Pour huit heures de travail effectif ou moins, la durée totale des repos ne sera pas inférieure à une heure. Elle

ART. 31.

Artikel 1, leden 1 tot 6 ; artikel 3 ; artikel 6, lid 2 ; de artikelen 7 tot 14 en artikel 15, lid 1, der wet op vrouwen- en kinderarbeid worden door de volgende bepalingen vervangen :

« ARTIKEL EÉN. -- Deze wet is van toepassing op den arbeid verricht :

» 1° In de door de wet tot invoering van den achturendag en van de acht-en-veertig urenweek beheerschte bedrijven ;

» 2° In de bij de gevaarlijke ongezonde of hinderlijke ingedeelde inrichtingen ;

» 3° In de bedrijven voor vervoer te water ;

» 4° In de spijshuizen en dranksluiterijen.

»

« ART. 3. — Het is verboden kinderen beneden 14 jaar arbeid te doen verrichten.

» Deze bepaling is van toepassing zelfs op den arbeid, die aan huis wordt verricht voor rekening van een bedrijfs-hoofd.

» Zij is niet van toepassing op de beroepsscholen onder voorwaarde dat de inrichting er van goedgekeurd zij en hare werking onder het toezicht sta van de openbare overheid ».

« ART 6. —

» Onverminderd de bepalingen der wet tot invoering van den acht-urendag en van de acht-en-veertig urenweek mogen kinderen beneden 16 jaar, alsmede meisjes of vrouwen beneden 21 jaar niet langer aan den arbeid gebezigd worden dan tien uur daags.

» Voor een werkelijken arbeidstijd van minstens acht uur mag de gezamenlijke duur der schoftijden niet minder

sera d'une heure et quart au moins pour un travail dépassant huit heures, mais n'excédant pas neuf heures. Au-dessus de neuf heures de travail, elle atteindra au moins une heure et demie.

» Toutefois, lorsque le travail est organisé par équipes successives, le minimum de repos est fixé à une demi-heure.

» »

« ART. 7. — Le travail de nuit est interdit à toutes les femmes, sans distinction d'âge, ainsi qu'aux garçons de moins de 18 ans. »

« ART. 8. — Le repos de nuit doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Dans ces onze heures est compris l'intervalle de 10 heures du soir à 5 heures du matin, sans préjudice à la prescription de l'article 8, premier alinéa, de la loi instituant la journée de huit heures et la semaine de quarante-huit heures. »

« ART. 9. — Toutefois, dans les mines de houille, les garçons de plus de 16 ans peuvent être employés après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin, lorsque les périodes de travail de l'équipe à laquelle ils appartiennent, sont coupées par des intervalles de quinze heures au moins. »

« ART. 10. — Le Roi peut autoriser, soit purement et simplement, soit moyennant certaines conditions, l'emploi de garçons de plus de 16 ans après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin, dans les exploitations énumérées ci-après, à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit :

» Usines de fer et d'acier (travaux où l'on fait usage de fours à réverbère ou à régénération, et galvanisation de la

bedragen dan een uur. Hij moet een uur en een kwartier bedragen wanneer de arbeidstijd meer dan acht maar niet langer dan negen uur duurt. Boven negen uur moet een anderhalf uur schofttijd worden verleend.

» Wanneer echter het werk door wisselploegen wordt verricht, moet de minimum schofttijd een half uur bedragen.

» »

« ART. 7. — Nachtarbeid is aan alle vrouwen, zonder onderscheid van leeftijd, alsmede aan jongens beneden 18 jaar, verboden ».

« ART. 8. — De nachtrust moet ten minste elf achtereenvolgende uren aanloopen; tot die elf uren behoort de tijdruimte van tien uur 's avonds tot vijf uur 's morgens onverminderd de bepaling van artikel 8, lid 1, der wet tot invoering van den achturendag en van de acht-en-veertig urenweek ».

« ART. 9. — In de steenkoolmijnen evenwel, mogen jongens boven 16 jaar aan den arbeid gebezigd worden na 10 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens, wanneer de arbeidstijden van de ploegen, waarbij ze behooren, afgewisseld worden door tusschenpoozen van ten minste vijftien uur ».

« ART. 10. — De Koning kan onvoorwaardelijk of voorwaardelijk het gebruik machtigen van jongens boven 16 jaar, na 10 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens, in navermelde bedrijven, waar het arbeid geldt, die uiteraard noodzakelijkerwijze dag en nacht moet worden voortgezét :

» In ijzer en staalfabrieken (werken, waarbij gebruik gemaakt wordt van vlam- of regeneratieovens; galvanisee-

tôle et du fil de fer, à l'exception du travail de décapage);

- » Verreries;
- » Fabriques de papier;
- » Sucreries où l'on traite le sucre brut;
- » Établissements où s'effectue la réduction du minerai d'or. »

« ART. 11. — Dans les restaurants et débits de boissons, le Roi peut, soit purement et simplement, soit sous certaines conditions, autoriser la prolongation du travail des femmes majeures au delà de 10 heures du soir, pourvu que l'intervalle entre la cessation et la reprise du travail reste de onze heures au minimum. »

« ART. 12. — Le Roi peut autoriser des dérogations aux prescriptions de l'article 8 en ce qui concerne les filles et femmes de plus de 18 ans, dans les industries où le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui sont susceptibles d'altération très rapide et dont la perte paraîtrait autrement inévitable. »

« ART. 13. — Dans les industries soumises à l'influence des saisons, le repos de nuit des filles et femmes âgées de plus de 18 ans peut être réduit à dix heures, soixante jours par an.

» Ces industries sont déterminées par arrêté royal. L'arrêté fixe les conditions dans lesquelles le chef d'entreprise qui use de la faculté prévue au présent article est tenu de prévenir l'inspecteur du travail. »

« ART. 14. — L'autorisation d'employer les garçons et filles de plus de 16 ans et les femmes après 10 heures du soir et avant 5 heures du matin pourra être accordée pour un temps déterminé, par les gouverneurs, sur le

ring van plaatijzer en ijzerdraad, met uitzondering van de afbijtingswerken;

- » Glasblazerijen;
- » Papierfabrieken;
- » Ruwsuikerkokerijen;
- » Goudertswasscherijen. »

« ART. 11. — Voor de spijshuizen en dranksluiterijen kan de Koning onvoorwaardelijk of voorwaardelijk machtiging verleen en den arbeid van meerderjarige vrouwen later te laten eindigen dan te 10 uur 's avonds, mits de tijdruimte tusschen het eindigen en het wederopnemen van den arbeid ten minste elf uur bedrage ».

« ART. 12. — De Koning mag, wat betreft meisjes of vrouwen boven 18 jaar, afwijkingen van de bepalingen van artikel 8 toelaten, in bedrijven, waarin wordt gearbeid, 'tzij aan grondstoffen, 'tzij aan in bewerking zijnde stoffen, welke voor spoedige ontarding vatbaar zijn en anders onvermijdelijk zouden verloren gaan ».

« ART. 13. — In de seizoenbedrijven mag de nachtrust der meisjes en vrouwen boven 18 jaar zestig dagen 's jaar op 10 uur worden gebracht.

» Die bedrijven worden bepaald bij Koninklijk besluit. Het besluit stelt vast onder welke vereischten het bedrijfs-hoofd, dat van het in dit artikel voorzien recht gebruik maakt, den arbeids-opziener daarvandi ent kennis te geven ».

« ART. 14. — De machtiging om jongens en meisjes boven 16 jaar en vrouwen na 10 uur 's avonds en vóór 5 uur 's morgens te gebruiken mag voor een onbepaalden tijd verleend worden door de Gouverneurs, op ver-

rapport de l'inspecteur du travail compétent, pour toutes les industries ou tous les métiers :

» 1° En cas de force majeure, lorsque, dans une entreprise, se produit une interruption d'exploitation impossible à prévoir et n'ayant pas un caractère périodique;

» 2° En cas de circonstances particulièrement graves et lorsque l'intérêt public l'exigera.

» L'arrêté du gouverneur cessera ses effets si, dans les dix jours de sa date, il n'est approuvé par le Ministre qui a dans ses attributions la police de l'industrie.

» L'autorisation ne pourra être accordée pour plus de soixante jours dans le cours d'une année.

» La durée du repos de nuit ne pourra être réduite à moins de dix heures. »

« ART. 15. — Pour exercer les attributions qui lui sont conférées par les articles 2, 4, 6 et 10 à 13 de la présente loi, le Roi prendra l'avis :

» »

Par dérogation à l'article 27, le présent article entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1922, à l'exception de la modification apportée au point de départ du repos de nuit des femmes, laquelle prendra cours le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur*.

ART. 32.

La disposition suivante est ajoutée à l'article 4 de la loi du 17 juillet 1905 sur le repos du dimanche :

« En ce qui concerne les industries où le travail, en raison de sa nature, ne souffre ni interruption, ni retard, un arrêté royal pourra autoriser un autre régime de repos compensatoire. »

slag van den bevoegden arbeidsopziener, voor al de bedrijven of al de ambachten :

» 1° In geval van overmacht, wanneer in een bedrijf een afbreking voorkomt, welke niet te voorzien was en niet van geregelden aard is;

» 2° In bijzonder gewichtige omstandigheden of indien het algemeen belang zulks vergt.

» Het besluit van den Gouverneur zal ophouden van kracht te zijn indien het, binnen de tien dagen zijner dagtekening, niet goedgekeurd wordt door den Minister tot wiens ambtsbevoegdheid de nijverheidspolitie behoort.

» Bedoelde machtiging kan niet langer verleend worden dan voor zestig dagen in een jaar.

» De nachtrust mag niet minder bedragen dan tien uur. »

« ART. 15. — Ten einde de Hem bij de artikelen 2, 4, 6 en 10 tot 13 dezen wet gegeven opdracht te volbrengen, raadpleegt de Koning :

» »

Bij afwijking van artikel 27, zal die artikel in werking treden den 1^{er} Juli 1922, ter uitzondering van de wijziging aan den aanvang van de nachtrust der vrouwen, welke wijziging in werking treedt den dag van de opname dezer wet in den *Moniteur Belge*.

ART. 32,

De volgende bepaling wordt toegevoegd aan artikel 4 der wet van 17 Juli 1905 op de zondagsrust :

« Wat betreft de bedrijven, waarin de arbeid wegens zijnen aard onderbroken noch uitgesteld mag worden, kan een koninklijk besluit er toe machtigen een ander ruststelsel ter vergoeding toe te passen. »

Par dérogation à l'article 27, cette disposition entrera en vigueur le jour de la publication de la présente loi, au *Moniteur*.

ART. 33.

La loi du 31 décembre 1909, qui limite la durée de la journée de travail dans les mines de houille, est abrogée.

Donné à Laeken, le 26 mars 1920.

Bij afwijking van artikel 27, treedt deze bepaling in werking den dag van de opname dezer wet in den *Moniteur Belge*.

ART. 33.

De wet van 31 December 1909, tot beperking van arbeidsduur in de steenkoolmijnen, wordt ingetrokken.

Gegeven te Laken, den 26^e Maart 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

33-34

BIJLAGEN

BIJLAGE A.

Ontwerp van overeenkomst tot het beperken op acht uren per dag en op acht-en-veertig uren per week van den arbeidsduur in de nijverheidsinrichtingen.

De Algemeene Konferentie der Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkerenbond,

Op 28 Oktober 1919 door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika te Washington bijeengeroepen,

Na het aannemen besloten te hebben van verschillende voorstellen, die betrekking hebben op de toepassing van het beginsel van den achturedag, vraagstuk dat het eerste punt van den zittijd der Konferentie te Washington uitmaakt, en

Nadat zij besloten heeft, dat die voorstellen zullen opgesteld worden onder vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst,

Neemt het onderstaande ontwerp van overeenkomst aan, dat, overeenkomstig de bepalingen van het op den arbeid betrekking hebbende deel van het Verdrag van Versailles van 29 Juni 1919, en van het verdrag van St-Germain, van 10 September 1919, door de leden van de Internationale Arbeidsorganisatie moet bekrachtigd worden.

ARTIKEL ÉÉN.

Voor de toepassing van deze overeenkomst zullen als « nijverheidsinrichtingen » aangezien worden :

- a) De mijnen, steengroeven en uitdelvingsbedrijven van allen aard ;
- b) De bedrijven in dewelke produkten gemaakt, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, afgewerkt of voor den verkoop bereid worden, of in dewelke de stoffen eene verandering ondergaan, de scheepsbouw, de bedrijven van materiëelafbraak, evenals het voortbrengen, het veranderen en het overbrengen van drijfkracht in 't algemeen en van elektriciteit inbegrepen ;
- c) Het bouwen, het herbouwen, het onderhouden, het herstellen, het veranderen of het afbreken van alle gebouwen, spoorwegen, tramwegen,

havens, dokken, havenhoofden, kanalen, binnenvaartinrichtingen, banen, tunnels, bruggen, viadukten, hoofdriolen, gewone riolen, putten, telegraaf- of telefooninrichtingen, elektrische inrichtingen, gasfabrieken, waterleiding en andere bouwwerken, alsmede de werken van voorbereiding en grondvesting der bovenstaande werken ;

d) Personen- of goederenvervoer per as, per spoor of te water (zee- of binnenvaart), de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, de werven en in de stapelplaatsen inbegrepen, met uitzondering van het vervoer met de hand.

De voorschriften betreffende het vervoer langs zee- en binnenvaartwegen zullen door een bijzondere konferentie over den arbeid der zeelieden en rivierschippers vastgesteld worden.

In elk land zal de bevoegde overheid de scheidingslijn tusschen de nijverheid eener- en den handel en den landbouw anderzijds bepalen.

ART. 2.

In alle openbare of partikuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden, van welken aard ook, met uitzondering van die waar alleen de gezinsleden van den ondernemer werkzaam zijn, mag voor het personeel de arbeidsduur acht uren per dag of acht en veertig uren per week niet overschrijden, behalve in de volgende uitzonderlijke gevallen :

a) De bepalingen van deze Overeenkomst zijn niet van toepassing op de personen, die een ambt van toezichter of bestuurder of een vertrouwenspost bekleeden ;

b) Wanneer, krachtens een wet of ingevolge het gebruik of overeenkomsten tusschen werkgevers- en arbeidersvereenigingen (of, bij gebrek aan zulke organisaties, tusschen de werkgevers- en de arbeidersvertegenwoordigers), de arbeidsduur van één of meer dagen der week korter is dan acht uren, mag door een akte der bevoegde overheid of bij overeenkomst tusschen de bovengenoemde vereenigingen of vertegenwoordigers der belanghebbenden toelating verleend worden om gedurende de andere dagen der week de acht uren te overschrijden. De bij deze paragraaf voorziene overschrijding mag in geen geval één uur per dag te boven gaan ;

c) Wanneer de werken in ploegen worden uitgevoerd, mag de arbeidsduur boven de acht uren per dag of de acht en veertig uren per week verlengd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde arbeidsduur, berekend over een tijdperk van drie weken of minder, acht uren per dag of acht en veertig uren per week niet overschrijdt.

ART. 3.

De in artikel 2 voorziene beperking van den arbeidsduur mag overschreden worden wanneer een ongeval zich heeft voorgedaan of dreigend is,

of wanneer werken aan machines of werktuigen bij dringendheid moeten uitgevoerd worden, of in geval van overmacht, doch slechts in zulke mate als voor het vermijden van een ernstige verhindering van den normalen gang der inrichting noodig is.

ART. 4.

De in artikel 2 voorziene beperking van den arbeidsduur mag overschreden worden in de werken in dewelke de voortdurende bedrijvigheid, door den aard van het werk zelf, door elkaar aflossende ploegen moet verzekerd worden, op voorwaarde dat de gemiddelde werktijd niet langer zij dan zes en vijftig uren per week. Dit stelsel zal geen invloed hebben op het verlof dat door de beschermingswetten aan de arbeiders wordt verzekerd in vervanging van hun wekelijkschen rustdag.

ART. 5.

In de uitzonderlijke gevallen, in dewelke de door artikel 2 vastgestelde beperkingen ontoepasselijk worden erkend, en slechts in die gevallen, kunnen de overeenkomsten tusschen arbeiders- en werkgeversverenigingen, indien de Regeering, die er mededeeling moet van krijgen, hun bepalingen in reglementen overzet, voor een lang tijdperk een tabel opmaken tot regeling van den dagelijkschen arbeidsduur.

De gemiddelde arbeidsduur, berekend op het aantal door de tabel vastgestelde weken, mag in geen geval de acht en veertig uren per week te boven gaan.

ART. 6.

Reglementen der openbare macht zullen per nijverheid of per beroep bepalen :

a) De bestendige afwijkingen die moeten toegestaan worden voor de voorbereidings- of de bijkomende werken die noodzakelijkerwijze buiten de voor het algemeen werk der inrichting voorgeschrevene beperking moeten geschieden, of voor zekere klassen van personen, wier arbeid onregelmatig is ;

b) De tijdelijke afwijkingen, die moeten toegestaan worden om aan de ondernemingen toe te laten buitengewonen overvloed van werk uit te voeren.

Deze regelingen moeten getroffen worden na raadpleging der belanghebbende werkgevers- en arbeidersverenigingen, daar waar er bestaan. Zij zullen het maximum aantal overuren bepalen die in elk geval mogen toegestaan worden. Het bedrag van het loon voor die overuren, zal ten minste 25 t. h. hooger zijn dan het normale loon.

ART. 7.

Elke Regeering zal aan het Internationaal Arbeidsbureau laten geworden :

a) Een lijst der werken, die zijn gerangschikt als inrichtingen, waarin de bedrijvigheid noodzakelijk voortdurend moet zijn, in de beteekenis van artikel 4;

b) Volledige inlichtingen over de toepassing der in artikel 5 voorziene overeenkomsten;

c) Volledige inlichtingen over de krachtens artikel 6 genomen reglementaire beschikkingen en hun toepassing.

Het Internationaal Arbeidsbureau zal desaangaande elk jaar aan de Algemeene Konferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie een verslag voorleggen.

ART. 8.

Om de toepassing der bepalingen van deze Overeenkomst te makkelijken, moet elke wetgever :

a) Bij middel van aanplakbrieven, die op in 't oog springende wijze in zijn inrichting of op elke andere behoorlijke plaats zijn opgehangen, of op elke andere door de Regeering goedgekeurde wijze, de uren op dewelke de arbeid aanvangt en eindigt of, indien de arbeid in ploegen wordt verricht, de uren op dewelke de beurt van elke ploeg begint en eindigt, kenbaar maken. De uren worden derwijze vastgesteld, dat de door deze overeenkomst voorziene beperkingen niet worden overschreden, en eens dat zij zijn aangekondigd, zullen zij niet kunnen gewijzigd worden dan op de wijze en in den berichtsvorm, die door de Regeering zijn goedgekeurd;

b) Op dezelfde wijze de rustpoozen, die tijdens den arbeidsduur zijn verleend en beschouwd worden als niet tot den arbeidstijd behorende, bekend maken;

c) In een boek, op de door de wetgeving van elk land of door een reglement der bevoegde overheid goedgekeurde wijze, al de overuren, die krachtens artikelen 3 en 6 van deze Overeenkomst worden gemaakt, inschrijven.

Het feit een persoon buiten de krachtens paragraaf *a* vastgestelde uren of binnen den krachtens paragraaf *b* vastgestelden tijd te laten werken, wordt onwettig beschouwd.

ART. 9.

De toepassing der huidige Overeenkomst in Japan brengt de volgende wijzigingen en voorwaarden mede :

a) Zullen aangezien worden als nijverheidsinrichtingen :

De in paragraaf *a* van artikel één vermelde inrichtingen ;

De in paragraaf *b* van artikel één vermelde inrichtingen, indien zij ten minste tien personen bezigen ;

De in paragraaf *c* van artikel één vermelde inrichtingen, onder voorbehoud, dat die inrichtingen zijn begrepen in de door de bevoegde overheid gegeven bepaling der « fabrieken » ;

De in paragraaf *d* van artikel één vermelde inrichtingen, behalve het personen- of goederenvervoer per as, de behandeling van koopwaren in de dokken, op de kaaien, in de havens en de stapelplaatsen, evenals het vervoer met de hand, zonder inachtneming van het aantal gebezigde personen ; die der in paragrafen *a* en *b* van artikel één vermelde nijverheidsinrichtingen, welke de bevoegde overheid zeer gevaarlijk of ongezonde werken omvattende, zou kunnen verklaren ;

b) De werkelijke arbeidsduur van elk persoon van ten minste 15 jaar, die in een openbare of partikuliere nijverheidsinrichting of haar aanhoorigheden aan 't werk is gesteld, mag de zeven en vijftig uren per week niet te boven gaan, behalve in de nijverheid der ruwe zijde, waar de werktijd op ten hoogste acht en zestig uren per week mag gebracht worden ;

c) De werkelijke arbeidsduur mag in geen geval langer zijn dan acht en veertig uren per week, noch voor de kinderen beneden 15 jaar, die in openbare of partikuliere nijverheidsinrichtingen of hun aanhoorigheden arbeiden, noch voor personen van gelijk welken leeftijd, die in de mijnen ondergrondschen arbeid verrichten ;

d) De beperking van den arbeidsduur kan gewijzigd worden in de door artikelen 2, 3, 4 en 5 van deze Overeenkomst voorziene voorwaarden, zonder dat evenwel de verhouding tusschen den duur der toegestane verlenging en den duur van de normale week grooter mag zijn dan de verhouding, die uit de vermelde artikels blijkt ;

e) Aan al de werklieden, zonder onderscheid van kategorie, zal een wekelijksche rusttijd van vier en twintig opeenvolgende uren verleend worden ;

f) De bepalingen der Japansche nijverheidswetgeving, waarbij de toepassing ervan tot de inrichtingen, waar ten minste vijftien personen worden gebezigd is beperkt, zullen zóó gewijzigd worden, dat voortaan de inrichtingen met ten minste tien personen onder toepassing van die wetgeving vallen ;

g) De bepalingen van bovenstaande paragrafen van dit artikel zullen ten laatste op 1 Juli 1922 van kracht worden ; de bepalingen vervat in artikel 4 zullen evenwel, zooals zij in paragraaf *d* van dit artikel zijn gewijzigd, ten laatste op 1 Juli 1923 in voege treden ;

h) De uiterste leeftijd van vijftien jaar die in paragraaf *c* van dit artikel is voorzien, zal ten laatste op 1 Juli 1925 op zestien jaar gebracht worden.

ART. 10.

In Britsch Indië, zal het beginsel der zestig-uren-week voor al de arbeiders, die werken in de nijverheden, welke thans door de nijverheids-

wetgeving, waarvan de Indische Regeering de toepassing verzekert zijn bedoeld, evenals in de mijnen en in de categorieën van spoorwegwerken welke de bevoegde overheid te dien einde zal vermelden, aangenomen worden. Deze overheid zal slechts wijzigingen aan bovenvermelde beperking kunnen toestaan, mits rekening te houden met de bepalingen die in artikelen 6 en 7 van deze Overeenkomst zijn vervat.

Wat de andere voorschriften betreft, zal de huidige Overeenkomst op Indië niet van toepassing zijn, doch een engere beperking van den arbeidsduur zal in een toekomenden zittijd der Algemeene Konferentie moeten onderzocht worden.

ART. 11.

De bepalingen van de huidige Overeenkomst zullen noch op China, noch op Perzië, noch op Siam toepasselijk zijn, maar de beperking van den arbeidsduur in die landen zal in een toekomenden zittijd van de Algemeene Konferentie moeten onderzocht worden.

ART. 12.

Voor de toepassing van de huidige Overeenkomst op Griekenland, zal de datum waarop die bepalingen zullen in voege treden verschoven worden tot 1 Juli 1923, voor de volgende nijverheidsinrichtingen :

1. Fabrieken van zwavelkoolstof;
2. Fabrieken van zuren;
3. Leerlooierijen;
4. Papierfabrieken;
5. Drukkerijen;
6. Zagerijen;
7. Opslagplaatsen van tabak en inrichtingen, waar de tabak wordt bereid;
8. Bovengrondsche mijnwerken;
9. Gieterijen;
10. Kalkfabrieken;
11. Ververijen;
12. Glasfabrieken (blazers);
13. Gasfabrieken (stokers);
14. Laden en lossen van koopwaren.

En ten laatste tot 1 Juli 1924, voor de volgende nijverheidsinrichtingen:

1. Mechaniekbedrijven, machinebouw, vervaardiging van brandkasten, weegschalen, bedden, jachtlood, ijzer- en bronsgieterijen, blikslagerijen, werkhuizen voor vertinning, fabrieken van waterwerktuigen;
2. Bouwbedrijven, kalkovens, cementfabrieken, plaasterfabrieken, pan-

nenbakkerijen, steenbakkerijen en vloersteenfabrieken, pottenbakkerijen, marmerzagerijen, grond- en bouwwerken ;

3. Vezelbedrijven, spinnerij en weverij van allen aard, met uitzondering der ververijen ;

4. Voedingsbedrijven : meelfabrieken, bakkerijen, fabrieken van voedingsdeeg, van wijnen, van alkohol en dranken, olieslagerijen, brouwerijen, ijs- en spuitwaterfabrieken, fabrieken van kleingoed in suiker en chocolade, worsten- en konservefabrieken, slachthuizen en vleeschhouwerijen ;

5. Scheikundige bedrijven : fabrieken van samengestelde kleuren, glasfabrieken (behalve de blazers), terpentijn- en wijnsteenfabrieken, fabrieken van zuurstof en artsenijprodukten, lijnoliefabrieken, glycerinefabrieken, fabrieken van kalkkarbuur, gasfabrieken (behalve de stokers) ;

6. Lederbedrijven : schoenfabrieken, fabrieken van artikelen in leder ;

7. Papiernijverheid en drukkerij, fabrieken van briefomslagen, registers, dozen, zakken, boekbinderijen, steen- en zinkdrukkerijen ;

8. Kleedingsbedrijven : klee- en linnennaaijerij, persingwerkplaatsen, dekenfabrieken, fabrieken van kunstbloemen, pluimen en passementwaren, fabrieken van hoeden en regenschermen ;

9. Houthedrijven : schrijnwerkerij, kuiperij, wagenmakerij, meubel- en stoelfabrieken, werkplaatsen voor inlijsting, borstel- en bezemfabrieken ;

10. Elektrische bedrijven : inrichtingen voor stroomverwekking, werkplaatsen voor het aanleggen van elektrische toestellen ;

11. Vervoer te land : spoorweg- en trambedienden, autovoerders, koetsiers en voerlieden.

ART. 13.

Voor de toepassing der huidige Overeenkomst in Roemenië, mag de datum waarop de bepalingen, luidens artikel 19, van kracht zullen worden, op 1 Juli 1924 gebracht worden.

ART. 14.

In geval van oorlog of van gebeurtenissen, die voor 's lands veiligheid gevaar opleveren, mogen de bepalingen van deze Overeenkomst in elk land, op bevel der Regeering, opgeheven worden.

ART. 15.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst, in de door deel XIII van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919 en van het Verdrag van St-Germain van 10 September 1919 voorzien voorwaarden, zullen ter kennis van den Algemeenen Secretaris van den Volkerenbond gebracht en door hem geregistreerd worden.

ART. 16.

Elk lid, dat de huidige Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich, ze in zijn koloniën, bezittingen of protektoraten zonder volledig zelfbestuur toe te passen, onder voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst door de lokale voorwaarden niet ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen, die zouden noodig zijn om de Overeenkomst aan de plaatselijke voorwaarden aan te passen, er kunnen in opgenomen worden.

Elk lid moet aan het Internationaal Arbeidsbureau kennis geven van zijn besluit omtrent elk van zijn koloniën, bezittingen of protektoraten zonder volledig zelfbestuur.

ART. 17.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Sekretariaat zullen geregistreerd zijn, zal de Algemeene Sekretaris van den Volkerenbond dit feit aan al de leden van de Internationale Arbeidsorganisatie bekend maken.

ART. 18.

De huidige Overeenkomst zal van kracht worden den dag, waarop die bekendmaking door den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond zal gedaan zijn; zij zal slechts bindend zijn voor de leden, die hun bekrachtiging op het Sekretariaat zullen laten registreeren hebben. In het vervolg zal deze Overeenkomst ten opzichte van elk ander lid van kracht worden, den dag, waarop de bekrachtiging van dit lid op het Sekretariaat zal geregistreerd zijn.

ART. 19.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot het toepassen van haar bepalingen ten laatste op 1 Juli 1921 en tot het treffen der maatregelen, die voor het werkdadig maken van die bepalingen zullen noodig zijn.

ART. 20.

Elk lid, dat deze Overeenkomst heeft bekrachtigd, mag ze, na afloop van een tijdperk van tien jaar na haar aanvankelijke van-kracht-wording, opzeggen, door een aan den Algemeenen Sekretaris van den Volkerenbond toegezonden en door hem geregistreerden akt. De opzegging zal slechts een jaar na haar registratie op het Sekretariaat van kracht zijn.

ART. 21.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal ten minste eens op tien jaar aan de Algemeene Konferentie een verslag over de toepassing der huidige Overeenkomst voorleggen en zal beslissen of de herziening of de wijziging van deze Overeenkomst op de agenda der Konferentie moet komen.

ART. 22.

De Fransche en de Engelsche teksten van deze Overeenkomst zijn beide wettig.

BIJLAGE B.**Ontwerp van overeenkomst, waarbij de leeftijd der kinderen wordt vastgesteld voor de aanneming tot nijverheidsarbeid.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe besloten te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van kinderen : ouderdom van aanneming tot den arbeid », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Er toe besloten hebbende die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d.d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d.d. 10 September 1919 :

ARTIKEL EEN.

Voor de toepassing dezer Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;

b) De bedrijven, waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan ; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit ;

c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, zeebrekers, vaarten, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken, die aan bovengemelde werken voorafgaan ;

d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en lossen aan dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen, waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel eenerzijds, en landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Kinderen van minder dan veertienjarigen leeftijd mogen in de openbare of private nijverheidsinrichtingen of in de aanhoorigheden ervan geen dienstverstrekkings verrichten noch er arbeiden, met uitzondering van die, waar alleen leden van één zelfde gezin gebezigd worden.

ART. 3.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet van toepassing zijn op in beroepsscholen verrichten kinderarbeid, onder voorwaarde dat die arbeid door de openbare overheid wordt goedgekeurd en bewaakt.

ART. 4.

Ten einde het mogelijk te maken toezicht te houden over de toepassing van de bepalingen dezer Overeenkomst, zal het hoofd van elke nijverheidsinrichting een register moeten bijhouden tot inschrijving van al de door hem gebezigde personen, die den leeftijd van zestien jaar niet bereikt hebben, met aanduiding van den datum hunner geboorte.

ART. 5.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Japan betreft, wordt tot navermelde wijzigingen aan artikel 2 gemachtigd :

a) Kinderen, die den leeftijd van twaalf jaar bereikt hebben, zullen tot den arbeid mogen aangenomen worden, als zij hun lagere studiën voleind hebben ;

b) Wat de reeds arbeidende kinderen tusschen twaalf- en veertienjarigen leeftijd betreft, zullen overgangsbepalingen mogen aangenomen worden.

De bepaling der huidige Japansche wet, waarbij kinderen van minder dan twaalfjarigen leeftijd tot eenige gemakkelijke en lichte werken mogen worden aangenomen, zal opgeheven worden.

ART. 6.

De bepalingen van artikel 2 zullen niet toegepast worden op Indië, doch in Indië zullen de kinderen van minder dan twaalfjarigen leeftijd niet gebezigd worden :

a) In de fabrieken met gebruik van drijfkracht en waar meer dan tien personen gebezigd worden :

b) In allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven;

c) In het vervoer van personen of van goederen, den postdienst per spoor, en in het laden en lossen der goederen aan de dokken, kaaien en pieren, met uitzondering van handvervoer.

ART. 7.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d.d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d.d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 8.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe ze onder het volgende voorbehoud toe te passen in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 9.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 10.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage, waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander lid, in werking treden ten dage, waarop de bekrachtiging van dit lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 11.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen ervan, uiterlijk den 1^o Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 12.

Elk lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 13.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 14.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide bewijzende kracht hebben.

BIJLAGE C.

**Ontwerp van Overeenkomst betreffende nachtarbeid van kinderen
in de nijverheid.**

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe besloten te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van kinderen gedurende den nacht », aangelegenheid vervat in het vierde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Er toe besloten hebbende die voordrachten in den vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919.

ARTIKEL EEN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en uitdelvingsbedrijven ;
- b) De bedrijven waarin voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, berèid, of waar stoffen een omzetting ondergaan; met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, zeebrekers, vaarten, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electriche inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsook de gereedmakings- en fundeeringswerken die aan bovengemelde werken voorafgaan;

d) Het vervoer van personen of van goederen per as, per spoor of te water, met inbegrip van het laden en lossen aan de dokken, kaaien, pieren en stapelhuizen, met uitzondering van handvervoer.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen, waarbij nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid en koophandel eenerzijds, en als landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Het is verboden gedurende den nacht, door kinderen die den leeftijd van achttien jaar niet bereikt hebben, dienstverstrekkingen te laten verrichten in de openbare of private nijverheidsinrichtingen of in de aanhoorigheden ervan, met uitzondering van die, waar alleen leden van één zelfde gezin gebezigd worden, behalve in de navermelde gevallen.

Het verbod inzake nachtarbeid zal niet toegepast worden op kinderen, die den leeftijd van zestien jaar reeds bereikt hebben en in de navermelde nijverheidsbedrijven dienst verstrekken voor zekere werken, die uiteraard noodzakelijkerwijs dag en nacht ononderbroken moeten doorgezet worden :

- a) IJzer- en staalfabrieken; werken waarbij gebruik wordt gemaakt van terugstralings- of van regeneratieovens; galvanisatie van plaatijzer en ijzerdraad (met uitzondering van de afbijtingswerkplaatsen);
- b) Glasblazerijen;
- c) Papierfabrieken;
- d) Suikerfabrieken, waar ruwe suiker bewerkt wordt;
- e) Uitwassching van gouderts.

ART. 3.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden, een tijdruimte van minstens elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

Voor de steen- en bruinkoolmijnen zal er een afwijking mogen voorzien worden wat betreft den in de vorige paragraaf bedoelden rusttijd, wanneer tusschen de beide arbeidstijden door den band vijftien uren rusttijd is, doch nooit wanneer die tusschentijd minder dan dertien uren bedraagt.

Wordt door 's Lands wetten nachtarbeid aan al de werknemers van het broodbakkersbedrijf verboden, dan zal, voor dit laatste, de tusschen negen uur 's avonds en vier uur 's morgens verlopen tijdruimte die mogen vervangen begrepen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

In de keerkringslanden, waar midden in den dag de arbeid gedurende eenigen tijd geschorst wordt, zal de nachtrusttijd min dan elf uren mogen

bedragen, onder voorwaarde dat gedurende den dag een opwegende schoft-tijd worde verleend.

ART. 4.

De bepalingen van de artikelen 2 en 3 zullen niet van toepassing zijn bij den nachtarbeid van kinderen van zestien- tot achttienjarigen leeftijd, wanneer een geval van overmacht, dat niet kon voorzien noch belet worden en niet van periodieken aard is, tegen den normalen gang van een nijverheidsinrichting indruischt.

ART. 5.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Japan betreft, zal, tot 1 Juli 1925, artikel 2 slechts gelden voor kinderen, die den leeftijd van vijftien jaar nog niet hebben bereikt en, van gemelden datum af, zal bedoeld artikel 2 slechts toegepast worden op kinderen, die den leeftijd van zestien jaar nog niet hebben bereikt.

ART. 6.

Wat de toepassing dezer Overeenkomst op Indië betreft, zal door het woord « nijverheidsinrichting » moeten verstaan worden de « fabrieken » als zoodanig bepaald door de fabriekswet van Indië (*Indian factory act*) en artikel 2 zal niet toegepast worden op kinderen van het mannelijk geslacht, die den leeftijd van veertien jaar reeds bereikt hebben.

ART. 7.

In hoogst zwaarwichtige omstandigheden en ingeval het openbaar belang het vereischt, zal het verbod inzake nachtarbeid mogen geschorst worden bij besluit der Openbare Overheid, wat betreft de kinderen van zestien- tot achttienjarigen leeftijd.

ART. 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 9.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot de toepassing ervan in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

Elk lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de leden van de Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage, waarop die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn; zij zal slechts die leden verbinden, welke hun bekrachtiging ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander lid, in werking treden ten dage, waarop de bekrachtiging van dit lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 12.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen ervan, uiterlijk den 1^{en} Juli 1922 toe te passen en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 13.

Elk lid, dat deze Overeenkomst zal bekrachtigd hebben, mag ze opzeggen bij het verstrijken van eene tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 14.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide bewijzende kracht hebben.

BIJLAGE D.

Ontwerp van Overeenkomst betreffende vrouwen-nachtarbeid.

De Algemeene Conferentie der Internationale Arbeidsinrichting van den Volkerenbond,

Door de Regeering der Vereenigde Staten van Amerika den 29 Oktober 1919 opgeroepen te Washington,

Na er toe besloten te hebben verscheidene voordrachten aan te nemen betreffende de « dienstverstrekkingen van vrouwen gedurende den nacht », aangelegenheid, vervat in het derde punt van de dagorde der zitting van de te Washington gehouden Conferentie, en

Er toe besloten hebbende die voordrachten in den vorm van een Ontwerp van Internationale Overeenkomst op te stellen,

Verleent haar goedkeuring aan het hierna volgend Ontwerp van Overeenkomst, dat door de Leden van de Internationale Arbeidsinrichting dient bekrachtigd, overeenkomstig de bepalingen van het op den Arbeid betrekking hebbende gedeelte van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919, en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919 :

ARTIKEL EEN.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moeten, onder meer, als « nijverheidsinrichtingen » worden aangemerkt :

- a) Allerlei mijnen, groeven en andere uitdelvingsbedrijven;
- b) De bedrijven, waar voortbrengselen voor den verkoop worden vervaardigd, gewijzigd, gereinigd, hersteld, versierd, voltooid, bereid, of waar stoffen een omzetting ondergaan : met inbegrip van den scheepsbouw, de bedrijven voor afbraak van materieel, alsmede het voortbrengen, omzetten en overbrengen van beweegkracht in 't algemeen en van electriciteit;
- c) Het optrekken, heroptrekken, onderhouden, herstellen, wijzigen of afbreken van allerlei gebouwen, spoorwegen, tramwegen, havens, dokken, zeebrekers, vaarten, instellingen voor de binnenvaart, wegen, tunnels, bruggen, viaducten, moerriolen, gewone riolen, putten, telegrafische of telephonische inrichtingen, electrische inrichtingen, gasstokerijen, inrichtingen voor watervoorziening of andere bouwwerken, alsmede de gereedmakings- of fundeeringswerken, die aan bovengemelde werken voorafgaan.

In elk land zal de bevoegde overheid de grenslijn afbakenen, waarbij

nauwkeurig zal worden bepaald wat als nijverheid eenerzijds, als koophandel en landbouw anderzijds moet worden ingedeeld.

ART. 2.

Voor de toepassing van deze Overeenkomst moet door het woord « nacht » verstaan worden, een tijdruimte van minstens elf achtereenvolgende uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

In de landen, waar geen enkel openbaar reglement toepasselijk is op de dienstverstrekkingen van vrouwen gedurende den nacht in de nijverheidsinrichtingen, zal door het woord « nacht » voorloopig en voor een tijdruimte van hoogstens drie jaar, mogen verstaan worden, al naar goedvinden der Regeering, een tijdruimte van slechts tien uren, waarin begrepen die verlopen tusschen tien uur 's avonds en vijf uur 's morgens.

ART. 3.

Zonder onderscheid van leeftijd, zullen de vrouwen 's nachts geen dienstverstrekkingen mogen doen in eenige openbare of private nijverheidsinrichting noch in eenige aanhoorigheid van een dier inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen, waar alleen de leden van één zelfde gezin gebezigd worden.

ART. 4.

Artikel 3 zal niet toegepast worden :

a) In geval van *overmacht*, wanneer in een onderneming eene onvoorzienbare en niet-periodieke bedrijfsonderbreking zich voordoet ;

b) In geval de arbeid toegepast wordt hetzij op grondstoffen, hetzij op in bewerking zijnde stoffen, die aan zeer snel bederf zouden onderhevig zijn, wanneer zulks noodzakelijk is om het onvermijdelijk verlies van die stoffen te voorkomen.

ART. 5.

In Indië en in Siam zal de toepassing van artikel 3 dier Overeenkomst door de Regeering mogen geschorst worden, behalve voor de « *factories* », zooals zij door de landswet zijn bepaald.

Van elke der uitzonderingen zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis worden gegeven.

ART. 6.

In de nijverheidsbedrijven, die aan den invloed der jaargetijden onderworpen zijn, en in alle gevallen, waar die uitzonderlijke omstandigheden

het vereischen, zal gedurende zestig dagen per jaar, de in artikel 3 aangeduide tijdruimte van den nacht, verminderd mogen worden op tien uur.

ART. 7.

In de landen waar het klimaat den dargarbeid bijzonder lastig maakt, mag de nachttijdruimte korter zijn dan de bij bovengemelde artikelen vastgestelde, onder voorwaarde dat gedurende den dag een opwegende schoftijd worde verleend.

ART. 8.

De ambtelijke bekrachtigingen dezer Overeenkomst, onder de voorwaarden voorzien bij Deel XIII van het Vredesverdrag van Versailles, d. d. 28 Juni 1919 en van het Vredesverdrag van Saint-Germain, d. d. 10 September 1919, zullen aan de Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond medegedeeld en door hem geregistreerd worden.

ART. 9.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich tot de toepassing ervan in zijn niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten, onder het volgende voorbehoud :

a) Dat de bepalingen der Overeenkomst niet door plaatselijke toestanden ontoepasselijk worden gemaakt;

b) Dat de wijzigingen, die mochten noodig geacht worden om de Overeenkomst aan plaatselijke toestanden aan te passen, in deze Overeenkomst mogen ingelascht worden.

El lid zal aan het Internationaal Arbeidsambt kennis moeten geven van zijn besluit voor elke zijner niet tot volle zelfbestuur gemachtigde koloniën, bezittingen of protectoraten.

ART. 10.

Zoodra de bekrachtigingen van twee leden der Internationale Arbeidsinrichting ter Sekretarie geregistreerd zullen geweest zijn, zal de Algemeene Schrijver van den Volkerenbond daarvan aan al de leden der Internationale Arbeidsinrichting kennis geven.

ART. 11.

Deze Overeenkomst zal in werking treden ten dage waarop, die kennisgeving door den Algemeenen Schrijver van den Volkerenbond zal gedaan geweest zijn : zij zal slechts die leden verbinden, welke hun bekrachtiging

ter Sekretarie zullen laten registreeren hebben. Naderhand zal die Overeenkomst, ten opzichte van elk ander lid, in werking treden ten dage, waarop de bekrachtiging van dit lid ter Sekretarie zal geregistreerd geweest zijn.

ART. 12.

Elk lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt er zich toe de bepalingen ervan uiterlijk den 1ⁿ Juli 1922 toe te passen, en alle noodige maatregelen te nemen om die bepalingen te bewerkstelligen.

ART. 13.

Elk lid, dat die Overeenkomst zal bekrachtigd hebben mag ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den datum van het aanvankelijk in werking treden der Overeenkomst, bij een aan den Algemeenen Schrijver medegedeelde en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal ingaan slechts één jaar na ter Sekretarie geregistreerd te zijn geweest.

ART. 14.

De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsambt moet, ten minste ééns om de tien jaar, aan de Algemeene Conferentie, verslag uitbrengen over de toepassing dezer Overeenkomst en er toe beslissen of op de dagorde der Conferentie de herziening of de wijziging van bedoelde Overeenkomst dient opgenomen.

ART. 15.

De Fransche tekst en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide bewijzende kracht hebben.

